

DE LA
Copropriété des Brevets d'Invention

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le jeudi 9 avril 1908,
à 1 heure*

PAR

Pierre PUYBONNIEUX

Président : M. RENAULT, professeur.
Suffragants } MM. LYON-CAEN, doyen.
THALLER, professeur.

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA
Copropriété des Brevets d'Invention

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le jeudi 9 avril 1908,
à 1 heure*

PAR

Pierre PUYBONNIEUX

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants } *MM. LYON-CAEN, doyen.*
THALLER, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

DES OUVRAGES LES PLUS FRÉQUEMMENT CITÉS

ALLART. — *De la propriété des Brevets d'Invention et de leur validité*, in-8°, 1887 ; *de la Contrefaçon*, in 8°, 1889.

Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire, fondée par PATAILLE, en 1855, in-8°.

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil Français*.

BEDARRIDE. — *Commentaire des lois sur les Brevets d'Invention*, 3 vol. in-8°, 1869.

BLANC. — *L'Inventeur breveté*, 3^e édit. in-8°, 1852.

DALLOZ. — *Jurisprudence Générale et Supplément*. — V^o *Brevets d'Invention*.

LABORI. — *Répertoire encyclopédique du Droit Français*.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Manuel de Droit Commercial*, 6^e édit in-8°, 1901.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité Théorique et Pratique de Droit Commercial*, 8 vol. parus.

NOUGUIER. — *Des Brevets d'Invention et de la Contrefaçon*, in-8°, 1858.

PANDECTES FRANÇAISES. — V^o *Brevets d'Invention*.

PATAILLE. — *Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire.*

PELLETIER. — *Droit Industriel. Brevets d'Invention*, in-8°, 1893.

PICARD et OLIN. — *Traité des Brevets d'Invention et de la Contrefaçon industrielle*, in-8°, 1869.

PLANIOU. — *Traité Élémentaire de droit Civil*, in-8°, 1901.

POUILLET. — *Traité Théorique et Pratique des Brevets d'Invention et de la Contrefaçon*, 4^e édit., 1906.

La Propriété industrielle. — Organe officiel de l'Union pour la protection de la Propriété Industrielle, in-8°, fondée en 1884.

RENDU et DELORME. — *Traité pratique de Droit Industriel*, in-8°, 1856.

RENOUARD. — *Traité des Brevets d'Invention*, 3^e édition, in-8°, 1863.

SIREY. — *Recueil Général des Lois et des Arrêts.*

DE LA

COPROPRIÉTÉ DES BREVETS D'INVENTION

INTRODUCTION

Depuis le xviii^e siècle, de grandes découvertes sont venues transformer l'industrie en multipliant les forces productrices dont l'humanité dispose.

Pour les utiliser, d'innombrables inventions sont nées, développant le machinisme dans des proportions considérables pour le profit soit du producteur s'il continue, malgré l'économie réalisée par ses machines, à vendre ses produits à l'ancien prix, soit du consommateur sous forme de diminution de dépenses, si, plus vraisemblablement, le prix du produit s'abaisse au niveau du coût de production.

Les pouvoirs publics ont été amenés par le flot croissant des inventions à s'occuper de l'inventeur, passé légalement inaperçu jusqu'alors, et l'on s'est demandé si l'inventeur — cause du développement industriel de son pays, auquel il rend un service indiscutable — n'a pas droit, comme simple récompense, ou même comme propriétaire, en

vertu du droit naturel, à une protection légale pour l'exploitation privative de son invention.

C'est une question fort discutée. Les uns, spécialement les auteurs de la loi de 1791, considèrent que le défaut d'une protection positive de l'inventeur serait de nature à décourager l'industrie nationale, — les autres ne veulent voir en la protection qui lui est accordée « qu'un outrage à la liberté et à l'industrie ».

Quoi qu'il en soit, qu'il nous suffise de constater ce qui existe dans notre législation.

La loi de 1791 portait textuellement : « toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur ; en conséquence, la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance suivant le mode et le temps qui seront ci-après déterminés... »

La loi de 1844 est moins explicite ; elle s'abstient de définir le droit de l'inventeur sur l'invention et l'exposé des motifs présente le brevet d'invention comme une sorte de transaction intervenue entre l'auteur et la société intéressée à jouir de l'idée nouvelle : « ... l'inventeur ne peut exploiter sa découverte sans la société ; la société ne peut en jouir sans la volonté de l'inventeur ; la loi, arbitre souveraine, est intervenue : elle a garanti à l'un la jouissance exclusive, temporaire ; à l'autre, une jouissance différée, mais perpétuelle... »

Droit naturel ou privilège, le brevet d'invention existe actuellement dans notre législation ; c'est lui qui est la

récompense due ou gracieuse, selon la théorie de chacun, que la société accorde à l'inventeur.

Cette compensation est d'ailleurs bien médiocre. Les inventeurs ne peuvent jouir du monopole d'exploitation qui leur est accordé que pendant quinze années au plus, et, encore, en sollicitant un brevet, en payant une redevance annuelle de cent francs, enfin en observant certaines règles sous peine de se voir déchus de leur droit exclusif.

Il faut, en effet, distinguer l'invention et le brevet — le droit de l'auteur sur son invention vient de l'invention elle-même, mais pour obtenir la protection de la loi, il faut prendre un brevet.

« Le brevet — dit M. le bâtonnier Pouillet — c'est « tout simplement un titre officiel, constatant que tel « jour, à telle heure, tel individu s'est déclaré l'auteur de « telle invention; c'est, comme on l'a dit avec esprit, « l'acte de naissance de l'invention (1). »

Le brevet en lui-même n'est donc rien, l'invention est tout.

Le brevet est seulement le titre constatant le droit de l'inventeur à recourir à la protection légale pendant un temps limité.

Mais quelle est la valeur du brevet lorsqu'il est séparé de l'inventeur? C'est-à-dire, l'inventeur peut-il céder son privilège d'exploitation ou bien la cession du brevet entraîne-t-elle la déchéance du privilège?

(1) V. POUILLET, *Traité des brevets d'invention*, p. 4.

La société ne pouvait retirer d'une main ce qu'elle accordait de l'autre à l'inventeur. Une découverte peut n'être utilisable que dans certaines industries ou nécessiter, pour sa mise en œuvre, de grands capitaux, dont on ne peut exiger la possession par l'inventeur.

Le breveté a donc la libre disposition de son privilège.

L'article 14 de la loi de 1791 déclarait que le propriétaire d'une patente pouvait en disposer « comme d'une propriété mobilière ». Il s'ensuit que le brevet peut devenir l'objet de tous les droits qui naissent de la propriété d'un meuble.

En vertu de son droit, le titulaire peut donc faire un certain nombre d'actes juridiques relatifs à son brevet ; ce sont, d'ailleurs, tous des actes translatifs de propriété. Il peut aliéner le brevet, c'est-à-dire le droit exclusif d'exploiter l'invention pendant la durée de la protection légale, il peut même démembrer son monopole et accorder à des tiers des licences d'exploitation.

On comprend donc que le droit à l'invention et au brevet, comme la propriété ordinaire, peut ne pas se présenter toujours sous la forme simple d'un titulaire unique et qu'elle peut être rencontrée à l'état composé avec plusieurs titulaires pour un seul brevet. — C'est alors, si l'on peut employer cette expression, la copropriété du brevet d'invention.

Ainsi les droits à la propriété des brevets d'invention

peuvent se compliquer et de nombreux problèmes de droit peuvent se poser au sujet des rapports des divers propriétaires entre eux et vis-à-vis des tiers.

Nulle part, le Code civil ne s'est occupé spécialement de la copropriété. Il traite seulement du partage de la chose commune.

La doctrine a donc eu la tâche de construire la théorie de la copropriété en général. C'est donc à elle qu'incombe également le soin d'établir les règles de la copropriété des brevets d'invention, puisque les lois spéciales aux brevets n'ont pas soumis leur copropriété à des règles particulières, comme l'est, par exemple, la copropriété des navires.

C'est cette théorie de la copropriété des brevets d'invention, envisagée en dehors des modifications que toute convention particulière peut y apporter, que nous allons essayer de présenter.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Notions générales de la copropriété.

Lorsqu'une même chose appartient à plusieurs propriétaires à la fois, on dit qu'il y a « *Copropriété* ».

On la rencontre sous deux formes différentes : avec ou sans indivision.

I. — La copropriété indivise est « le droit de propriété « compétant à plusieurs personnes sur une seule et même « chose qui n'appartient ainsi à chacune d'elles que pour « une quote-part idéale ou abstraite (1). » Selon la définition adoptée par MM. Aubry et Rau et la majorité des auteurs.

La chose faisant l'objet de la copropriété n'est pas partagée entre les divers propriétaires, elle appartient à chacun

(1) *Droit civil français*, par MM. AUBRY et RAU, t. II, p. 403, n° 221.

d'eux en particulier dans chacune de ses parties et dans son tout : c'est le droit de propriété qui seul est partagé.

Les parts qui sont toujours exprimées par un nombre : une demie, un tiers, un quart etc... peuvent être fort nombreuses. Cependant, ainsi que nous le verrons, la copropriété, sous peine d'aboutir à un état de torpeur irrémédiable, n'est pratiquement possible qu'entre personnes peu nombreuses à cause des droits et des obligations que cet état entraîne pour les titulaires.

II. — Toute autre est la copropriété sans indivision. — Tandis que dans l'indivision, les copropriétaires sont tous propriétaires de la totalité de la chose commune, lorsqu'il n'y a pas indivision, chacun des copropriétaires est propriétaire exclusif d'une part déterminée dans la chose commune.

Les auteurs étudient surtout cet état à propos des immeubles qui offrent des exemples usuels du droit de copropriété sans indivision.

Telles sont les maisons que l'on trouve dans certaines contrées, dont chaque étage, voire même chaque chambre, appartient à un propriétaire différent.

Mais il n'y a aucun empêchement juridique à ce qu'un meuble appartienne divisément à plusieurs propriétaires.

Le Brevet d'Invention peut-il être soumis à des droits de copropriété? Et, dans l'affirmative, est-il susceptible des deux formes de la copropriété?

Le brevet d'invention est un arrêté ministériel constatant le droit du titulaire à une invention et lui assurant la protection légale.

Il se compose donc, en réalité, de deux éléments :

1° D'un titre ;

2° D'un privilège d'exploitation.

Il semble superflu de démontrer que le titre qui constitue le brevet, l'arrêté ministériel, est un objet mobilier et, comme tel, susceptible d'appropriation collective. L'article 516 du Code civil ne laisse d'autre alternative que de le ranger parmi les meubles ou les immeubles et il ne peut y avoir d'hésitation à le classer dans la première catégorie.

Est-il moins facile de déterminer la nature du privilège d'exploitation conféré par le brevet ? Ce privilège consiste dans l'obligation imposée à tous de s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la possession paisible de l'invention que la loi veut accorder à l'inventeur breveté.

Il présente donc tous les caractères du droit réel appliqué à un objet mobilier tel qu'il est défini par MM. Aubry et Rau lorsqu'ils disent qu'il existe quand une chose se trouve soumise, complètement ou partiellement, au pouvoir d'une personne, en vertu d'un rapport immédiat opposable à toute autre personne (1).

(1) AUBRY et RAU, t. II, 172, 3^e édition, p. 72 ; PLANIOL, t. I. 2^e édition, p. 279, n^o 726, 727, 728.

De quelque côté qu'on l'envisage, le brevet d'invention présente donc un caractère mobilier. D'où il résulte que nous devons lui appliquer toutes les dispositions législatives qui concernent les meubles et qu'il peut être soumis à la copropriété.

Il semble naturel que le brevet qui appartient à plusieurs personnes, se trouve dans l'indivision, mais il peut en être autrement et, pour certains auteurs même la règle générale est que la protection légale du brevet doit appartenir à tous indivisément et le privilège d'exploitation divisément à chacun.

Rien n'empêche les différents titulaires d'exploiter l'invention séparément et chacun pour son propre compte.

De même, il est possible que les copropriétaires du brevet se partagent les pays dans lesquels ils jouissent d'un privilège d'exploitation et s'accordent mutuellement un droit exclusif d'exploitation du brevet dans la contrée qui leur est attribuée.

Nous examinerons, dans la deuxième partie de cet ouvrage, comment, en l'absence de convention, s'exercent les droits respectifs des copropriétaires du brevet sur l'invention et la gestion du brevet dans les deux cas de copropriété indivise et de copropriété sans indivision.

Mais, nous devons rechercher auparavant dans quel cas le brevet fait l'objet d'un droit de copropriété.

Les principales circonstances qui donnent naissance à la copropriété de brevets d'invention sont les suivantes :

- 1° L'invention elle-même résulte d'efforts communs ;
- 2° L'inventeur s'est entendu avec différentes personnes pour prendre ou pour exploiter le brevet dans un intérêt collectif ;
- 3° Cession du brevet à plusieurs personnes ;
- 4° Le propriétaire du brevet est marié ;
- 5° Le brevet est trouvé dans une succession dévolue à plusieurs héritiers ;

Nous allons examiner chacune des hypothèses d'où peut naître la copropriété et étudier la situation qui est créée aux titulaires du brevet.

CHAPITRE II

Brevet demandé à la fois par plusieurs personnes.

Plusieurs personnes peuvent valablement demander ensemble un seul brevet pour une invention dans deux cas :

1° Quand l'invention ou sa mise en œuvre est due aux efforts réunis, à une collaboration de ces personnes ;

2° Quand l'inventeur a cédé à plusieurs personnes sa découverte non encore brevetée.

Cette deuxième hypothèse sera étudiée dans le chapitre suivant, avec la cession du brevet.

SECTION I

Divers cas où le brevet est l'objet de copropriété.

L'invention peut être le résultat d'une collaboration, de recherches faites en commun. Il est équitable que le brevet appartienne à tous ceux qui ont travaillé pour faire la découverte, qui ont collaboré pour la mettre au point.

Le brevet doit alors être demandé collectivement par eux et leurs noms seront inscrits sur le titre officiel.

I. — Il en est ainsi indiscutablement lorsque le travail d'invention lui-même a été fait en commun.

Il a été jugé notamment que : « Lorsqu'une machine « nouvelle est construite sous la direction d'un ingénieur « mais aux frais et dans les ateliers d'une société et que « d'autres ingénieurs, dessinateurs ou ouvriers de la « société ont coopéré à son exécution, chacun apportant « à l'œuvre sa part d'imagination, de travail et de soin, « l'invention ainsi réalisée doit être considérée comme la « propriété commune de l'ingénieur et de la société. » (Tribunal civ. de la Seine, 10 mai 1898) (1).

II. — Mais le fait de la collaboration peut être compliqué comme dans le cas où l'inventeur est l'employé salarié d'un patron. Quel est alors le propriétaire de l'invention ? L'auteur de la découverte ou le patron ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord tenir compte des conventions intervenues entre le patron et son employé. Si, par exemple, l'employé a été engagé spécialement dans le but d'étudier les progrès à faire dans une industrie et d'essayer de les réaliser. Si un chimiste, par exemple, est dans une teinturerie, chargé de faire des expériences et de fabriquer de nouvelles couleurs pour le

(1) PATAILLE, 1900, p. 67, n° 4106.

compte de l'usine, il est clair que les découvertes qui seront faites par l'employé au cours de son travail professionnel deviendront la propriété exclusive du patron.

Cela résulte du contrat intervenu entre le chef d'industrie et son employé.

En serait-il de même en cas d'absence de toute convention intervenue entre les parties?

Pour résoudre ce problème, il faut distinguer trois hypothèses : 1° le cas où l'invention est la conséquence du travail auquel l'employé est préposé, le résultat d'ordres ou d'instructions données par le patron ; 2° le cas où l'invention est faite par l'employé en dehors de ses fonctions ; 3° le cas où elle est faite par l'employé dans l'exercice de ses fonctions, mais sans ordre particulier.

I. — Lorsque l'invention est le résultat du travail auquel l'employé est préposé, quand l'ouvrier, suivant les instructions qui lui ont été données parvient à construire une machine avec les perfectionnements qui avaient été conçus par le patron, l'employé ne peut pas prétendre qu'il est propriétaire de l'invention et prendre un brevet. — En acceptant le travail qui lui était donné, il a implicitement renoncé à tout droit sur la découverte qu'il pourrait faire dans ces conditions (1). M. Pouillet compare, avec juste raison, cet ouvrier au manœuvre employé par un propriétaire à faire des fouilles sur son domaine dans le

(1) ALLART, *Brevets d'Invention*, p. 71, n° 148.

but de découvrir un trésor. Le trésor appartient exclusivement à celui qui a ordonné les fouilles.

L'employé est un mandataire du patron, il lui doit compte de tous les profits du mandat, même de ceux qui sont réalisés d'une manière indirecte. (Art. 1993. Cod. civ.)

Il a été jugé en ce sens que « lorsqu'un ouvrier n'a fait
« qu'exécuter les ordres qui lui étaient donnés par un tiers,
« avec les indications et dans l'intérêt de ce tiers, il ne
« peut être réputé le créateur, l'inventeur; il n'a réellement été qu'un agent qui a marché avec plus ou
« moins d'intelligence dans la voie qui lui était tracée;
« le résultat de son travail ne peut avoir le caractère
« d'une invention qu'il puisse faire breveter ». (Paris, 11 août 1841 (1).

II — a) Quand l'invention est faite par l'employé en dehors de ses fonctions, que non seulement il n'y a pas été

(1) POUILLET, *Traité des brevets d'invention*, p. 210, n° 188, 189.

Jugé de même : que les dessinateurs employés, dans un établissement industriel ne peuvent s'attribuer la propriété des dessins qu'ils ont conçus (Amiens, 23 avril 1856; Sir., 56, 2, 535).

Que l'individu employé par un manufacturier à chercher des combinaisons de tissu ne peut prendre de brevet pour les découvertes qu'il a faites dans cet ordre d'idées, ni surtout, l'opposer à son patron (Trib. Corr. Rouen, 22 août 1859. *Prop. ind.*, n° 94).

Que, lorsqu'une invention est la conséquence directe du travail auquel l'employé est préposé et que le patron a donné des instructions pour la faire, elle appartient au patron qui, seul a le droit de prendre le brevet. (Lyon, 19 mai 1886, PATAILLE, 87, 181).

poussé par les instructions qui lui étaient données mais encore qu'il l'a élaborée en dehors de son travail salarié, il semble incontestable que le droit à l'invention appartient à l'employé qui seul peut la faire breveter à son profit. En effet, le patron ne peut revendiquer une invention qu'il n'a pas conçue et dont il n'a aidé la réalisation, ni de son travail, ni de ses capitaux, ni de son outillage, ni de ses instructions.

Jugé dans ce cas : « qu'un employé, par exemple, « le Secrétaire général d'une Compagnie industrielle, qui « n'a que des fonctions administratives et commerciales « et qui est étranger aux opérations de la fabrication, « conserve seul le droit de faire breveter son invention ; « et, si la Compagnie à laquelle il était attaché a profité « de ses confidences ou des essais qu'il a pu faire dans ses « usines, pour prendre un brevet avant lui, il a le droit « de revendiquer la propriété de son invention et de se « faire subroger dans l'effet du brevet pris par la Compagnie » (Paris, 21 juillet 1874, V. Pataille 77. 283).

b) Mais il est possible que le chef d'industrie désirant obtenir un perfectionnement, faire une découverte ou mettre au point une invention, donne à un de ses employés la mission de faire des essais et des recherches dans ses moments de liberté et lui fournisse l'argent et les moyens nécessaires pour atteindre le but proposé.

Dans ce cas, l'employé n'agit plus comme mandataire de son patron, il travaille en dehors des heures qu'il doit

à son usine, mais ses succès sont dus non seulement à ses efforts, mais encore au patron, qui a mis à sa disposition les moyens sans lesquels l'invention n'aurait pu être faite : les capitaux et les outils.

L'invention réalisée, à qui appartient le droit de la faire breveter ?

Nous voyons, avec M. Allart, dans ce cas, en nous plaçant toujours en dehors de toute convention spéciale, une association de fait entre l'ouvrier et le patron, l'un apportant ses capitaux et l'autre son intelligence.

L'invention due au concours, de l'industrie de l'un, des capitaux de l'autre, doit devenir leur propriété commune et ils doivent, tous deux, solliciter le brevet dont ils seront copropriétaires (1) (Lyon, 26 décembre 1837 et Rep. 4^{er} déc. 1838, Sirey 53. 1. 763).

III. — La troisième hypothèse que nous avons à examiner est celle où l'invention est faite par un employé dans l'exercice de ses fonctions, mais sans ordre ni instruction.

Le point de savoir à qui appartient le droit de prendre le brevet d'une invention faite dans de telles conditions a été l'objet d'études approfondies de la part des auteurs. Voici les principales.

Pour M. Pouillet, l'invention et le droit au brevet appartiennent à l'employé. Il s'exprime ainsi sur ce sujet : « L'invention est-elle en dehors des travaux ordinaires de

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 72, n° 150.

« l'employé, ou seulement en dehors de ses instructions?
« N'y a-t-il été conduit que par ses seules inspirations?
« N'a-t-il rien emprunté qu'à sa propre intelligence? N'est-
« il redevable du résultat qu'à lui-même? En ce cas, il
« garde la propriété de son invention; il a seul droit au
« brevet, alors même que ce serait pendant le temps qu'il
« devait consacrer à son travail, grâce aux instruments et
« aux facilités que lui donnaient ses fonctions, qu'il a
« réalisé sa découverte, alors même qu'elle serait relative
« aux travaux dont il est chargé et qu'elle aurait pour but
« d'en faciliter l'exécution. Seulement, il peut y avoir lieu
« de le condamner à payer à son patron des dommages-
« intérêts pour le tort qu'il lui a causé en négligeant ses
« fonctions, en consacrant à ses propres affaires un temps
« qui ne lui appartenait pas, en se servant pour son propre
« usage des outils ou des instruments qui lui avaient été
« confiés pour l'exécution de son travail (1). »

M. Bozerian est du même avis et il se base pour cela sur les principes du contrat de louage d'ouvrage.

« Il est certain, dit-il, que le maître, c'est-à-dire celui
« qui paie le prix du louage, ne peut prétendre à la pro-
« priété des découvertes faites par le locateur pendant la
« durée du contrat, lors même que ces découvertes se
« rattacheraient aux services que celui-ci doit rendre; le
« locateur, en effet, ne s'est pas engagé à faire des décou-

(1) POUILLET, *Traité des brevets d'invention*, p. 244, n° 490.

« vertes ; à lui donc la propriété de celles qu'il a faites ; à
« lui et à lui seul la propriété de ses brevets ; à lui tous les
« produits qu'il en peut tirer, à l'encontre des tiers. Mais
« ne doit-il pas, au moins, faire profiter le maître de ses
« inventions, sans indemnité ? En principe, je ne le crois
« pas, et cela pour le même motif, c'est que le locataire ne
« s'est pas engagé en qualité d'inventeur, mais en une
« tout autre qualité ; sans doute, aux termes de l'ar-
« ticle 1135, les conventions obligent à toutes les suites que
« l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation, d'après
« sa nature. Mais peut-on considérer une invention comme
« une suite naturelle d'un louage d'industrie ? (1) »

Enfin, MM. Picard et Olin déclarent que « quand un
« employé d'un ordre quelconque ayant accepté d'accom-
« plir une tâche bien déterminée, comme, par exemple, de
« tisser une pièce de toile ou de fabriquer des clous,
« découvrir un procédé nouveau, relatif ou non, à la tâche
« qu'on lui a confiée, soit pendant les heures de son tra-
« vail, soit à un autre moment. Nulle part alors on ne
« découvre le consentement exprès ou tacite d'abandonner
« au patron les découvertes dues aux recherches de l'ou-
« vrier ou même au hasard. Il a promis de tisser une
« pièce de toile ou de fabriquer des clous, mais non de
« livrer les inventions qui lui viendront à l'esprit. S'il
« avait négligé sa besogne pour s'adonner à la recherche

(1) V. *Prop. Ind.*, p. 160.

« de celles-ci, son maître aurait contre lui, selon les cir-
« constances, une action en réparation de dommage ; mais
« nul principe juridique ne pourrait justifier sa prétention
« à s'approprier les découvertes. Il y aurait quelque chose
« de choquant à admettre qu'un chef d'industrie pourrait
« ainsi, en vertu du maigre salaire qu'il paie à ses arti-
« sans, dépouiller ceux-ci de conceptions, filles de leur
« intelligence et de leur habileté et qui sont parfois une
« source de richesse (1). »

Pour résoudre cette question, il faut, à notre avis, faire, au préalable, une distinction entre les inventions ne se rattachant nullement au travail confié à l'employé et à l'industrie du patron et celles qui se rattachent à ce travail et à l'industrie du patron.

a) Dans le premier cas, le plus rare, lorsqu'un ouvrier a accepté dans une industrie un emploi bien déterminé et qu'il lui vient à l'esprit au cours de son travail, par l'effet du hasard ou des études faites en dehors de l'usine, une invention, sans qu'elle soit en aucune façon le résultat du travail qu'il accomplit, ni n'ait été causée ou seulement facilitée par le champ d'expériences et l'outillage que l'usine lui fournit ; il semble équitable que cette découverte demeure bien la propriété exclusive de l'ouvrier et qu'il puisse la faire breveter à son profit.

(1) PICARD et OLIN, n° 24. Dans le même sens : V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 71, n° 149 ; NOUGUIER, n° 36 ; RUBEN DE COUDER, n° 338.

Nous adoptons, en conséquence, pour ce cas, la théorie des auteurs ci-dessus cités.

b) Mais en est-il de même lorsque la découverte se rattache au travail de l'employé et à l'industrie du patron?

MM. Pouillet, Bozérián, Picard et Olin-Allart, ainsi que nous l'avons vu, veulent que, dans ce cas, comme dans le précédent, l'employé inventeur bénéficie seul de l'invention, sans que le patron, au détriment de qui l'invention a été faite, puisqu'elle l'a été pendant le temps qui devait lui être consacré, ait aucun droit sur elle.

Leur principal argument est que l'employé ne s'est pas engagé comme inventeur, mais en une toute autre qualité.

Cet argument ne semble pas bien sérieux.

En effet, on n'engage pas, ou fort rarement, des inventeurs dans une industrie. Mais si une invention est due, bien plus souvent à des ouvriers ou contre-maitres qu'à des spécialistes de l'invention, c'est que ceux-ci vivent dans un champ d'expériences, qu'ils profitent, non seulement des moindres changements que le patron apporte à son outillage, mais encore des essais qui se font autour d'eux, et, qu'enfin, pour faciliter leur propre travail, ils ont intérêt à le simplifier.

L'invention de l'employé est donc, en général, anonyme, en ce sens qu'elle résulte des efforts de tous. Mais l'auteur ayant eu le bonheur d'être le premier à la réaliser

a droit à une récompense. Celle-ci doit-elle être le brevet tout entier? — Nous ne le croyons pas.

Pourquoi l'ouvrier bénéficierait-il ici d'une récompense plus forte que dans le cas où il travaille dans ses moments de liberté avec les moyens fournis par le patron?

Est-ce parce qu'il a dérobé au maître le temps qu'il devait consacrer au travail, ou qu'il a employé les capitaux et l'outillage du patron à ses expériences sans autorisation, tandis que dans l'autre cas il l'avait obtenue? Cela n'est pas possible.

MM. Picard et Olin disent qu'il serait choquant d'admettre qu'un chef d'industrie pourrait ainsi dépouiller ses ouvriers de conceptions « qui sont parfois une source de richesse ».

L'ouvrier doit au patron son industrie toute entière et il ne faut pas distinguer si le travail donné a une proportion ou non avec le salaire reçu. L'ouvrier orfèvre qui, modifiant un peu le modèle qu'on lui a donné, ciselerait un chef-d'œuvre devrait, en ce cas, en conserver la propriété, quitte pour le patron à introduire contre lui une instance en dommages-intérêts pour le préjudice causé en consacrant à cet ouvrage un temps qui devait être employé à un travail moins parfait.

D'ailleurs, « les conventions légalement formées tiennent « lieu de loi à ceux qui les ont faites. (Art. 1.134, Code « civ.), et aux termes de l'article 1.135, C. civ. : « les « conventions obligent non seulement à ce qui y est

« exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, « l'usage ou la loi donnent à l'obligation, d'après sa nature ».

Il est choquant et injuste, dit-on, de dépouiller l'employé d'une invention qui peut être une source de richesse.

Mais est-il beaucoup plus juste de voir un ouvrier, après avoir conçu une invention en apprenant l'industrie chez son maître, après l'avoir réalisée à l'aide de ses matériaux, de ses machines et pendant le temps qu'il devait, aux termes de son contrat de louage, lui consacrer uniquement, le ruiner complètement, l'acculer peut-être à la faillite, par ce procédé ou cette machine brevetée que désormais il pourrait seul exploiter ?

En droit strict, en conséquence, l'invention devrait peut-être appartenir exclusivement au chef d'industrie, en tout cas, jamais exclusivement à l'employé.

Mais l'équité commande une autre solution. Elle nous est offerte, d'ailleurs, par les principes mêmes du droit.

Pour y arriver, il faut envisager l'inventeur, abstraction faite du contrat de louage qui est intervenu entre lui et son patron, et considérer dans quelles circonstances et par quels moyens il est parvenu à son invention.

Pour arriver à la conception de sa découverte, l'employé a eu à étudier à fond la machine dont elle constitue un perfectionnement, l'industrie où on doit l'appliquer. — Où l'a-t-il fait ? — à l'usine du chef d'industrie. — C'est à ce dernier encore qu'il doit les matériaux et l'outillage qui

lui ont servi, le salaire qu'il touchait à l'usine qui l'a fait vivre pendant qu'il travaillait à son invention.

Si le patron n'a pas personnellement coopéré avec l'ouvrier pour l'invention, le capital patronal a collaboré puissamment à la découverte.

Il y a donc eu association entre l'inventeur et le patron ; l'un a apporté son intelligence, l'autre, ses capitaux. Le résultat doit être commun.

En devenant copropriétaire du brevet, l'ouvrier recevra la récompense qui lui était due, le patron ne sera plus lésé et n'aura pas à recourir à l'action en dommages-intérêts peu pratique en ce cas.

En ce sens, il a été jugé que : « lorsque la réalisation
« de la découverte a été le résultat des efforts et des
« moyens réunis de l'ouvrier et du patron pour arriver à un
« but commun, l'invention devient pour eux une propriété
« commune ; et le fait que le patron, obligé, pour l'ex-
« ploitation de cette invention, d'engager des capitaux
« considérables, ait exigé, comme indispensable garantie,
« la mise du brevet en son nom, n'entraîne pas, de la
« part de l'ouvrier, qui ne s'est pas opposé à cette précau-
« tion, une renonciation à son titre d'inventeur, non plus
« qu'à ses droits sur la chose cédée » (Lyon, 26 déc. 1857.
— Sir. 59. 1. 763).

On voit par ce qui précède qu'il ne faut pas croire que l'invention appartient exclusivement à celui qui l'a conçue

Tous ceux qui, à un titre quelconque, y ont collaboré utilement, ont des droits sur elle.

Ainsi qu'on le sait, pour obtenir un brevet, il faut une application industrielle. En conséquence, celui qui a facilité la réalisation industrielle de l'invention a les mêmes droits que l'inventeur du principe théorique.

SECTION II

Effets de la possession secrète de l'invention par des tiers, antérieurement à la prise du brevet.

On sait que les découvertes et inventions industrielles ne sont brevetables que lorsqu'elles sont nouvelles.

Cependant, il se peut qu'un ou plusieurs individus aient été, antérieurement à la prise du brevet, en possession de l'invention et l'exploitaient en secret.

Quelles sont les conséquences de cette possession. L'invention n'est-elle plus nouvelle et, par conséquent plus brevetable. Ou bien la nouveauté subsiste-t-elle encore suffisamment pour permettre de prendre un brevet valable ? Dans cette dernière hypothèse, quelle est la situation de ceux qui justifient d'une possession personnelle antérieure à la demande de brevet ?

Sur le premier point, la doctrine est très partagée. — Certains prétendent que, même en l'absence de publicité,

la possession antérieure détruit la nouveauté (1). Les autres, se fondant sur l'art. 31, l. 1844, qui définit les découvertes, invention ou application qui ne sont pas réputées nouvelles, celles qui, antérieurement à la date du dépôt de la demande, auront reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutées, soutiennent qu'une invention est brevetable tant que le public, et non pas seulement quelques individus isolés, n'a pas à sa disposition les notions nécessaires pour l'exploiter (2).

C'est dans ce second sens que la jurisprudence s'est prononcée (3).

On peut donc admettre comme acquis que le fait qu'un tiers a, antérieurement à la prise du brevet, mais en secret, possédé l'invention, n'est pas destructif de la nouveauté nécessaire pour la validité du brevet.

Mais si les droits du breveté subsistent, restent-ils tout entiers ? Le breveté les partage-t-il avec celui qui possédait le secret de la découverte, ou peut-il, au contraire, les exercer même contre lui ?

Les auteurs sont divisés. — Les uns, armés du texte de la loi, font remarquer que l'art. 1^{er}, l. 1844 accorde au breveté un droit exclusif d'exploitation de l'invention, ce

(1) V. BLANC, p. 464 ; v. BEDARRIDE, n° 390.

(2) V. NOUGUIER, n° 506 ; v. RENDU et DELORME, n° 439 ; v. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 413, n° 426 ; v. TILLIÈRE, n° 114.

(3) Cass., 22 frim. an X ; BRIDET, *J. Pal.*, 2, 380 ; Cass. 29 mars an XI ; *J. Pal.*, 3, 367 ; Cass., 30 mars 1849, WITZ MEUNIER, *Sir.*, 50, 4, 70.

qui ne peut avoir lieu si on admet le partage du privilège avec les possesseurs antérieurs ; ils ajoutent que la Société ne peut récompenser que celui qui a été la plus diligent à lui révéler la découverte, que c'est tant pis pour l'inventeur s'il voulait garder pour lui seul le bénéfice de l'invention ou s'il s'est laissé prévenir par un plus prompt (1).

Mais, si on réfléchit, on voit que le législateur n'a voulu, pour récompenser l'inventeur du secret de l'invention qu'il révèle, que lui assurer pendant un certain laps de temps, la situation privilégiée dans laquelle il se trouvait au moment où il déposait sa demande de brevet.

Si, à l'époque de la demande de brevet, le demandeur est le seul à connaître et à pratiquer l'invention, seul il pourra désormais, pendant cinq, dix ou quinze années, l'exploiter.

Mais, si d'autres connaissent ce secret que l'État paie d'un brevet il ne peut pas, par cette révélation, rendre meilleure sa situation et se débarrasser de ses concurrents.

La possession antérieure est un droit acquis, auquel aucun fait postérieur ne peut préjudicier, un droit, d'ailleurs, sanctionné par la loi puisqu'elle protège les secrets de fabrique (2).

La Cour de cassation s'est prononcée dans ce sens (3).

(1) En ce sens : PICARD et OLIN, n° 532. T. 44, p. 618.

(2) POUILLET, p. 416, n° 428 ; RENOARD, n° 44.

(3) C. Cass., 30 mars 1849 ; WILZ MEUNIER, *Sir.*, 50, 70 ; *Rep.*,

Il est bien entendu que la jurisprudence ne reconnaît et n'attribue des droits à la possession personnelle que si elle est rigoureusement établie comme portant sur l'objet même qui a été breveté et nullement frauduleuse.

Quels effets ces droits reconnus aux possesseurs antérieurs produisent-ils ?

Nous savons que le possesseur peut continuer, malgré le brevet, à utiliser la découverte ; que s'il est poursuivi en contrefaçon par le breveté il doit être admis à prouver cette possession qui constitue une réponse péremptoire à la poursuite en contrefaçon.

Mais a-t-il lui-même le droit de poursuivre des tiers en contrefaçon ? Peut-il se dire breveté, céder son exploitation ou même concéder des licences ? En un mot, jouit-il des droits d'un copropriétaire du brevet ?

Non, le possesseur antérieur n'a aucun droit de propriété sur le brevet que l'État délivre seulement à celui qui, le premier, révèle au public la découverte. Il ne possède que l'invention elle-même et ne peut donc réclamer les avantages attachés à la copropriété du brevet ni se dire breveté.

Cependant, du moment que le législateur reconnaît à ceux qui détenaient l'invention antérieurement à la demande de brevet, le droit de continuer à l'exploiter, on

23 février 1856 ; PATAILLE, 57, 271 ; Nancy, 16 décembre 1856 ; PATAILLE, 57, 272 ; Paris, 17 février 1888 ; PATAILLE, 90, 268 ; Paris, 15 mars 1896 ; PATAILLE, 96, 73.

ne peut concevoir que ce droit soit restreint à leur personne même et que le breveté puisse interdire à leurs successeurs, au cas de cession de fonds de commerce, de continuer à utiliser la machine ou le procédé.

Mais de là à permettre à ces possesseurs de colporter partout le procédé et de tenir ainsi en échec le breveté, il y a un abîme que la justice ne peut franchir.

Pourtant, il est délicat d'assigner des limites rigoureuses à la jouissance des possesseurs antérieurs. Le développement de leurs affaires peut les conduire à une exploitation du procédé breveté telle qu'il est difficile de déterminer s'il y a ou non cession.

Ce que le législateur a voulu maintenir, c'est l'état de fait qui existait au moment de la prise du brevet et, pour assurer sa continuation, les tribunaux devront rechercher si les tiers qui utilisent le procédé sans l'autorisation du breveté sont les ayants droit de celui qui jouissait antérieurement du procédé et s'ils sont bien à ses lieu et place, conditions sans lesquelles, à notre avis, il y a contrefaçon.

Il a été jugé en ce sens : « que l'exception de priorité « de possession du procédé breveté est particulière à « celui qui, antérieurement au brevet, usait de ce procédé ; elle ne lui confère qu'un droit personnel et ne « l'autorise pas à concéder à des tiers, postérieurement « au brevet, le droit dont lui-même ne jouit qu'à titre « d'exception (1) ».

(1) Douai, 19 juillet 1859 ; Brunfant, PATAILLE, 60, 215.

SECTION III

Formalités pour la prise en commun d'un brevet.

Lorsque la découverte est commune à plusieurs personnes, elles doivent se réunir et ne faire qu'une seule demande de brevet.

L'article 5 de la loi du 5 juillet 1844, énumère les formalités à remplir : « Quiconque voudra prendre un
« brevet d'invention devra déposer, sous cachet, au secré-
« tariat de la Préfecture dans le département où il est
« domicilié ou dans tout autre département en y élisant
« domicile :

« 1° Sa demande au Ministre de l'Agriculture et du
« commerce ;

« 2° Une description de la découverte, invention ou
« application faisant l'objet du brevet demandé ;

« 3° Les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires
« pour l'intelligence de la description ;

« 4° Un bordereau des pièces déposées ».

L'article 6 *in fine*, ajoute : « toutes les pièces seront
« signées par le demandeur ou par un mandataire dont
« le pouvoir restera annexé à la demande ».

Au Secrétariat de quelle Préfecture les co-sollicitants doivent-ils se présenter ? Il ne peut y avoir de difficultés. S'ils sont tous domiciliés dans le même département, c'est

à la Préfecture de ce département qu'ils déposeront leur demande. Sinon, ils éliront domicile dans un département à leur choix pour y faire la demande de brevet.

Les pièces doivent être signées de tous les demandeurs qui doivent également approuver, par leur paraphe, les renvois et les mots nuls.

Si les demandeurs ne peuvent eux-mêmes remplir ces formalités, ils ont la faculté de constituer un ou plusieurs mandataires dont les pouvoirs peuvent être rédigés par acte sous seings privés.

Le dépôt des pièces, après production d'un récépissé constatant le versement de la première annuité de 100 francs, est constaté par un seul procès-verbal dressé sans frais sur un registre spécial par le Secrétaire général de la Préfecture qui en délivre une expédition moyennant le remboursement des frais de timbre.

CHAPITRE III

Transfert de la propriété du brevet à plusieurs personnes.

SECTION I

Cession proprement dite.

L'inventeur n'exploite pas toujours le brevet. Il peut le céder en totalité ou en partie, à titre onéreux ou gratuit.

L'inventeur peut même ne pas prendre lui-même le brevet et céder ses droits sur l'invention avant la prise du brevet. Mais alors, l'inventeur sera, aux yeux du public, non pas l'auteur de la découverte que rien ne révélera, mais le titulaire du brevet.

Lorsque l'inventeur breveté ne garde plus aucun droit sur le brevet, la cession est totale ; mais, même dans ce cas, il ne cesse pas d'être l'inventeur, et, en cette qualité, à moins de clause spéciale, il a le droit de se faire attribuer les récompenses honorifiques décernées pour l'invention.

Il ne faut pas voir là un droit de copropriété demeurant

à l'inventeur sur le brevet, mais le droit pour lui de conserver le mérite de l'invention (1).

Pour la cession des brevets, la loi permet aux parties de faire toutes les conventions qui peuvent leur convenir. Elles jouissent, à cet égard, de la plus grande liberté.

Le brevet, qui n'avait originairement qu'un seul titulaire peut se trouver soumis à des droits de copropriété à la suite d'une cession.

Il en est ainsi notamment :

1° En cas de cession par le titulaire d'une partie seulement de la propriété du brevet dont il conserve l'autre partie ;

2° En cas de cession totale du brevet mais à plusieurs personnes.

Il est évident que dans ces deux hypothèses, le brevet est soumis à des droits de copropriété.

Mais souvent le breveté cède le brevet moyennant une part dans les bénéfices à provenir de l'exploitation. Quels sont les droits qui résultent de cette cession pour l'inventeur ? Reste-t-il copropriétaire du brevet ?

Lorsque le partage des bénéfices n'est pour le titulaire primitif que le prix du brevet, peut-on considérer que le cédant ait conservé un droit de propriété sur le brevet ? Non, car le montant des bénéfices touchés par le cédant ne représente pas une part de la propriété du brevet, mais le

(1) POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 244, n° 240 ; Trib. Civ. de la Seine, 3 juillet 1858, *Propriété ind.*, n° 29.

prix du brevet lui-même. Le brevet est définitivement sorti de son patrimoine et il ne peut y rentrer que par l'effet d'une nouvelle cession et non d'un partage.

SECTION II

De la cession. — Comment elle s'opère.

Si la cession est antérieure à la prise du brevet, c'est-à-dire si l'invention est cédée et non pas seulement le brevet, ce dernier est pris par l'acquéreur ou par tous les acquéreurs, s'ils sont plusieurs, et les noms de tous les copropriétaires sont inscrits sur le titre officiel ainsi que nous l'avons exposé dans le chapitre précédent.

Mais si l'inventeur cède le brevet qu'il a pris pour l'invention, il est indispensable que les noms des nouveaux titulaires soient connus du public qui est intéressé à savoir quels sont les propriétaires du brevet.

Le législateur a subordonné, en conséquence, la cession des brevets à l'exécution de diverses conditions qui sont énumérées dans l'article 20 de la loi du 3 juillet 1844, ainsi conçu : « Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

« La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par

« acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe
« déterminée par l'article 4.

« Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers,
« qu'après avoir été enregistrée au Secrétariat de la
« Préfecture du Département dans lequel l'acte aura été
« passé.

« L'enregistrement des cessions et de tous autres actes
« emportant mutation sera fait sur la production et le
« dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de
« mutation.

« Une expédition de chaque procès-verbal d'enregistre-
« ment accompagnée de l'extrait de l'acte ci-dessus men-
« tionné sera transmise, par les préfets, au Ministre
« de l'Agriculture et du Commerce, dans les cinq jours de
« la date du procès-verbal. »

En résumé, que la cession soit totale ou partielle,
trois formalités sont nécessaires :

1° Rédaction d'un acte notarié ;

2° Paiement intégral des annuités restant à courir ;

3° Enregistrement de la cession au secrétariat de la
Préfecture du Département dans lequel l'acte a été passé.

De ces trois formalités, il en est une dont l'omission
entraîne certainement la nullité de la cession à l'égard des
tiers, c'est l'enregistrement à la Préfecture.

Vis-à-vis des tiers, c'est-à-dire « de toute personne qui
« est intéressée, pour quelque cause que ce soit, à criti-
« quer la cession, n'est pas l'une des parties contrac-

« tantes (1). » Les cessionnaires dont les titres ne sont pas enregistrés à la Préfecture, sont réputés n'avoir aucun droit sur le brevet qui est maintenu dans le patrimoine du breveté. Mais la nullité n'est pas d'ordre public.

En conséquence, il n'appartient pas aux Tribunaux de la prononcer d'office, et le moyen tiré de cette nullité doit être opposé *in limine litis*.

Enfin, les tiers seuls ont la faculté de se prévaloir de la nullité tirée de l'irrégularité de la cession. Ni le cédant, ni le cessionnaire, ne peuvent l'opposer aux tiers, ni, à plus forte raison, se l'opposer entre eux. Il y a faute personnelle et selon l'adage connu : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*; on ne peut se prévaloir de sa propre faute.

Il importe peu qu'aucune des formalités prescrites n'ait été remplie pour que la cession soit valable à l'égard des contractants. Il suffit du simple accord des parties, qu'un acte sous seings privés peut constater, pour les lier irrévocablement (2).

Quant aux deux autres formalités : le paiement des annuités et la rédaction d'un acte notarié, comme leur

(1) POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 226, n° 213 ;

(2) V. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 230, n° 217 ; RENOUARD, n° 172 ; BLANC, p. 511 ; RENDU et DELORME, n° 417 ; DALLOZ, v. *Brevets d'invention*, n° 212 ; Jurisprudence : Trib. Com. Seine, 14 décembre 1854 ; Rep., 1^{er} septembre 1855 ; PATAILLE, 55. 193 ; Trib. Civ. Seine 19 mars 1861. *Prop. ind.*, n° 192.

CONTRA, V. Nouguiér, n° 289. ALLART, p. 99, n° 175.

accomplissement est exigé par l'administration avant de procéder à l'enregistrement, la question de savoir si leur omission entraîne ou non la nullité à l'égard des tiers n'a qu'un intérêt doctrinal.

MM. Allart et Nouguié penchent pour l'affirmative ; au contraire, M. Pouillet, s'appuyant sur le principe que les nullités sont de droit strict et ne peuvent se suppléer, se range du côté de la négative (1).

La cession d'un brevet peut être une vente, un échange ou même avoir lieu à titre gratuit.

Dans ce dernier cas, elle constitue une donation soumise comme telle, en plus des prescriptions spéciales à la cession des brevets, aux règles générales du droit. Ainsi l'acte notarié est exigé à peine de nullité et doit être reçu en présence réellement du second notaire ou des deux témoins instrumentaires.

A qui incombe le soin d'acquitter la totalité de la taxe ?

Le paiement anticipé est une disposition toute fiscale, qui enlève au cessionnaire le droit de laisser tomber le brevet dans le domaine public en cessant de payer les annuités. C'est donc une sorte d'impôt, qui, aux termes des principes généraux de la vente, doit être mis, sauf convention contraire, avec les autres frais du contrat, à la charge de l'acheteur.

(1) V. POUILLET, n° 232 et 233, p. 239 et suiv. ; v. ALLART, n° 174, 175 et suiv., p. 98.

Cependant, lorsque la cession n'est que partielle, la charge du versement anticipé doit incomber à chacun des copropriétaires, proportionnellement à leurs droits respectifs.

SECTION III

Mutations autres que la cession.

Indépendamment de la cession proprement dite, la mutation de la propriété du brevet d'invention peut s'opérer par tous les moyens de droit commun. La jurisprudence, constante sur ce point, décide que les formalités édictées par l'article 20 ne sont applicables, à peine de nullité, que dans le cas de cession proprement dite, et non dans les autres modes de transmission du brevet.

En conséquence, il faut rechercher dans chaque cas la nature de la mutation pour savoir si les formalités sont ou non indispensables.

On s'est demandé s'il y a partage ou cession quand l'un des copropriétaires indivis cède sa part à ses cointéressés. En effet, si c'est un partage, il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions de l'article 20, puisque dans notre législation le partage est déclaratif et non translatif de propriété. (Art. 883 du C. Civ.) Il semble que l'on doive reconnaître à cet acte le caractère du partage, car il a pour résultat

de faire cesser complètement l'indivision entre le cédant et ses cointéressés, condition qui est seule exigée par la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation (Cass., 9 décembre 1878. D. 79. 1. 299. — Cass., 21 mai 1895, D. 96. 1. 9) contrairement à la jurisprudence antérieure qui exigeait que l'indivision cesse entre tous les ayants droit pour reconnaître le caractère attributif à la cession, vente ou licitation (1).

Mais il faut que les droits des copropriétaires sur le brevet soient indivis. S'ils étaient limités par exemple à un certain temps, dans un certain espace ou à un mode d'exploitation déterminé, on pourrait considérer que chacun d'eux est seul propriétaire dans les limites qui lui sont assignées et la cession faite par l'un d'eux de son monopole à ses cointéressés aurait les caractères de la cession proprement dite et non du partage et serait, en conséquence, soumise aux prescriptions de l'article 20.

Certains auteurs veulent voir dans le mot « cession » employé par l'article 20 de la loi de 1844, la désignation d'une transmission volontaire et non d'une transmission forcée. Ils en concluent que les formalités de l'article 20 ne doivent être observées à peine de nullité que pour les cessions volontaires et jamais pour les autres modes de transmission.

(1) V. POUILLET, n° 287, p. 281 ; v. ALLART, n° 195, p. 115. V. PLANIOL, *Traité de Droit civil*, t. III, n° 2391 et s.

Ainsi serait dispensée de ces formalités, la vente sur licitation.

Mais on ne peut découvrir dans le mot « cession » le sens restrictif qu'ils veulent y voir et nous sommes forcés de croire que quel que soit le genre de la cession elle est toujours astreinte aux mêmes formalités.

CHAPITRE IV

Droits des époux sur le brevet.

Un brevet peut appartenir à des époux soit que l'un ou l'autre l'ait apporté en mariage, soit qu'il ait été pris par l'un d'eux au cours du mariage.

I. — L'Administration délivre des brevets à quiconque les demande sans aucun examen préalable.

Elle n'a donc pas à rechercher si les personnes qui se présentent pour obtenir un brevet, ont la capacité civile nécessaire pour faire un acte juridique. Une femme mariée peut donc prendre un brevet d'invention, sans l'autorisation de son mari ou de justice. Il n'en résulte, d'ailleurs, aucun inconvénient grave pour elle, puisqu'elle peut échapper aux diverses conséquences qu'entraîne la prise d'un brevet en en faisant l'abandon.

Le brevet, étant un objet mobilier, ainsi qu'il a été dit plus haut, il suit le sort du mobilier pendant le mariage et tombe dans la communauté sous le régime légal, qu'il ait été pris avant ou pendant le mariage (Art. 1401, C. Civ.)

Tant que dure la communauté, ce principe semble con-

forme à l'équité, mais en est-il de même quand la communauté est dissoute?

En effet, le brevet qui fait partie de l'actif commun ne peut être prélevé par l'inventeur ou ses héritiers, et l'auteur de l'invention, qui a travaillé afin d'obtenir le brevet se trouve ainsi privé du fruit de son labeur au profit de quelqu'un n'ayant aucun mérite. — Aussi, certains auteurs voudraient-ils que le brevet restât propre à l'inventeur. — M. Renouard s'exprime ainsi dans son *Traité des brevets d'invention* : « C'est à la personne qui lui
« a livré l'invention que la Société a entendu conférer un
« privilège. Effacer la moitié du privilège de l'inventeur
« par sa qualité d'époux, ouvrir, de son vivant, la succession d'une partie des droits acquis par son génie, le forcer à laisser exploiter par d'autres sa création qu'il peut
« vouloir exploiter seul et mener seul à perfection, ce
« n'est pas se montrer juste envers lui. Son droit n'est pas
« tellement personnel qu'il ne puisse le céder, le transmettre ou être exproprié par des créanciers; mais, dans
« ces divers cas, c'est par sa volonté, par son fait, par
« l'usage même de son droit qu'il s'en trouve dessaisi. Le
« dessaisir en vertu d'un droit provenant du chef d'autrui,
« ce serait infirmer le contrat que la Société n'a passé
« qu'avec lui seul... (1) »

D'après cette théorie, pour arriver à une solution équi-

(1) RENOUARD, *Traité des brevets d'invention*, n° 107 ; POUILLET, *Brevets d'invention*, n° 198, p. 217.

table, il faudrait distinguer dans la communauté, les brevets pris par l'un des époux pour l'une de ses inventions, des brevets acquis à titre onéreux ou gratuit.

Cette distinction serait bien difficile à faire en pratique. En effet, beaucoup d'inventions brevetées ne sont pas l'œuvre de leur titulaire. Et il est incontestable que les brevets acquis, qu'ils l'aient été avant ou après l'accomplissement des formalités, doivent faire partie de l'actif commun.

Aussi, la majorité des auteurs est-elle d'avis de comprendre tous les brevets sans aucune distinction dans l'actif commun. La loi, il est vrai, ne s'est pas expliquée sur ce point. Mais il n'était pas besoin d'un texte législatif pour appliquer le droit commun.

On peut, d'ailleurs, à l'appui de la théorie des auteurs, se servir, s'il en était besoin, d'un argument d'analogie tiré de la législation de la propriété littéraire plus riche que celle de la propriété industrielle, les auteurs ayant l'occasion et les moyens d'attirer sur leur sort l'attention du législateur.

Les inconvénients qui résultent de la mise en communauté des œuvres littéraires sont frappants. Le fait, notamment, de la privation de la moitié de ses droits pour l'auteur marié, dont la communauté était dissoute, était cause qu'avant 1866, on essayait de prétendre que la propriété des œuvres n'entrait en communauté que par une clause expresse du contrat de mariage. On se basait pour

soutenir cette théorie sur l'article 39 du décret du 5 février 1810, ainsi conçu : « Le droit de propriété est « garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, si les « conventions matrimoniales de celle-ci lui en donnent le « droit, et à leurs enfants pendant vingt ans ». Mais, depuis la loi du 14 juillet 1866 le doute n'est plus possible et il faut bien appliquer le droit commun à ce genre de propriété que l'article 1^{er} considère comme faisant de plein droit partie de la communauté (1).

Le brevet, pas plus que l'œuvre littéraire, ne peut échapper à la règle commune, il suit donc le sort du mobilier pendant le mariage.

II. — De ce que le brevet d'invention fait partie de la communauté entre époux, il en résulte que, si sa nature le permet, il doit être l'objet de l'usufruit légal du survivant des époux, après la dissolution de la communauté (art. 767, Code civ.).

A ce propos, il faut envisager, en général, l'exercice du droit d'usufruit d'un brevet. Le droit d'usufruit, que l'on peut définir : « un droit réel de jouissance sur une chose « appartenant à autrui et qui s'éteint nécessairement par « la mort de l'usufruitier (2) », étant un démembrement du droit de propriété en nue-propriété et en usufruit et non une copropriété existant entre les titulaires de ces

(1) PLANIOL, *Droit civil*, t. III, p. 289, n° 917.

(2) PLANIOL, *Droit civil*, t. I, p. 528, n° 1565.

deux droits, semble sortir du cadre de cet ouvrage. Il s'y rattache cependant par la solution que l'on est obligé de donner à la question de savoir comment ces droits peuvent s'exercer.

En effet, le brevet confère un droit qui, sans être consumptible par le premier usage, est très limité par le temps. Le titulaire de la nue-propriété risquerait donc, sans supposer une longévité anormale chez l'usufruitier, de n'avoir qu'un droit illusoire si ce dernier possédait le droit exclusif de se servir du brevet et d'en percevoir les fruits sa vie durant.

Les auteurs ont trouvé une solution appuyée du reste, par la jurisprudence. Pouillet l'expose ainsi :

« Deux cas peuvent se présenter : ou bien l'usufruitier
« exploite lui-même le brevet, ou bien l'usufruitier ne
« pouvant ou ne voulant pas exploiter par lui-même, le
« brevet sera aliéné par voix de cession ou de licence.
« Dans le second cas, la solution est facile ; le prix des
« cessions ou des licences constituera un capital dont
« l'usufruitier aura la jouissance, mais la jouissance seule
« ment. Le premier cas, au contraire, n'est pas sans diffi-
« culté, d'une part il ne serait pas juste que l'usufruitier
« tint compte aux nus-propriétaires de tous les bénéfices
« que lui procure l'exploitation du brevet ; car il engage
« lui-même dans cette exploitation, d'abord des capitaux
« qui lui sont personnels et de plus, son activité, son
« intelligence, son industrie. D'une autre part, il serait

« inique qu'il put jouir purement et simplement du brevet
« et garder pour lui tous les bénéfices de l'exploitation,
« car le brevet n'est pas un meuble ordinaire, dont la
« durée est en quelque sorte indéfinie et qui ne périt que
« par vétusté ; c'est un objet mobilier d'une nature spéciale
« dont l'existence est enfermée dans des limites restreintes :
« si l'usufruitier en pouvait jouir comme d'un meuble
« ordinaire, il arriverait que sa jouissance absorberait la
« propriété tout entière et que le brevet tomberait dans le
« domaine public avant l'extinction de l'usufruit. Ces
« raisons amènent les commentateurs à décider qu'il faut
« opérer une ventilation dans les bénéfices de l'exploita-
« tion, apprécier selon les circonstances et distinguer d'un
« côté ce qui, dans cette exploitation appartient au travail
« de l'usufruitier ou aux capitaux qu'il a engagés, et, de
« l'autre, ce qui revient à l'invention brevetée. La part
« attribuée à celle-ci dans les bénéfices sera celle du nu-
« propriétaire, et constituera à son profit un capital dont
« l'usufruitier lui devra compte. Dans une espèce sem-
« blable, le Tribunal de Grenoble a attribué les deux
« tiers des produits de l'exploitation aux mineurs et le
« surplus à leur mère usufruitière (1). »

Cette théorie semble considérer le nu-propriétaire comme un copropriétaire du brevet qui a droit aux

(1) Trib. civ. Grenoble, 29 janvier 1851, Jouvin, Blanc, p. 505, v.,
POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 218, n° 200 ; v. PICARD et OLIN,
n° 439.

revenus provenant directement du brevet, seulement, au lieu de toucher immédiatement ces revenus, ils sont seulement capitalisés en sa faveur pour lui être remis à la mort de l'usufruitier.

Nous sommes d'accord avec cette théorie pour donner aux nus-propriétaires un capital, mais nous croyons que le mode de calcul n'est pas équitable et ne répond à aucune des dispositions du Code.

Pour arriver à une solution meilleure, il faut se reporter à la solution donnée autrefois pour l'usufruit des rentes viagères avant que l'article 588, Code civ., n'eut tranché la question.

La rente viagère étant le droit pour quelqu'un de toucher sa vie durant et chaque année une certaine somme, si l'usufruitier avait le droit d'en percevoir les arrérages et de les consommer sans être tenu à aucune restitution, le nu-propriétaire pouvait ne recueillir aucun droit.

La doctrine et la jurisprudence donnaient à cette question la solution suivante : L'usufruitier devait faire expertiser la rente viagère au moment de son entrée en jouissance de l'usufruit et il fallait qu'il en restituât le montant à l'expiration de sa jouissance.

Pothier en donnait pour raison que percevoir les arrérages de la rente sans être tenu à aucune restitution « serait s'arroger, non pas un simple usufruit, mais le « fond entier de la rente, un propriétaire n'en pouvant « avoir davantage ».

Pourquoi, en cas d'usufruit d'un brevet ne pas recourir à une expertise du brevet, si on ne préfère le mettre en vente pour reporter le droit de l'usufruitier sur le prix. L'usufruitier, aux termes de l'article 500, Code civ., doit, avant d'entrer en jouissance faire dresser un inventaire contradictoirement avec le propriétaire. C'est par cet inventaire et à dire d'expert que sera fixée la valeur du brevet. L'usufruitier exploitera ensuite le brevet comme bon lui semblera, puisqu'à l'expiration de son droit il ne devra restituer que la valeur déterminée par l'inventaire.

Le brevet peut donc, après la dissolution du mariage, se trouver soumis comme le reste du patrimoine du défunt à l'usufruit légal du survivant.

CHAPITRE V

Brevet dépendant d'une succession.

§ 1^{er}. — *Origine du droit de copropriété.*

Lorsque l'inventeur vient à décéder, ses héritiers deviennent copropriétaires de l'invention et co-titulaires du brevet, s'il en a été pris un, comme ils le sont de tous les biens composant la succession.

Si l'inventeur décède avant d'avoir pu demander le brevet, les héritiers ont, incontestablement le droit de le prendre puisqu'il n'est pas nécessaire d'être l'inventeur pour avoir le droit de faire breveter une invention.

Le brevet peut être délivré au nom collectif de tous les héritiers s'ils sont d'accord.

Mais si quelques-uns d'entre eux ne peuvent ou ne veulent remplir les formalités, que faudra-t-il faire pour ne pas laisser tomber dans le domaine public une invention qu'il est urgent de revendiquer pour la succession ?

Les héritiers peuvent-ils prendre le brevet au nom du défunt ? Ils auraient un double intérêt à procéder de cette façon dans tous les cas, d'abord celui de présenter au

public une invention sous un nom parfois célèbre, qui peut attirer l'attention et le succès ; celui ensuite, de ne pas dépouiller le défunt du mérite de son invention.

Mais les auteurs sont partagés sur ce sujet. Les uns ne voient aucune impossibilité à agir de cette façon puisque les héritiers sont les continuateurs de la personne « de l'inventeur. « Dans ce cas, dit M. Allart, les pièces « seront naturellement signées par les héritiers qui indiqueront l'auteur de l'invention ».

Pouillet, après avoir été de cet avis, dans les premières éditions de son ouvrage, s'est rétracté dans la quatrième. Non pas qu'il ne trouve équitable la demande du brevet faite au nom de l'inventeur défunt, mais parce qu'il croit que l'article 6 de la loi qui règle les formalités de la demande s'y oppose en décidant que : « Toutes les pièces « seront signées par le demandeur ou par un mandataire, « dont le pouvoir restera annexé à la demande », parce que, d'une part, l'inventeur défunt ne peut signer les pièces et, d'autre part, les héritiers ne peuvent, ni être considérés comme mandataires de leur auteur, ni justifier d'un pouvoir qui leur ait été régulièrement donné.

Pour nous, la solution donnée par M. Allart et que proposait également M. Pouillet, dans ses premières éditions est la meilleure. Évidemment, la loi, et après elle l'arrêté du 11 août 1903 exigent que la demande du brevet soit signée par le demandeur ou son mandataire mais cela n'exclut pas la possibilité de demander le brevet, non pas

peut-être au nom du défunt lui-même, mais au nom de sa succession, ce qui revient au même.

La formule de demande sera faite au nom des demandeurs mais « agissant en qualité d'héritiers de la succession de M. X », comme un administrateur au bénéfice d'inventaire ou un curateur à succession vacante prendrait un brevet pour le compte de la succession dont il aurait l'administration, mais en spécifiant toujours en quelle qualité il agit, ce qui sauvegarde non seulement tous les droits de la succession, mais satisfait encore le mérite de l'inventeur dont le nom figure de cette façon sur le brevet.

Qu'il ait été pris au nom de l'inventeur défunt, de l'un des héritiers seulement ou de tous les héritiers, le brevet n'en dépend pas moins de la succession. Il doit, en conséquence, être compris dans l'actif à partager et, avant le partage, appartient indivisément à tous les co-héritiers.

§ 2. — *Formalités à remplir après le décès.*

Quelles sont les formalités qu'il faut remplir après le décès de l'inventeur?

Si le *de cujus* n'avait pas encore pris le brevet, les héritiers n'auront qu'à faire breveter l'invention ainsi qu'il vient d'être dit.

Dans le cas où le brevet lui-même est trouvé dans la succession, y a-t-il des formalités à remplir comme dans le cas de cession?

On a vu que les formalités prescrites par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 n'étaient applicables à peine de nullité que dans le cas de cession proprement dite. La transmission du brevet par décès n'a pas dans notre législation les caractères de la cession, et les héritiers, en conséquence, ne sont pas tenus à l'enregistrement de la mutation à la préfecture ni du paiement anticipé des annuités restant à courir. Il en est ainsi, que les successeurs aient été appelés en qualité d'héritiers ou en vertu d'un testament. Le testament peut donc être olographe et n'a pas besoin d'être enregistré (1).

Mais, si la loi n'entache pas de nullité vis à-vis des tiers la mutation non enregistrée; elle ne défend pas que cette mutation soit enregistrée, bien au contraire, elle prévoit son enregistrement et elle indique les formalités à remplir, qui sont les mêmes que pour la cession : « l'enregistrement des cessions ou de tous autres actes emportant mutation sera fait sur la production et le dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation ». (Art. 20, parag. 3, l. 5 juillet 1844).

L'enregistrement est, en effet, tout aussi utile dans ce cas que dans toute cession. De nombreux malentendus peuvent se créer que l'observation scrupuleuse de cette formalité pourrait facilement éviter.

Il ne faut pas oublier, de plus, que lorsque le Ministère

(1) V. ALLART, p. 116, n° 196.

public, soit comme partie principale, soit comme partie intervenante, demande la nullité *absolue* du brevet, il doit, aux termes de l'article 38 de la loi, mettre en cause « tous
« les ayants droit au brevet dont les titres auront été enre-
« gistrés au Ministère de l'Agriculture et du Commerce,
« conformément à l'article 21. »

En conséquence, les héritiers, dont le titre n'est pas enregistré, peuvent ne pas être appelés et se trouver dans l'impossibilité de défendre le brevet quand il est attaqué.

Le brevet trouvé dans une succession est, comme objet mobilier faisant partie de l'actif, soumis aux droits de mutation par décès. Il faut le déclarer et évaluer sa valeur dans la déclaration pour servir de base à la perception des droits.

CHAPITRE VI

Brevet appartenant à une société.

Une Société peut avoir sur un brevet d'invention les mêmes droits qu'un simple particulier.

Elle peut acquérir ses droits de trois manières : soit qu'elle ait obtenu elle-même le brevet d'invention, soit que le brevet lui ait été cédé, soit encore qu'il ait formé l'apport de l'un des associés.

Toutes les règles qui régissent les rapports des individus avec les brevets étant applicables aux Sociétés douées de la personnalité morale, nous n'avons rien à dire des deux premiers modes d'acquisition du brevet, c'est-à-dire de la prise du brevet directement par la Société et de la cession totale ou partielle du brevet.

Mais diverses questions se posent à propos du troisième mode d'acquisition : l'apport du brevet d'invention dans la Société qui, selon les solutions qu'on leur donne, peuvent faire croire que le brevet appartient non seulement à la Société mais encore, en même temps, à l'apporteur qui conserverait sur lui, en conséquence un certain droit de copropriété.

§ 1^{er}. — *L'apporteur d'un brevet demeure-t-il
copropriétaire du brevet ?*

Les Sociétés douées de la personnalité morale (1) sont réputées titulaires de tous les droits et de toutes les charges ayant un caractère commun au groupe social entier. Par là même, les membres du groupe sont réputés, personnellement étrangers à tous ces droits et à toutes ces charges, il ne peut y avoir aucune confusion entre ce qui est commun et ce qui est propre à chacun.

« Tout marche alors de la façon la plus simple, les
« actes juridiques de toute nature, ventes, achats, em-
« prunts, paiements, constitutions d'hypothèque, pla-
« cement de fonds, etc., se font au profit des collectivités,
« sous la même forme que pour les individus, et ils pro-
« duisent les mêmes effets. Si bien qu'il n'y a rien de par-
« ticulier à en dire (2) ».

Telle est la théorie générale qui, donnant la personnalité fictive aux sociétés, les considère comme des individus ordinaires distincts de la personnalité des associés qui les composent.

Par conséquent, l'apport fait par un associé à une société, soit d'argent, soit d'objets mobiliers, soit d'im-

(1) Toutes les Sociétés commerciales, sauf la Société en participation, sont douées de la personnalité morale.

(2) PLANIOL, *Droit civil*, t. I, p. 659, n° 2014. LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de droit commercial*, n° 123.

meubles, est considéré comme une mutation de propriété ordinaire. L'associé ne garde plus sur le montant de son apport aucun droit, ce qui, pour les immeubles, est constaté vis-à-vis des tiers par la transcription.

Si on applique au brevet d'invention les règles communes, il semble bien que l'apport d'un brevet d'invention par un associé doit être considéré comme une cession du brevet par l'associé.

Le résultat de l'apport doit être qu'une fois effectué, l'associé ne garde plus sur le brevet de droit de propriété, et qu'il ne peut plus, lors de la dissolution de la société, reprendre son brevet de préférence aux autres associés, à moins de stipulations contraires.

Les auteurs et la jurisprudence consacrent unanimement ces principes, qui ne souffrent donc aucune difficulté.

Mais une conséquence naturelle de cette théorie serait que les formalités édictées par la loi pour les cessions de brevets (art. 20, loi du 5 juillet 1844) devraient être appliquées.

Or, la jurisprudence semble fixée définitivement dans le sens contraire. Elle déclare que l'apport d'un brevet dans une société ne peut être assimilé à une cession de brevet et qu'en conséquence, l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 n'est pas applicable (1).

(1) V. Cass., 7 mai 1857, *Annales*, 57, 135 ; *Rep.*, 24 mars 1864, *Annales*, 64, 176 ; Trib. Correct. Seine, 10 janvier 1878 ; PATAILLE, 78,

Pour rendre cette décision, les tribunaux s'appuient sur le motif que l'associé qui fait l'apport du brevet dans la Société ne se dessaisit pas de la propriété du brevet puisqu'il fait partie de la Société et qu'il demeure, en cette qualité, copropriétaire du brevet.

La majorité des auteurs ne se range pas à l'avis de la Cour de cassation.

M. Nouguiér, quoique ne donnant pas directement une solution à ce problème, admet que le breveté conserve des droits de copropriété sur le brevet qu'il apporte en Société, mais considère que cet apport est une « cession partielle » (1). Or, les cessions partielles sont soumises, elles aussi, aux formalités de l'article 20.

M. Allart réfute en ces termes la théorie de la jurisprudence. « Une pareille raison, dit-il, ne nous paraît pas « satisfaisante, si, en effet, le breveté reste copropriétaire « de son brevet, c'est donc qu'il a transmis à la Société « un droit de copropriété indivise d'une nature identique « à celle qu'il a conservée lui-même. Par conséquent, son « apport doit être considéré tout au moins comme une « cession partielle, soumise, nous le savons, aussi bien « que la cession totale, aux formalités de l'article 20. On « peut encore faire au système opposé une objection « sérieuse : supposons que le breveté, le lendemain de la

106. REP., 49 juin 1882 ; PATAILLE, 82, 245 ; Paris, 20 décembre 1882, PATAILLE, 83, 52 ; *Rep.* 22 mars 1898 ; *Droit*, 9 octobre 1898.

(1) NOUGUIER, n° 269.

« constitution de la Société, cède à un tiers sa part d'as-
« socié ou vende les actions qui lui ont été attribuées,
« cette cession ou cette vente sera-t-elle soumise aux for-
« malités de la loi de 1844 ? Assurément non ; mais à
« partir de ce moment, l'inventeur cessera d'être copro-
« priétaire de son brevet, et le dessaisissement absolu qui
« caractérise la cession, se sera produit sans que les pres-
« criptions de l'article 20 aient été observées. Une pareille
« conséquence suffit, il nous semble, pour condamner le
« système que nous combattons (1). »

MM. Pouillet et Bozerian sont d'accord pour conseiller de se défier d'un revirement et de se conformer dans tous les cas aux prescriptions de la loi (2).

La jurisprudence en effet, ne s'est pas fixée immédiatement dans le sens de la non application de l'article 20 et l'on trouve quelques arrêts dans le sens opposé (3).

Il est regrettable que la jurisprudence n'ait pas suivi ce mouvement et ait préféré consacrer la théorie dispensant l'apport en société d'un brevet des formalités de l'article 20.

Seule une erreur dans la notion de la personnalité juridique des Sociétés peut être cause de ces décisions.

(1) V. ALLART, n° 204, p. 120

(2) V. BOZERIAN, *Propriété industrielle*, n° 393 ; POUILLET, p. 294, n° 306.

(3) Cass., 7 mai 1857, PATAILLE, 57, 135 ; Trib. Civ. Seine, 21 août 1879 ; PATAILLE, 83, 5.

Il nous semble contraire à l'ensemble de notre droit de dire que l'objet apporté en société, que ce soit un objet mobilier quelconque ou un brevet, demeure toujours pour partie dans le patrimoine de l'apporteur et comme tel fasse l'objet d'un droit de copropriété.

§ 2. — *Sort du brevet après la dissolution de la Société.*

Quand la propriété d'un brevet a été mise en Société et que cette Société se trouve dissoute, soit par l'expiration du temps pour lequel elle avait été formée, soit par suite d'un événement anticipé autre, toutefois, que la nullité de la Société, le brevet fait partie de l'actif indivis entre tous les associés qui tous, avant la liquidation et le partage, ont sur lui des droits de copropriétaires.

L'apporteur, à moins de clause spéciale, ne bénéficie en aucune façon, d'un droit de préférence pour reprendre le brevet.

Par le partage, le brevet peut donc échoir, soit à l'apporteur, soit à un autre associé, mais il peut aussi n'être attribué spécialement à aucun des associés chacun continuant d'en jouir séparément et pour son propre compte.

Pour régulariser ces attributions de brevet, faut-il remplir les formalités de l'article 20 ?

Pour résoudre cette question, il faut rechercher quelle est la nature du partage dans les trois cas. Si elle cons-

titue une cession, les formalités de l'article 20 sont, on le sait, indispensables.

Mais il semble qu'il n'y ait, dans aucun des cas, cession du brevet, c'est-à-dire mutation proprement dite du droit de propriété du brevet.

En effet, l'article 1872 du Code civil qui, conformément à l'article 18 du Code de commerce, s'applique aux sociétés de commerce comme aux sociétés civiles, renvoie, pour le partage des sociétés, aux règles établies dans le Code civil à propos du partage des successions. Ce renvoi rend applicable au partage de l'actif social la règle de l'article 883 Code civil ainsi conçu : « Chaque cohéritier
« est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les
« effets compris dans son lot ou à lui échus par licitation,
« et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la
« succession. »

En suivant ce principe de l'effet déclaratif du partage, il ne peut y avoir aucun doute ; les formalités de l'article 20 de la loi de 1844 ne sont pas applicables puisque l'attributaire est réputé en avoir toujours été propriétaire.

La jurisprudence, après avoir été de cet avis s'est tout-à-coup rétractée et elle distingue maintenant, arbitrairement à notre avis, le cas où l'objet apporté est attribué à l'apporteur, et celui où il échoit à un autre associé.

Dans le premier cas, la jurisprudence, d'accord en cela avec le principe qui lui a fait décider, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que l'apport du brevet en société ne

dessaisit pas le breveté de sa propriété, admet l'effet déclaratif du partage. Elle ne pouvait prétendre, en effet, qu'il fallait remplir les formalités de l'article 20 pour la rétrocession alors qu'elles étaient inutiles pour l'apport.

Mais elle décide que, dans le second cas, il y a mutation de propriété. — Cette décision, qui peut se comprendre à la rigueur pour la perception des droits d'enregistrement dont elle fait la fortune en décidant qu'en analysant soigneusement l'acte de partage on y découvre une mutation de la propriété, est incompréhensible lorsqu'il s'agit uniquement de rechercher si le partage est une cession ou n'en est pas une et, en conséquence, échappe ou non aux formalités de l'article 20.

Selon nous, malgré la jurisprudence, les formalités de l'article 20 ne sont pas nécessaires à peine de nullité, quoique nous conseillions, pour les raisons déjà exposées, de les observer pour plus de sûreté.

Enfin, dans le cas où le brevet, sans être attribué spécialement à l'un des associés, continue à être exploité par tous, chacun pour son propre compte, les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider que la propriété du brevet restant commune, il n'y a aucune formalité à remplir. (1)

(1) V. Dijon, 4^{er} mars 1865 ; PATAILLE, 65, 411.

§ 3. — *Sort du brevet lorsque la Société est déclarée nulle.*

Que devient le brevet lorsque la Société est déclarée nulle ?

Si la Société est nulle, il ne s'est pas formé de personne morale en dehors de chaque associé. Chacun d'eux est, par conséquent, demeuré propriétaire de son apport qu'il peut reprendre en nature, si toutefois il le retrouve dans l'actif, au jour de la dissolution de la Société de fait qui a existé entre les divers associés jusqu'au jour de la prononciation de la nullité.

L'inventeur doit donc reprendre son brevet qui n'a cessé de lui appartenir.

Cependant, on discute sur ce point, et certains prétendent qu'en raison de la société de fait ayant existé entre les parties, le brevet doit être considéré comme propriété commune faisant partie de l'actif à liquider.

On cite notamment dans ce sens, un arrêt de la Cour de Paris du 5 décembre 1872 et un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 6 avril 1881 (1).

Évidemment, l'apporteur du brevet ne doit rentrer en sa possession qu'après avoir accompli les obligations créées par la société de fait à la charge de ce brevet et c'est avec raison que les Tribunaux déclarent qu'il doit y satisfaire ;

(1) V. PATAILLE 73, 420 ; LE HIR, 84, 397.

mais il est impossible juridiquement de reconnaître comme valable le transfert de la propriété d'un brevet effectué par un acte reconnu comme nul. Aussi la jurisprudence la plus nombreuse décide-t-elle que, dans le cas où la Société vient à être déclarée nulle, le brevet ne saurait être considéré comme valeur sociale (1). Il reste donc dans le patrimoine de l'apporteur et aucun droit de copropriété n'appartient aux associés.

En résumé, c'est seulement dans le cas de la dissolution d'une société que le droit de copropriété sur un brevet, tel que nous l'envisageons dans cet ouvrage, peut appartenir aux divers sociétaires.

Nous venons de terminer l'étude des diverses situations qui peuvent donner naissance à des droits de copropriété sur un brevet d'invention.

Nous allons maintenant étudier les rapports des copropriétaires entre eux et la gestion du brevet d'invention pendant la copropriété.

(1) Paris, 17 février 1837, DALLOZ, *Brevet d'inv.* n° 183 ; Paris, 29 janvier 1842, DALLOZ, *Brevet d'inv.*, n° 184 ; Lyon, 4 mars 1863, Cour Paris, 4 juillet 1866 ; PATAILLE, 1855-1856, p. 290 et 1122.

DEUXIÈME PARTIE

Exercice du droit de copropriété.

Règles de la copropriété en général.

Le droit de copropriété, lorsqu'il s'applique à des objets ordinaires, est gouverné par un certain nombre de règles générales.

Ces règles résultent du droit de propriété, dont la copropriété n'est qu'une forme.

Nous devons chercher si ces règles régissent également les brevets d'invention.

Disons, d'abord, que le droit de copropriété affecte, lorsqu'il s'agit des brevets comme en toute autre matière, deux formes différentes, divise ou indivise.

I. — Par conséquent, lorsqu'il y a copropriété indivise, chaque propriétaire jouit, en ce qui concerne sa quote-part, des droits inhérents à la propriété, pourvu que ses droits ne soient pas incompatibles avec la nature pure-

ment idéale de cette quote-part et à la condition que l'usage qui en est fait ne cause ni dommage ni trouble à la possession d'aucun des autres cointéressés. Le copropriétaire peut exercer ses droits sans avoir besoin du concours ni du consentement des autres propriétaires, c'est-à-dire, non seulement en user et en jouir, mais encore en disposer.

Mais la part du copropriétaire étant seulement intellectuelle et ne constituant pas un corps certain, il faut au copropriétaire le consentement de ses consorts pour faire des actes impliquant l'exercice du droit de propriété privée sur la totalité ou même sur la moindre partie déterminée de la chose commune (1). Il peut seulement jouir de la chose conformément à sa destination et ce, à charge de ne point empêcher ses copropriétaires d'en user selon leur droit.

Ces droits entraînent l'obligation pour le communiste

(1) DALLOZ, *Rec. périod.*, neuvième cahier 1.235. — C. Cass., arr. 28 février 1894 (Aff. Peltrézot d'Adelsward et société des Aciéries de Longwy).

Décidé que la vente des biens indivis faite sans le concours d'un communiste est nulle à son égard comme constituant la vente de la chose d'autrui. Que, de plus, si on a apporté un changement dans l'état du bien commun tel que sa destination en soit dénaturée, chacun des co-propriétaires peut, en vertu de son droit propre, demander la suppression totale des nouveaux ouvrages, sans être lié par la volonté des autres communistes, et sans avoir besoin d'attendre l'issue de la liquidation et du partage de la masse dont dépend le bien indivis,

de contribuer proportionnellement à son intérêt aux frais d'entretien et de conservation de la chose commune, avec faculté, s'il ne peut ou ne veut les supporter, de s'affranchir de cette obligation par l'abandon de son droit de copropriété.

Enfin, l'indivision étant à un état temporaire sans durée obligatoire, chaque copropriétaire peut en tout temps demander le partage de la chose, à moins qu'elle ne se trouve forcément soumise à l'indivision, par suite de sa nature ou de sa destination, comme le sont les ruelles, passages, cours communes ou les murs mitoyens.

II. — Lorsqu'il y a copropriété sans indivision, chacun des propriétaires se trouvant posséder exclusivement une part de la chose commune a, sur la part déterminée qui lui appartient, les mêmes droits que s'il était seul propriétaire de la totalité. Il peut donc en disposer à son gré, à condition néanmoins, de ne pas porter atteinte aux droits de ses cointéressés (1). Car, à côté des parts divisées, il y a des parties de la chose, des droits et obligations qui s'y rattachent, que l'on est forcé de laisser dans l'indivision parce qu'elles servent à la fois à tous (2).

(1) Req. 31 mars 1851, D. 1851, 1, 256; C. Cass., 7 avril 1875, D. 1875, 1, 382; Req. 14 février 1876, D. 1877, 1, 327; Req. 28 oct. 1891, D. 1894, 1, 243; C. Cass., 28 février 1894, 1, 235.

(2) V. AUBRY et RAU, *Cours de Droit Civil français*, t. II, p. 403, n° 221.

Telles sont, brièvement énumérées, les règles générales de la copropriété envisagée naturellement en dehors de tout contrat de société. En effet, dans ce dernier cas, le contrat étant la loi des parties, l'exercice du droit de propriété est susceptible de toutes les modifications que les contractants veulent y apporter.

Les brevets d'invention, lorsqu'ils appartiennent à la fois à plusieurs titulaires, sont-ils soumis à ces règles générales ? C'est ce que nous allons examiner.

De prime abord, rien ne peut faire supposer que les brevets échappent à ces règles générales que la jurisprudence et la doctrine ont déterminées pour les autres biens.

La nature mobilière des brevets qui peut, ainsi que nous le savons, fort bien s'accommoder à une appropriation composée, n'oblige en aucune façon, semble-t-il, à les soumettre à un régime spécial au moins pour les grandes lignes.

CHAPITRE PREMIER

Règles de la copropriété avec indivision.

Lorsque le brevet se trouve dans l'indivision et qu'il fait l'objet d'une seule exploitation ou de plusieurs exploitations dirigées dans l'intérêt commun, chaque copropriétaire a sur lui les droits du titulaire. Il agit donc au regard des tiers, mais seulement pour la quote-part qui lui appartient, aussi valablement que s'il était unique propriétaire du brevet. Il a le *jus utendi* et *fruendi*. Quant au *jus abutendi* il est naturellement limité par les droits des autres titulaires.

Pour la gestion du brevet, différentes questions se posent, nous les examinerons ultérieurement.

Disons seulement pour l'instant qu'en principe, chaque copropriétaire, s'il peut user de la chose commune, ne peut rien faire qui soit un acte de disposition ou de transformation, sans le concours des autres titulaires.

De même que le copropriétaire d'un immeuble indivis ne peut le louer ni l'aliéner sans le consentement des autres propriétaires, de même, le cotitulaire d'un brevet

ne peut disposer du brevet sans le concours des autres titulaires.

Cependant, l'un des copropriétaires peut les représenter tous, et agir pour leur compte en vertu d'un mandat, ou comme gérant d'affaires.

Mais, en principe, on peut dire que tous les copropriétaires forment une sorte d'association en participation, au point de vue de la gestion, en ce sens que, chaque copropriétaire agit pour son propre compte, et que, s'il contracte, il est seul obligé vis-à-vis des tiers, même si l'acte n'a été fait que dans l'intérêt commun. Dans ce cas, les tiers ont pour seul débiteur le contractant et ne peuvent agir directement que contre lui. Ils ont seulement la faculté dans certains cas, d'exercer l'action oblique de l'article 1166 du code civil, contre les copropriétaires de leur débiteur.

Signalons que le contrat dont un brevet fait l'objet, peut être commercial ou civil selon l'intention ou la qualité des parties. En conséquence, si le contrat est civil, les copropriétaires ne seront tenus solidairement à l'égard des tiers que si la convention expresse en a été faite (Art. 1202, C. civ.) Tout au contraire, si le contrat est commercial, la règle opposée est applicable en vertu d'une tradition à laquelle on admet que le code de commerce n'a pas dérogé et qui veut que la solidarité se présume à moins de convention contraire.

I

PARTAGE DES BÉNÉFICES RÉSULTANT DU BREVET

Tous les copropriétaires jouissent, durant l'indivision, de la protection légale attachée au brevet d'invention et si l'exploitation est commune, ils en profitent en proportion de la quote-part qui leur appartient.

Il y a divers moyens de tirer parti d'un brevet d'invention : l'exploiter directement, l'exploiter et concéder des licences, le céder.

Lorsque l'exploitation a lieu en commun, les bénéfices réalisés et découlant uniquement du brevet doivent être partagés entre les divers propriétaires, proportionnellement à leurs droits.

Il en est de même du prix de la cession du brevet ou de licences concédées à la fois par tous les titulaires. Peu importe la nature du prix qui, on le sait, est très variable, mais qui consiste le plus souvent, soit en une somme d'argent déterminée, soit en actions de la Société concessionnaire, soit encore en redevances annuelles ou dans une part dans les bénéfices ; de toute façon, ce prix doit toujours être partagé au prorata des parts appartenant à chaque copropriétaire.

II

PARTAGE DES CHARGES DU BREVET

Comme corollaire de ces avantages, les copropriétaires doivent contribuer dans la même proportion aux charges afférentes au brevet. Ces charges sont nombreuses. Pour en donner une idée, en voici une liste qui n'est pas limitative.

Elles comprennent :

I. — En premier lieu les frais de prise du brevet qui sont :

1° Frais d'établissement de la demande du brevet, description et bordereau ;

2° Frais de dessins ou modèles déposés ;

3° Montant de la taxe ;

4° Honoraires des Conseils ou intermédiaires employés pour la prise du brevet ;

5° Coût des expéditions officielles ou non qui peuvent être utiles dans l'intérêt commun.

II. — En second lieu les frais de conservation du brevet.

1° Montant de la taxe annuelle ;

2° Coût de l'amende prévue par l'article 32, paragraphe 1^{er} de la loi du 7 avril 1902 en cas de retard dans le paiement de l'annuité ;

3° Les frais de procédure, rendus nécessaires non seulement pour défendre le brevet attaqué, mais encore pour le faire respecter, au moins quand l'action a été intentée au nom de tous et dans l'intérêt commun, ainsi que nous le verrons ultérieurement.

III. — Enfin les frais de mise en œuvre du brevet qui sont :

1° Frais d'exploitation proprement dits. Parmi eux ne doivent figurer que les droits afférents au brevet faisant l'objet de la copropriété. Il arrive souvent, en effet, que le brevet est exploité par un industriel concurremment avec d'autres procédés ou machines. Il faut, ce qui est bien difficile s'il n'y a pas de convention, déterminer dans les frais généraux comme dans les bénéfices, la part concernant le brevet. Il faut, de plus, faire figurer au passif, si tous les copropriétaires ne prennent pas part à cette mise en œuvre ou ne le font qu'inégalement, une certaine somme représentant la rémunération de celui des copropriétaires chargé de l'exploitation.

2° Frais de prise de certificats d'addition, de brevets de perfectionnement demandés au nom de tous ou de brevets d'importation.

III

FACULTÉ D'ABANDON

Le droit de copropriété entraîne, ainsi qu'on vient

de le voir, de nombreuses charges que le rendement actuel d'un brevet ne compense pas toujours et dont le titulaire peut avoir par conséquent intérêt à se débarrasser.

Lorsque le brevet n'a qu'un titulaire, il lui est facile de s'affranchir des obligations qui découlent pour lui du brevet en cessant d'en acquitter la taxe annuelle, ce qui le fait déchoir de son privilège.

Mais un copropriétaire peut-il s'exempter de ses obligations envers les autres propriétaires et comment ?

Le Code civil ne contient pas de règle spécialement écrite pour la copropriété en général, mais l'article 656 réserve au copropriétaire d'un mur mitoyen « la faculté
« de se dispenser de contribuer aux réparations et reconstitutions en abandonnant le droit de mitoyenneté,
« pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne ».

Cette faculté d'abandon de la chose commune est-elle spéciale au copropriétaire d'un mur ? Non, il faut considérer comme maintenue dans notre législation la faculté de « délaisser » comme disaient les anciens auteurs, pour toutes les obligations qui n'existent qu'en raison de la détention de la chose *propter rem* et dont le propriétaire n'est pas tenu personnellement. Au nombre de celles-ci figurent naturellement la plupart des charges afférentes à la propriété d'un brevet d'invention.

Le copropriétaire peut donc faire l'abandon de son

droit de copropriété et par là s'affranchir des obligations futures qui découleront de la propriété du brevet. Il est évident, en effet, que le titulaire, bien qu'usant de cette faculté devra non seulement acquitter sa part dans les frais déjà exposés, mais encore supporter les conséquences, quelles qu'elles soient, qui découlent de la prise d'un brevet ou de sa possession pendant un certain temps. L'abandon n'a pas non plus pour conséquence de mettre fin aux poursuites civiles ou correctionnelles pour contrefaçon. Il s'agit alors de délits dont les auteurs sont responsables personnellement ; importe peu que la cause occasionnelle ait été la prise ou l'exploitation d'un soi-disant brevet.

Pour que l'abandon soit valable, il faut qu'il soit total et que le délaissant ne conserve plus aucun des avantages du brevet.

Enfin, pour effectuer l'abandon, on doit choisir le moment favorable et se conformer en tout à l'article 1869 Code civil ainsi conçu : « La dissolution de la Société par
« la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux
« Sociétés dont la durée est illimitée et s'opère par une
« renonciation notifiée à tous les associés pourvu que
« cette renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-
« temps (1). »

(1) V. AUBRY et RAU, *Cours de Droit Civil français*, t. II, p. 403 et n° 221 et v. DEMOLOMBE, t. XI, 448, 449.

Le résultat de l'abandon n'est pas de laisser tomber dans le domaine public la part du copropriétaire qui l'a effectué, mais d'en faire profiter les autres copropriétaires qui, seuls désormais, s'ils supportent la totalité des charges du brevet en recueilleront tous les avantages.

CHAPITRE II

Étude de questions particulières à la copropriété indivise.

Certaines questions spéciales se posent à propos des droits et des obligations qui résultent de la copropriété indivise d'un brevet. Les mêmes questions se poseront à propos du brevet faisant l'objet d'une copropriété sans indivision, mais il faut les examiner séparément, car elles sont susceptibles de recevoir dans l'un ou l'autre cas des solutions différentes.

§ 1^{er}. — *L'un des copropriétaires indivis peut-il, sans le consentement de ses cointéressés, céder ses droits dans le brevet ?*

La part de tout copropriétaire du brevet bien qu'elle ne soit déterminée qu'intellectuellement, existe néanmoins, et, par conséquent, peut faire l'objet d'une cession onéreuse ou gratuite. Mais le copropriétaire ne peut-il

céder ses lieu et place qu'avec le consentement de ses cointéressés, ainsi que l'a soutenu M. Bedabride ? (1)

Cette solution ne peut résulter que d'une confusion faite entre l'indivision et une société de personnes. Une Société est formée de gens présumés se connaître, qui se sont groupés en raison de la confiance mutuelle qu'ils ont entre eux et qui ne peuvent, sans de grands risques, voir substituer des étrangers à l'un d'entre eux. La cession des parts, si elle était permise, offrirait des dangers dans une Société qui doit poursuivre un but de spéculation et où la minorité peut se voir entraîner au désastre par la majorité. Mais dans l'indivision où l'on ne poursuit, en général, aucun but de spéculation, où, en tout cas, chaque copropriétaire fait sa propre loi et dont il peut se dégager en tout temps, une telle dérogation au principe de la libre disposition de la propriété ne peut se comprendre.

Nous ne trouvons pas de texte législatif défendant la cession de la part indivise d'un brevet et il est impossible de trouver un motif qui serait susceptible de justifier cette mesure. M. Pouillet se demande à ce sujet pourquoi :
« Lorsque un immeuble, par exemple une maison, est
« indivis entre plusieurs propriétaires, chacun est libre de
« garder sa part ou de la céder sans avoir à consulter les
« autres copropriétaires (pourquoi) en serait-il autrement
« d'un brevet ? (1) »

(1) BEDARRIDE, n° 291.

(2) V. POUILLET, *Brevet d'invention*, p. 289, n° 300

M. Allart ajoute : « Si les copropriétaires sont des
« cohéritiers, chacun d'eux peut céder sa part indivise
« dans le brevet, comme il pourrait le faire pour ses droits
« successifs tout entiers. Si la copropriété résulte de la
« convention, chaque communiste est, à moins de stipu-
« lation contraire, libre de disposer de sa part comme il
« l'entend, alors même que cette cession devrait porter
« préjudice à ses cointéressés. A ce point de vue encore,
« le copropriétaire se trouve dans une situation différente
« de celle de l'associé qui, aux termes de l'article 1861
« Code civil, ne peut pas, sans le consentement de ses
« coassociés, faire entrer une tierce personne dans la
« société, soit à côté de lui, soit à sa place (1) ».

Il est certain que la possibilité pour l'un des copropriétaires de se retirer ou de céder sa part peut avoir de grands inconvénients, surtout si la cession est faite à un étranger et non à l'un des copropriétaires. Mais, il faut réfléchir que la copropriété des brevets vient, ainsi qu'on l'a vu plus haut, de deux sources principales : ou elle résulte de la volonté des parties qui se sont réunies pour prendre, acquérir ou exploiter un brevet, dans ce cas, on peut prévoir et retirer aux copropriétaires, par une convention particulière, la faculté de céder leur part, sans le consentement unanime des autres copropriétaires ; ou bien elle provient d'un cas fortuit : Communauté ou suc-

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 185, n° 266.

cession, alors la division n'est qu'un état essentiellement temporaire dont les inconvénients sont palliés par la faculté qu'a chacun d'en sortir en tout temps.

§ 2. — *L'un des copropriétaires indivis peut-il délivrer une licence sans le consentement de ses cointéressés ?*

« La licence est le droit accordé par le breveté à un tiers d'exploiter le brevet, sans que ce droit entraîne cession d'une part quelconque de la propriété du brevet, et en général sans que cette cession empêche le breveté d'accorder le même droit à d'autres personnes (1) ».

Le porteur de licence, en échange du droit d'exploitation, tel qu'il lui a été confié par la convention doit ordinairement payer un prix qui consiste en une somme fixée, une redevance périodique, ou même une prime par chaque produit fabriqué.

La concession de licence peut donc être très fructueuse pour le breveté.

Il n'est pas douteux que tous les copropriétaires d'un brevet, demeurés dans l'indivision, peuvent, tous ensemble, délivrer des licences ou que celui qui, en vertu d'un mandat tacite ou exprès, dirige l'exploitation du brevet commun peut en consentir sans l'autorisation spéciale de ses cointéressés. Le prix doit en être naturellement

(1) Voir POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 274, n° 254.

partagé entre ces derniers et lui, proportionnellement à leur part, comme tout bénéfice du brevet.

Mais, la concession des licences ne peut être faite que prudemment, sous peine de déprécier le brevet ou d'en compromettre l'exploitation.

Une licence, en effet, concédée à un industriel jouissant de moyens plus puissants que les propriétaires du brevet, peut annihiler complètement l'exploitation de ces derniers, leur faisant perdre par là même, le profit du brevet.

Aussi, est-il certain que, lorsque le brevet est indivis, la faculté de concéder des licences n'appartient à l'un des copropriétaires du brevet que du consentement des autres titulaires.

On peut se demander quelle serait la validité d'une licence concédée par l'un des copropriétaires à l'insu des autres.

M. Pouillet, en se basant sur le principe que « chacun » des copropriétaires agit valablement au regard des « tiers, même lorsqu'il agit isolément » s'exprime ainsi à ce sujet : « De même, la licence (nous ne disons pas la « cession) consentie par un seul des copropriétaires est « valable, sauf aux autres à exercer leur recours contre « lui, si pour une raison ou une autre, cette licence leur « porte préjudice. Nous exceptons, bien entendu, le cas « de fraude : s'il y avait eu collusion entre le licencié et « celui des copropriétaires qui a consenti la licence, en

« vue de préjudicier aux autres, la licence elle-même
« pourrait être attaquée par eux et déclarée nulle par
« les tribunaux (1) ».

Nous ne comprenons pas la distinction que M. Pouillet a voulu faire ici entre la concession d'une licence faite par un seul copropriétaire et la cession. Nous croyons qu'il a voulu viser ici le cas où l'un des copropriétaires voudrait céder la totalité du brevet sans obtenir le concours de ses cointéressés, puisque dans le paragraphe suivant il admet que le copropriétaire a le droit de céder ses lieu et place dans le brevet sans le consentement des autres propriétaires.

Il refuse donc au copropriétaire indivis le droit de faire une cession totale du brevet, mais il lui concède le droit d'accorder des licences.

Pourquoi, en matière de brevets d'inventions, faire une différence avec le droit commun qui exige que pour un acte concernant la propriété commune, le concours et le consentement de tous les propriétaires soient réunis ?

Pourquoi surtout serait-il permis de délivrer une licence alors que la cession est interdite ? Est-ce parce que la licence confère des droits moins étendus que la cession ? On ne doit pas juger de la validité d'un acte par les conséquences qu'il entraîne, mais rechercher s'il réunit en lui-même les conditions nécessaires.

(1) V. POUILLET, *brevets d'invention*, p. 288, n° 299.

Le copropriétaire d'un immeuble ne peut le louer sans le consentement des autres propriétaires, pourquoi le propriétaire d'un brevet pourrait-il louer l'usage de l'invention sans ce consentement? D'autant plus que la concession de licences porte atteinte aux droits des copropriétaires en créant une concurrence qui diminue la valeur du monopole.

Il nous est impossible de découvrir un argument qui milite en faveur de cette solution. -- La loi, enfin n'a pas réservé si expressément aux titulaires du brevet le droit de concéder des licences d'exploitation qu'on ne puisse le leur retirer, sauf consentement unanime, sans paraître en même temps les priver d'une faveur due et les mettre hors la loi.

La licence n'est mentionnée qu'accessoirement dans l'article 22 et si la doctrine et la jurisprudence la consacrent c'est en vertu du droit souverain que le propriétaire a sur la chose. Mais lorsque le droit de propriété est partagé, la souveraineté l'est également et elle a pour limites chez chaque propriétaire les droits d'autrui.

En résumé, à nos yeux, la licence concédée par un seul copropriétaire est nulle.

Sans doute les autres copropriétaires ont deux moyens dans ce cas.

Ils peuvent considérer la licence comme nulle et poursuivre en justice comme contrefacteur celui qui voudrait en faire usage.

Ils peuvent encore, s'ils sont plus conciliants et par égard pour la bonne foi de celui qui a obtenu la licence, la respecter puis se retourner contre le concédant et lui demander réparation du préjudice qu'ils ont subi; préjudice bien supérieur souvent, aux redevances reçues par le concédant.

§ 3. — *Les copropriétaires indivis profitent-ils des certificats d'addition pris par l'un d'eux?*

Une invention n'est pas ordinairement une chose stable. Le brevet marque le degré de perfectionnement auquel l'inventeur était arrivé au moment où il l'a sollicité, mais il est rare que le breveté ne fasse pas faire de nouveaux progrès à son invention, une fois le brevet obtenu. En effet, il peut alors exploiter l'invention qu'il avait dû garder secrète jusqu'à ce moment. C'est dans la mise en œuvre que se révèlent la nécessité de simplifier les organes souvent trop compliqués au début et les imperfections qu'il faut réparer. Le breveté ajoutant ou supprimant dans son invention est appelé à faire les mêmes modifications dans le brevet — Pour y parvenir, d'après le droit commun, on devrait prendre un nouveau brevet, mais c'est un moyen coûteux, aussi le législateur a-t-il mis à la disposition de l'inventeur un moyen plus économique : le certificat d'addition.

Le certificat d'addition est prévu par l'article 16 de la loi du 5 juillet 1844 ainsi conçu : « Le breveté ou les
« ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du
« brevet, le droit d'apporter à l'invention des change-
« ments, perfectionnements ou additions, en remplissant,
« pour le dépôt de la demande, les formalités détermi-
« nées par les articles 5, 6 et 7.

« Ces changements, perfectionnements ou additions
« seront constatés par des certificats délivrés dans la
« même forme que le brevet principal, et qui produiront,
« à partir des dates respectives des demandes et de leur
« expédition, les mêmes effets que le dit brevet principal,
« avec lequel ils prendront fin.

« Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu
« au paiement d'une taxe de 20 francs.

• Les Certificats d'addition, pris par un des ayants
« droit, profiteront à tous les autres ».

Le certificat d'addition est réservé uniquement au breveté ou à ses ayants droit ; il est conçu tout à fait en leur faveur puisqu'il leur permet de faire dans l'intérêt de l'invention tous les perfectionnements et modifications désirables sous la protection légale en n'acquittant qu'une taxe fixe de 20 francs, au lieu de la taxe annuelle de 100 francs qu'exigerait un nouveau brevet.

Mais la protection légale n'est accordée par le certificat d'addition que pour la durée du brevet principal auquel il est intimement lié, elle cesse dès que le brevet prend

fin, soit qu'il arrive à échéance, soit qu'il tombe par suite d'annulation ou de déchéance.

Le certificat d'addition fait corps avec le brevet, il en résulte qu'il profite à tous ceux qui ont droit au brevet. Ainsi, les simples licenciés en bénéficient ; d'ailleurs, ils peuvent prendre eux-mêmes des certificats d'addition, dont, par une juste réciprocité, tous les autres profitent également.

Il est à plus forte raison certain que les copropriétaires divis ou indivis d'un brevet bénéficient non seulement du certificat d'addition pris collectivement, mais encore de celui qui a été pris par l'un d'eux. C'est équitable et approuvé par tous les auteurs : « Si le certificat d'addition pris par l'un des ayants droit ne profitait pas à tous les autres, dit Pouillet, il arriverait que celui qui aurait découvert le perfectionnement ferait sa situation meilleure, et par cela même, arriverait forcément à concentrer dans ses mains l'exploitation du brevet (1) ».

Il faut noter que la disposition de l'article 16 de la loi de 1844 accordant à tous les ayants droit du brevet le bénéfice des certificats d'addition n'est pas une disposition impérative à laquelle les parties ne peuvent déroger. Il peut donc arriver que les copropriétaires d'un brevet, tout en respectant les règles de la copropriété, conviennent que les certificats d'addition pris par l'un d'entre eux lui appartiendront privativement.

(1) V. POUILLET, *brevets d'invention*, p. 178, n° 150.

§ 4. — *Les copropriétaires indivis profitent-ils des Brevets de perfectionnement ?*

Le certificat d'addition, à côté de sérieux avantages offre des inconvénients, entre autres, celui de prendre fin avec le brevet. Il arrive que le breveté ne découvre un perfectionnement qu'au moment où le brevet principal est sur le point d'expirer, or par le certificat d'addition, il ne peut se réserver le monopole d'exploitation que pour le temps qui reste à courir.

Aussi le législateur n'a-t-il voulu faire du certificat d'addition qu'une faveur dont les propriétaires du brevet ont la faculté d'user si elle leur est avantageuse, mais à laquelle ils peuvent renoncer à leur gré pour se soumettre au droit commun, c'est-à-dire, pour prendre un brevet de perfectionnement.

Ce droit leur est réservé par un article spécial, l'article 17 de la loi du 5 juillet 1844, ainsi conçu ; « Tout breveté « qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, « voudra prendre un brevet principal de cinq, dix ou « quinze années, au lieu d'un certificat d'addition expi-
« rant avec le brevet primitif, devra remplir les forma-
« lités prescrites par les articles 5, 6 et 7 et acquitter la
« taxe mentionnée dans l'article 4 ».

Il faut remarquer que la loi ici, de même qu'elle l'a fait pour des certificats d'addition, ne mentionne pas seulement

les perfectionnements ou additions mais encore les changements apportés au brevet comme donnant lieu à la protection légale. Ainsi, le simple changement dans la disposition, le jeu des organes ou même dans la forme est brevetable.

Pourquoi les règles qui président d'ordinaire à la prise des brevets perdent-elles ici leur rigueur, si bien que le brevet de perfectionnement demandé, tant que le brevet principal n'est pas expiré, est valable, alors que le même brevet pris dans les circonstances ordinaires serait nul, faute d'originalité suffisante ?

Les auteurs prétendent que si le législateur s'est montré ici moins difficile, c'est qu'il s'agit du perfectionnement apporté à une invention déjà brevetée et que le bénéfice du premier brevet est acquis au second et le protège.

Quoi qu'il en soit, il résulte de ces dispositions légales que le brevet primitif peut donner lieu à de nombreux brevets, doués comme lui de la protection légale et qui limiteront forcément la production du breveté primitif, son privilège expiré, si on ne lui reconnaît pas de droit sur les nouvelles découvertes. Celui-ci se trouvera, en effet, à la tête d'une industrie ayant fait des progrès ; mais comme il n'est pas l'auteur des perfectionnements, il ne pourra les exploiter et verra sa clientèle passer aux nouveaux brevetés.

Les propriétaires du brevet originaire ont-ils des droits sur ces nouveaux brevets ? A la différence du certificat

d'addition qui profite à tous les ayants droit du brevet originaire, le brevet pris pour un perfectionnement reste la propriété particulière de celui qui l'a pris.

Le texte de la loi ne le dit pas expressément, mais ce n'est pas nécessaire et, d'après les travaux préparatoires, on se rend compte que telle a bien été la volonté du législateur puisqu'un amendement présenté par M. Delespaul, accordant aux ayants droit du premier brevet le bénéfice des perfectionnements, a été repoussé pendant la discussion.

La doctrine est d'accord pour déclarer que cet amendement devait être repoussé (1).

En effet, le brevet de perfectionnement est un nouveau brevet, distinct du premier, ayant une durée à part, soumis à une taxe aussi élevée que la première, mais jouissant, par ce fait, d'une protection autre que celle du brevet primitif. Il n'y a aucune autre raison d'en faire profiter les ayants droit du premier brevet sinon qu'il peut leur porter préjudice ; mais tout brevet atteint les industriels similaires et l'on ne peut trouver là qu'un motif de supprimer tous les brevets et non d'accorder la jouissance de nouveaux brevets à d'anciens privilégiés.

Tout au contraire, le certificat d'addition doit par la force des choses, profiter à tous les ayants droit puisqu'il

(1) V. BEDARRIDE, n° 220 ; v. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 183, n° 160.

s'incorpore au brevet primitif pour ne faire désormais qu'un avec lui.

Par conséquent, lorsque le brevet de perfectionnement n'a pas été pris au nom de tous les copropriétaires du brevet originaire et que ces derniers ne peuvent revendiquer la propriété de ce brevet comme étant eux-mêmes les auteurs de la nouvelle découverte, ils n'ont sur lui aucun droit, même si c'est l'un d'eux qui l'a pris.

Cependant, la loi a voulu que les propriétaires du brevet primitif ne soient pas dépouillés par l'auteur du perfectionnement et même elle a voulu leur faire une faveur.

Elle l'a fait en réservant aux titulaires du brevet un certain temps pendant lequel ils ont le privilège d'apporter à leur découverte tous les perfectionnements, changements ou additions qu'elle comporte.

Pendant ce délai, qui est d'une année, le breveté ou ses ayants droit auront seuls la faculté de prendre un brevet de perfectionnement. Ainsi, ils pourront profiter de l'expérience de l'exploitation de l'invention et empêcher les tiers d'étouffer, pour ainsi dire, le privilège de l'inventeur en faisant de suite breveter ces mille perfectionnements que le moindre usage révèle alors qu'ils ont passé inaperçu dans l'atelier.

Néanmoins, pendant ce délai, tout le monde peut demander un brevet pour un perfectionnement, mais le brevet demandé ne sera délivré qu'à l'expiration de la première année du brevet et seulement si le breveté n'a

pas lui-même sollicité un brevet pour la même amélioration.

On doit se demander si l'un des copropriétaires d'un brevet sollicitant un brevet de perfectionnement devra attendre ou non ce délai d'un an pour obtenir son titre ? Il faut distinguer entre le cas où le copropriétaire agit au nom de ses cointéressés, et alors le brevet de perfectionnement étant en réalité demandé par les propriétaires du brevet originaire, le titre doit être délivré de suite, et le cas où le copropriétaire agit seulement pour son propre compte.

Dans ce dernier cas, il faut encore distinguer le droit du copropriétaire qui a pris le brevet de perfectionnement à l'égard des tiers, de son droit vis-à-vis de ses copropriétaires.

Vis-à-vis des tiers, il ne faut pas perdre de vue que le copropriétaire est réellement propriétaire du brevet ; d'une partie seulement, il est vrai, mais cela ne concerne pas les tiers. Il a droit, par conséquent, aux faveurs que le législateur a voulu accorder aux propriétaires d'un brevet. D'autant plus que souvent l'auteur du perfectionnement sera l'auteur de l'invention primitive dont les copropriétaires ne sont que des bailleurs de fonds, des auxiliaires moins intéressants au point de vue social que lui. Un copropriétaire jouit donc à l'égard des tiers de la faveur légale de faire breveter par privilège, pendant un an, tout

perfectionnement et il a le droit vis-à-vis des tiers, de recevoir son titre.

Mais on ne peut favoriser le copropriétaire pris individuellement et agissant dans un but égoïste aux dépens de la masse des copropriétaires du brevet primitif.

Le copropriétaire, lorsqu'il agit pour lui seul n'est qu'un étranger vis-à-vis du groupe des copropriétaires, bien qu'il possède une part du brevet.

Le législateur a accordé un délai d'un an aux titulaires du brevet pour mettre à point l'invention. Ce délai doit profiter intégralement à tous les copropriétaires, que la propriété du brevet soit divisée ou non.

En conséquence, le brevet de perfectionnement sollicité à découvert pendant la première année par un seul des copropriétaires du brevet originaire, profitera à tous ses cointéressés, mais il pourra être délivré de suite.

Au contraire, le copropriétaire qui veut obtenir pour lui seul un brevet de perfectionnement pendant la première année du brevet, doit le demander sous pli fermé et attendre l'expiration de ce délai pour recevoir son titre.

Si les autres copropriétaires ou quelques-uns d'entre eux sollicitent pendant cette année un brevet pour le même perfectionnement, le brevet sera délivré collectivement aux copropriétaires qui l'ont demandé sans tenir compte de la priorité des demandes.

Enfin, il est évident que si le perfectionnement eut dû donner lieu à un brevet commun à tous les copropriétaires,

dans le cas où il n'a été breveté qu'au profit d'un seul d'entre eux, les copropriétaires lésés peuvent se faire subroger pour la part qui leur revient dans ce brevet.

La loi a encore pourvu à la protection du breveté originaire en décrétant, pour empêcher qu'il ne fut dépossédé par le titulaire du brevet de perfectionnement, que ce dernier, s'il n'est pas en même temps propriétaire du brevet primitif, ne pourra utiliser sa découverte qu'après l'expiration du brevet principal.

L'article 19 de la loi du 5 juillet 1844 dit en effet :
« Quiconque aura pris un brevet pour une découverte,
« invention ou application se rattachant à l'objet d'un
« autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention
« déjà brevetée et réciproquement, le titulaire du brevet
« primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nou-
« veau brevet ».

Lorsque le brevet de perfectionnement est la propriété d'un des copropriétaires du brevet originaire, il est évident que, pour son exploitation, le principe que nous avons énoncé plus haut, à propos de la délivrance du brevet, doit s'appliquer également à l'exploitation.

En conséquence, ce copropriétaire étant considéré comme un tiers preneur du brevet de perfectionnement, ne peut l'utiliser tant que le brevet originaire, objet de la copropriété, n'est pas expiré.

Sur ce point, il a été jugé : « Que, dans le cas où un
« brevet est la propriété de deux individus qui l'exploitent

« séparément, chacun d'eux peut, sans doute, s'il dé-
 « couvre un perfectionnement, prendre un brevet pour
 « s'en assurer la jouissance exclusive, mais l'exercice de
 « son droit n'en doit pas moins être différé jusqu'à l'expi-
 « ration du brevet principal commun entre lui et son co-
 « propriétaire; il ne peut, à cet égard, avoir plus de droit
 « que n'en aurait un étranger. Autrement, il porterait
 « une atteinte illégale aux droits de son copropriétaire
 « en rendant inutile ou moins profitable entre ses mains
 « l'exercice du droit primitif et commun pendant la durée
 « légale (1) ».

§ 5. — *Les copropriétaires indivis profitent-ils des
 brevets d'importation ?*

La législation française exige, pour accorder sa protec-
 tion, la nouveauté absolue de la découverte. Elle déclare
 le brevet nul si l'invention a été divulguée antérieure-
 ment, ne serait-ce que par la publication d'un brevet pris
 à l'étranger.

Tel n'était pas le système de la loi de 1791 qui, pour
 favoriser l'introduction en France de méthodes et de pro-
 cédés nouveaux connus de l'étranger, autorisait la déli-

(1) Trib. corr. Seine, 4 décembre 1845, PELLERIN, *Le Droit*, n° 290).
 « Ce jugement a été infirmé par la Cour, mais par des motifs qui ne
 touchent en rien la solution que nous rapportons ». (POUILLET, *Brevets
 d'invention*, p. 189, n° 165).

vance du brevet à la seule condition que l'invention fût encore inconnue en France.

C'était le véritable brevet d'importation. Depuis 1844, il n'existe plus en réalité. On ne récompense plus le fait d'importer en France une invention. Mais l'inventeur breveté à l'étranger a la possibilité de prendre également un brevet en France.

Le brevet dit « d'importation » est donc de la même espèce que les autres, soumis aux mêmes conditions de forme et de fond.

Autrefois il existait une différence, sa durée était limitée aux termes de l'article 29, à celle du brevet pris antérieurement à l'étranger. Il y avait *dépendance* des deux brevets.

Mais aujourd'hui cette différence n'existe plus, du moins pour les brevets pris dans les États signataires de l'acte additionnel à la Convention du 20 mars 1883, signé à Bruxelles le 14 décembre 1900.

En effet cet acte par sa troisième disposition a créé un article 4 *bis* ainsi conçu : « Les brevets demandés dans les différents États contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3 seront *indépendants* des brevets obtenus pour la même invention dans les autres États adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition s'appliquera aux brevets existants au moment de la mise en vigueur.

Il en sera de même en cas d'accession de nouveaux

États, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession. » Désormais l'article 19, loi 1844 ne s'applique plus en France au brevet pris par l'un des bénéficiaires de la Convention.

Le brevet, sauf les causes de déchéance qu'il peut encourir en France, durera 15 ans alors même que l'un des brevets étrangers expirerait avant.

Il résulte de la nature du brevet d'importation qui n'offre pas de différence avec le brevet ordinaire, que l'invention doit être nouvelle au moment de la demande du brevet, sous peine de ne pas être conforme aux conditions imposées par les articles 1 et 2 de la loi du 5 juillet 1844 pour être brevetable. L'article 31 indique en effet que : « Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour être exécutée. »

La doctrine et la majorité des décisions judiciaires sont d'accord pour exiger une nouveauté absolue, c'est-à-dire que non seulement la découverte n'ait pas été exploitée en France, mais encore que personne n'eut pu l'exploiter. Il faut donc, pour que le brevet d'importation soit valable, qu'il soit demandé à une date aussi proche que possible de celle où le brevet étranger a été lui-même sollicité.

Il y a là une source de difficultés extrêmement nom-

breuses; car, quelque précaution que l'inventeur prenne pour obtenir son brevet simultanément dans tous les pays, il peut arriver que, par suite d'une difficulté quelconque, la délivrance d'un brevet soit retardée dans un pays et qu'elle n'ait lieu que postérieurement à l'obtention des brevets des autres pays et à leur publicité, ce qui entraîne la nullité du brevet délivré en retard.

Pour éviter le préjudice considérable qui provient de cet état de choses, la convention d'union du 20 mars 1883, dans son article 4 modifié par l'acte additionnel du 14 décembre 1900, a accordé à l'inventeur un délai pendant lequel il jouit de la priorité pour demander un brevet d'importation. Voici cet article : « Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention
« d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de
« fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants
« jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres états, et
« sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité
« pendant les délais déterminés ci-après. En conséquence,
« le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres états
« de l'union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra
« être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle,
« soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication
« de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente
« d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de
« la marque. Les délais de priorité, mentionnés ci-dessus,
« seront de douze mois pour les brevets d'invention et de

« quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, « ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce ».

En résumé, les inventeurs étrangers soit qu'ils appartiennent aux pays signataires de cette convention, soit qu'ils y soient seulement domiciliés ou même qu'ils n'y possèdent qu'un établissement commercial ou industriel (art. 1, 2 et 3) jouissent pendant douze mois du privilège de prendre des brevets dans ces pays, sans que la divulgation ou l'exploitation de leur invention puisse nuire en aucune façon à la validité de ces brevets.

Ainsi, le brevet d'importation est réservé au titulaire du brevet étranger ; seul, il a le droit de demander au Gouvernement français de protéger son invention si elle ne fait pas encore partie du domaine public, c'est-à-dire si elle présente encore les caractères de la nouveauté ou lorsque son propriétaire peut se prévaloir des dispositions de la convention internationale du 20 mars 1883 si les douze premiers mois du brevet étranger ne sont pas écoulés.

Si personnel que soit le droit au brevet d'importation pour le titulaire du brevet étranger on admet en général qu'il peut en disposer et le céder. Il suffit pour qu'il soit valable, qu'il soit pris par son ordre ou pour son compte.

On est de même d'accord pour reconnaître aux héritiers du brevet étranger le droit de solliciter la délivrance d'un brevet d'importation. Dans ce cas, d'ailleurs, la qualité de

brevet d'importation est maintenue et le brevet qui est délivré est soumis aux conditions de durée et de validité du brevet étranger.

Il a été jugé en ce sens : 1° que le droit que l'auteur d'une invention déjà brevetée à l'étranger tient de l'article 29, appartient évidemment à ses héritiers et ayants cause (Douai, 19 juillet 1859, Pataille 60-215.)

2° Que le droit de prendre un brevet en France après s'être fait breveter à l'étranger n'est pas tellement personnel au titulaire du brevet étranger qu'il ne puisse être exercé par ceux qui sont devenus propriétaires de la découverte comme héritiers ou ayants cause, et le brevet pris en France dans ces conditions est valable alors même qu'il ne rappellerait pas le brevet étranger (Rep. mars 1860, Pataille, 20-220).

Les sources de la copropriété du brevet d'importation sont donc les mêmes que celles du brevet ordinaire et il doit être pris en observant les formalités décrites dans la première partie.

Mais il faut se demander si, alors que le brevet étranger appartient à divers copropriétaires, le brevet d'importation peut être pris valablement par un seul d'entre eux, agissant sans le consentement des autres, ou si le concours ou le consentement de tous les copropriétaires est indispensable?

L'article 29, qui détermine le droit aux brevets d'importations est ainsi conçu : « L'auteur d'une invention ou

« découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un « brevet en France.... »

Par « auteur d'une invention brevetée », le législateur a voulu dire, et c'est ainsi qu'on interprète unanimement ce texte, tout propriétaire d'une invention brevetée à l'étranger. L'un des cotitulaires du brevet étranger peut donc solliciter seul le brevet français et ce brevet est valable à l'égard des tiers, alors même qu'il aurait été pris au nom seul du titulaire qui l'a demandé.

Ainsi que nous l'avons dit, en effet, la copropriété est une forme du droit de propriété et chaque copropriétaire doit jouir de la chose commune aussi pleinement que s'il en était seul propriétaire, à la condition, toutefois, de ne pas empêcher les autres d'exercer les mêmes droits que lui.

Par conséquent, les tiers ne peuvent vérifier qu'un point : celui de savoir si oui ou non l'impétrant avait un droit de propriété ou représentait quelqu'un ayant un droit de propriété sur le brevet originaire étranger. Si oui, peu importe qu'il partage ce droit avec une ou plusieurs personnes, le brevet est valable à l'égard des tiers.

Mais il n'en est pas de même vis-à-vis des copropriétaires.

La priorité de la date que portera le brevet d'importation ne forme qu'une présomption en faveur du titulaire et non un droit à la propriété exclusive de l'invention. La

loi a voulu protéger tous les propriétaires de l'invention et non un seul d'entre eux.

Les copropriétaires sont donc fondés à demander la même part du brevet français que celle qu'ils possèdent dans le brevet étranger, et, comme le fait de l'un d'eux d'avoir pris un brevet à son nom seul pour l'invention commune, constitue une usurpation, ils sont fondés à revendiquer en justice la propriété du brevet et à demander qu'au nom du premier titulaire soient ajoutés les noms de tous les copropriétaires, à la seule condition d'offrir le remboursement de la part leur incombant dans les frais de prise du brevet.

CHAPITRE III

Règles de la copropriété sans indivision.

Il semble, en général, que le mot « copropriété » soit synonyme de « Communauté », surtout lorsqu'il s'agit d'un droit qui assure à son titulaire un monopole comme le brevet d'invention.

Cependant, il n'en est rien, et, le brevet une fois pris au nom de tous les copropriétaires, ceux-ci peuvent l'exploiter dans leur intérêt personnel, chacun de leur côté.

Les conventions les plus diverses peuvent être faites à ce sujet.

Par exemple, tous les copropriétaires peuvent exploiter concurremment et partout l'invention brevetée. Ils peuvent, au contraire, se diviser le territoire de la France et s'interdire mutuellement l'exploitation du brevet ailleurs que dans la région qui leur a été assignée ou bien, si le brevet comprend plusieurs applications de la même invention, les répartir entre eux.

Ils peuvent même convenir que l'un aura le monopole de la fabrication tandis que les autres se réservent la vente des produits.

Dans tous ces cas, le brevet et le monopole qui en découle restent communs à tous, mais la jouissance ou même la propriété, si c'est elle que l'on a stipulée expressément partager en est divisée ; on dit alors qu'il y a copropriété sans indivision.

Cet état de choses est soumis à des règles peu différentes sur certains points de celles qui gouvernent la copropriété indivise.

Nous allons examiner seulement ces différences, les autres règles ayant été étudiées à propos de l'indivision.

Les copropriétaires divis ont une liberté d'action absolue, chacun dans le domaine qui lui a été attribué ou partout, si aucune limite n'a été fixée.

Cependant, les charges du brevet restent dans l'indivision et chaque copropriétaire est obligé d'y contribuer pour sa quote-part.

Mais tous les bénéfices que chacun retire de la jouissance du brevet appartiennent à lui seul, sans qu'il ait à en tenir compte aux autres.

Les copropriétaires d'un brevet placé sous ce régime jouissent en commun d'un monopole d'exploitation d'une invention, en ce sens que les tiers, sans leur consentement, ne peuvent se servir de l'objet breveté : mais, entre eux, ils sont soumis à la concurrence, qui ne manquera pas d'ordinaire de se manifester, et qui assurera le profit presque exclusif du brevet à celui qui, par son intelli-

gence, son initiative et ses capitaux sera parvenu le premier à lancer l'invention.

D'ailleurs, si l'invention reste improductive entre les mains d'un des copropriétaires et qu'il veuille se soustraire aux charges que le brevet commun lui occasionne, il lui est facile de le faire par un simple abandon dont ses cotitulaires profiteront (1).

§ 1. — *L'un des copropriétaires, lorsque le brevet est exploité divisément, peut-il, sans le consentement de ses cointéressés, céder ses droits dans le brevet ou concéder une licence ?*

Le copropriétaire, jouissant dans le cas de possession divisée d'une plus grande liberté d'action que quand il y a indivision, aucun doute n'est possible et il faut décider que le copropriétaire peut à son gré, et sans obtenir le consentement des autres intéressés, céder ses lieux et place dans la propriété du brevet.

Mais, peut-il de même concéder une licence sans obtenir l'autorisation des autres propriétaires ?

Lorsque l'exploitation est divisée par régions ou limitée pour chaque copropriétaire à l'un des attributs du brevet, il n'est pas douteux que chacun dans son domaine peut concéder des licences restreintes aux mêmes limites ; le

(1) V. pages 71 et 72.

concedant, en effet, ne pourra s'en prendre qu'à lui si la concurrence qu'il a voulue lui fait du tort.

Faut-il donner la même solution lorsque chaque copropriétaire exploite le brevet pour son compte sans aucune restriction ?

La concession des licences est un acte qui peut être très nuisible aux brevetés, puisqu'elle consiste à diminuer le privilège d'exploitation en autorisant la concurrence d'étrangers.

C'est un acte directement contraire au brevet.

Il résulte donc que, pour l'intérêt commun, la concession des licences sans le consentement unanime des intéressés devrait être prohibée. D'autant plus que si la jouissance du brevet est divisée entre tous les propriétaires, le brevet lui-même reste entier et indivis entre tous, et qu'un copropriétaire indivis ne peut rien faire qui porte atteinte aux droits d'usage de ses cointéressés.

Or, un copropriétaire qui aurait la faculté de concéder à son gré des licences d'exploitation pourrait, en concédant un trop grand nombre, supprimer ce droit d'usage du monopole et laisser, pour ainsi dire, tomber l'invention dans le domaine public.

On pourrait comparer le brevet à une source appartenant à plusieurs copropriétaires, qui, tous ont le droit d'y puiser. Chacun d'eux peut en user pour son propre compte, il peut même céder son droit et le cessionnaire pourra seul, désormais, en faire usage. Mais, de même

que l'un d'eux ne peut faire usage exagéré pour lui-même de la source, ce qui empêcherait la jouissance de ses copropriétaires, de même il ne peut concéder à des tiers le droit d'user concurremment avec lui de cette source, à moins qu'il n'en résulte ni gêne ni empêchement de jouissance pour les copropriétaires.

Mais, si on peut concevoir des cas où les copropriétaires d'une source ne subiront aucun préjudice par suite de la cession par l'un d'eux du droit d'usage de l'eau commune parce qu'il s'agit d'une matière qui sans cesse se renouvelle, il n'en est pas de même du brevet d'invention qui ne vaut qu'autant que son monopole est respecté.

Chaque licence correspondant pour chaque copropriétaire à une diminution de la valeur de sa part du brevet et des bénéfices qu'il en retire, il paraît que le droit de délivrer une licence doit être subordonné à l'autorisation préalable de tous les copropriétaires puisqu'il n'en résulte pas seulement une diminution du patrimoine du cédant mais encore des patrimoines de tous les copropriétaires.

MM. Allart, Pouillet et la doctrine en général ne se sont pas cependant rangés à cette opinion. Ils admettent que lorsque chaque propriétaire exploite l'invention commune dans son intérêt personnel, chacun jouit de la liberté la plus absolue et a, par conséquent, le droit de concéder des licences.

Bien qu'ils n'indiquent pas expressément les motifs sur lesquels ils basent cette opinion, il résulte du contexte

qu'elle est fondée sur le raisonnement suivant : La copropriété laisse subsister l'autonomie des parts individuelles, chacune d'elles a son propriétaire particulier, ce propriétaire est indépendant des autres, lui seul peut agir sur sa part. En conséquence, si dans sa part on a mis le brevet tout entier, il a la faculté d'agir sur lui comme propriétaire ; il peut en user, en jouir et même en abuser, c'est-à-dire faire des actes nuisibles et, si la concession de licence est de ceux-là, peu importe, il n'en a pas moins le droit de le faire.

Ce raisonnement, à notre avis, pêche dans sa conclusion.

Il est indéniable que tout propriétaire a le « jus abutendi » et qu'en vertu de ce droit, il peut faire des actes nuisibles à sa propriété. Le copropriétaire est un propriétaire, et comme tel, il a également le droit d'abus. Mais, il ne l'a que sur sa part propre et à la condition de ne nuire qu'à elle et non au bien commun.

Le propriétaire d'un étage d'une maison, dont chaque étage appartient à une personne différente, peut exercer sur sa part le droit de tout propriétaire. Il en a la jouissance pleine et entière, il peut vendre ou louer son étage, mais il ne peut exercer son droit de façon à nuire aux propriétaires des autres étages, par exemple, louer son local de manière à donner un mauvais renom à la maison, ou changer la distribution de l'étage au détriment de la solidité de l'immeuble.

En un mot, le copropriétaire a tous les droits de propriétaire ; mais il ne peut exercer que ceux de ses droits qui sont compatibles avec sa situation de copropriétaire, c'est-à-dire ceux dont l'exercice ne porte pas atteinte aux droits de ses cointéressés.

La concession d'une licence étant de ces derniers, comme constituant une destruction du monopole, nous sommes forcés de nous ranger à la première opinion et de dire qu'une licence n'est valablement délivrée que si tous les copropriétaires du brevet ont donné leur consentement qu'il y ait intention frauduleuse ou non.

Mais quelle est la sanction de cette règle, car il peut arriver qu'un copropriétaire d'un brevet dont l'exploitation est divisée, concède des licences sans obtenir ni même solliciter le consentement des autres copropriétaires.

Pouvons-nous dire, dans ce cas, comme nous l'avons fait à propos de la copropriété indivise, que cette licence est nulle et pourrait donner lieu à des poursuites contre celui qui voudrait l'utiliser, ou au contraire, reconnaître que cette licence est valable à l'égard des tiers et qu'elle ne peut donner lieu qu'à une demande de dommages-intérêts pour le préjudice causé, adressée au copropriétaire concédant ?

En faveur de cette dernière opinion, on peut donner l'argument suivant :

Le copropriétaire, qui jouit d'une façon divisée du brevet, qui l'exploite pour son compte, agit sur lui comme s'il en

était seul propriétaire. On doit considérer son droit comme si le gouvernement avait délivré pour la même invention autant de brevets qu'il y a de copropriétaires. Or, s'il en était ainsi, chacun d'eux aurait la faculté de disposer de son brevet particulier en propriétaire unique, et la licence concédée serait valable au regard des tiers.

Un exemple tiré de la copropriété divise d'un immeuble semble corroborer cette théorie.

Si le propriétaire d'un étage d'une maison, dont chaque étage appartient à des propriétaires différents, fait de sa propriété un usage nuisible à l'immeuble commun. Si par exemple, il loue pour exercer une industrie, ce qui va changer la destination de l'immeuble, jusqu'alors habité bourgeoisement et peut en compromettre la solidité, les autres propriétaires ne peuvent considérer le bail comme nul parce qu'il a été passé sans leur consentement et qu'il leur porte préjudice. Ils sont forcés de le respecter et ils ne peuvent que demander au bailleur des dommages-intérêts.

Mais s'il est vrai que, dans ce cas, le bail reste valable et que les copropriétaires de l'immeuble, s'ils sont lésés, ne peuvent s'en prendre qu'au bailleur, la raison en est que ce dernier n'a fait qu'user de son droit en donnant à bail la chose qui lui appartenait et seulement celle-là.

Ce qui donne lieu aux dommages-intérêts, ce n'est pas le bail, mais le trouble de jouissance que subissent les autres propriétaires, trouble dont ils peuvent se plaindre,

non pas en qualité de copropriétaires, mais comme voisins lésés.

Toute autre est l'hypothèse où l'un des copropriétaires de l'immeuble aurait accordé à un tiers un droit sur l'immeuble entier. Si, par exemple, sans le concours des copropriétaires il a cédé à un voisin une servitude de vue sur l'immeuble commun, l'acte de concession serait-il opposable aux copropriétaires non consentants qui demanderaient la fermeture du jour accordé? Devraient-ils ne s'en prendre qu'au concédant et lui demander des dommages-intérêts sous prétexte que le propriétaire d'un étage comme propriétaire peut accorder des servitudes de vue sur son étage, que c'est tant pis pour les propriétaires des autres étages si le droit de vue accordé ne peut s'exercer qu'en créant également une servitude sur les étages qui leur appartiennent?

Il est évident que la concession d'une servitude accordée dans de telles conditions est nulle au regard des copropriétaires de l'immeuble. Personne ne songe à la contester. Et cependant c'est le même raisonnement qu'il faut tenir si l'on maintient la validité à l'égard des autres cotitulaires d'un brevet exploité divisément de la licence accordée par un copropriétaire avec le consentement de tous.

Il ne peut y avoir d'hésitation. Le Brevet est personnel aux titulaires. S'ils l'exploitent divisément, ils peuvent se faire concurrence entre eux, ils peuvent céder leur part, mais ils ne peuvent, de leur seul chef, en l'absence

de convention en ce sens, accorder à des tiers le droit de faire concomitamment avec eux concurrence à leurs cotitulaires.

Le concours de tous les titulaires du brevet est indispensable; s'il n'a pas eu lieu, la licence est nulle et celui qui voudrait en faire usage s'exposerait à des poursuites.

§ 2. — *Le copropriétaire divis d'un brevet profite-t-il des certificats d'addition, des brevets de perfectionnement et des brevets d'importation ?*

1° On a vu que le certificat d'addition est si intimement lié au brevet principal que tous ceux qui acquièrent sur le brevet un droit quelconque ont le même droit sur le certificat d'addition (1).

Puisque les simples licences bénéficient de droit du certificat, à plus forte raison les copropriétaires du brevet originaire, que la jouissance ou la propriété en soit divisée ou indivise, en profitent-ils ?

2° Mais il n'en est pas de même des brevets de perfectionnement qui appartiennent exclusivement à l'auteur de la nouvelle découverte s'ils ont été demandés dans les conditions voulues.

On sait que les cotitulaires d'un brevet dans l'indivision

(1) Voir p. 88 et 89.

ne jouissent même pas du perfectionnement breveté au profit d'un d'entre eux.

En conséquence, lorsque le brevet primitif fait l'objet d'une copropriété sans indivision, aucun des copropriétaires ne peut prétendre au brevet de perfectionnement obtenu par l'un d'eux (1).

Cependant, il est rare que les copropriétaires ne s'entendent pas avec l'auteur de la nouvelle découverte pour en jouir en commun. Celle-ci, en effet, ne pouvant être exploitée qu'à l'expiration du brevet primitif, court de grands risques d'être à son tour détruite avant ce temps par une nouvelle invention et il est préférable pour son inventeur d'en partager dès à présent la jouissance avec les copropriétaires du brevet originaire que d'attendre la fin du privilège.

3° Enfin, ce que nous avons dit du brevet d'importation à propos du brevet indivis, s'applique également dans le cas de copropriété divise.

La loi qui a réservé aux titulaires d'un brevet étranger le droit de faire breveter également en France l'invention s'applique indifféremment aux deux sortes de copropriété.

Par conséquent, les copropriétaires peuvent prendre un brevet d'importation en France.

Ce brevet peut même être pris par un tiers qui n'a aucun droit sur le brevet étranger, à la condition qu'il

(1) Voir p. 92 et suiv.

soit l'ayant cause de l'un des copropriétaires du brevet primitif. Mais il devra partager la protection légale qui lui sera ainsi accordée avec les cotitulaires du brevet originaire étranger, qui tous ont droit au monopole.

CHAPITRE IV

Détermination du régime auquel est soumis le brevet commun à défaut de convention. — Copropriété divise ou indivise ?

Nous venons de voir que le brevet appartenant à des copropriétaires peut faire l'objet, soit d'une ou plusieurs exploitations dirigées dans l'intérêt commun, soit d'exploitations séparées dirigées chacune par un copropriétaire dans son intérêt personnel.

Ordinairement, les propriétaires, avant de prendre le brevet en commun, déterminent par une convention spéciale leurs droits respectifs et la manière dont ils l'exerceront. Ils optent entre la copropriété divise et la copropriété indivise.

Dans ce cas, la volonté commune doit être respectée et la règle adoptée rigoureusement observée.

Mais il peut arriver qu'il n'y ait pas convention de cette nature, soit que les copropriétaires du brevet n'aient pas songé à son exploitation, soit même que la question du mode d'exercice de la copropriété n'ait pas été posée, par

exemple lorsque le brevet est recueilli dans une succession.

Signalons qu'il faut assimiler le cas où un contrat a existé entre les parties mais a été annulé pour un motif quelconque à l'absence totale de convention, d'après les principes généraux du droit. En effet, le contrat fait la loi des parties tant qu'il existe, mais dès qu'il vient à être annulé, il est réputé n'avoir jamais eu d'existence et les Juges chargés de déterminer le droit que cette convention devait régir ne peuvent plus se fonder que sur le droit commun.

Ce principe a, d'ailleurs, été appliqué aux brevets d'inventions par diverses décisions judiciaires (1).

Que décider lorsqu'il n'existe pas de convention pour déterminer l'exercice des droits respectifs des copropriétaires du brevet ?

Le brevet est-il soumis aux règles de la copropriété divise ou indivise ?

Chacun peut-il exploiter l'invention commune dans son propre intérêt, sans le contrôle ni le consentement de ses copropriétaires ?

Au contraire, l'exploitation ne doit-elle être dirigée que d'un commun accord et dans l'intérêt collectif ?

Ce problème est solutionné différemment par la doctrine et la jurisprudence.

(1) Cour de Paris, 5 mars 1838; PATAILLE, 58, 181.

I. — La doctrine admet presque à l'unanimité que le brevet commun ne doit faire l'objet que d'une seule exploitation dirigée dans l'intérêt collectif.

M. Allart expose ainsi cette théorie :

« La copropriété implique, au moins en général, la
« nécessité d'une entente pour la jouissance de la chose
« indivise. Ainsi, quand un terrain appartient à plusieurs
« personnes, il est bien évident que chacune d'elles ne
« peut pas le cultiver dans toute son étendue. Il faut que
« les copropriétaires se concertent, soit pour en faire valoir
« chacun une partie, soit pour confier à l'un d'eux l'explo-
« tation dont les bénéfices seront partagés entre les
« autres, déduction faite des frais de culture et d'une rému-
« nération pour le mandataire.

« En est-il de même quand il s'agit d'un brevet? La
« raison de douter vient de ce que l'invention, à la diffé-
« rence du terrain dont nous parlions tout à l'heure, peut
« être exploitée intégralement par plusieurs personnes à la
« fois, ressemblant en quelque sorte à une source à
« laquelle tous les copropriétaires ont le droit de puiser.

« Dès lors, chacun des titulaires du brevet sera-t-il
« fondé à dire à ses cointéressés : J'exploite l'invention à
« ma guise ; faites de même de votre côté, le champ vous
« est comme à moi librement ouvert. — Nous croyons
« qu'une pareille prétention n'est pas admissible. En effet,
« l'exploitation à laquelle se livre, pour son compte per-
« sonnel l'un des titulaires du brevet, porte une atteinte

· au monopole, qui constitue la propriété commune ; elle
« crée au détriment des autres intéressés une concurrence
« qui dénature et paralyse les effets du privilège résultant
« du brevet.

« L'invention qui est protégée, bien qu'appartenant à
« plusieurs, par un titre unique, doit, à moins de conven-
« tion contraire, faire l'objet d'une exploitation unique,
« dirigée dans l'intérêt commun. Ajoutons que les diffé-
« rents titulaires du brevet s'étant associés pour le prendre,
« sont présumés s'être associés également pour l'ex-
« ploiter : il existe donc entre eux une véritable société
« en participation. S'il en était autrement, à quelle injus-
« tice n'aboutirait-on pas ? L'un des titulaires du brevet,
« par exemple, est riche, actif et industriel, l'autre est
« sans ressource et ignorant des affaires : le premier qui,
« seul, sera en mesure d'exploiter uniquement l'invention
« pourra donc, en fait, accaparer le brevet à son profit
« exclusif et en confisquer les avantages ? On ne saurait
« admettre une pareille iniquité. Aussi ne nous paraît-il
« pas douteux que l'exploitation doive être commune entre
« les différents titulaires du brevet. » (1).

II. — La jurisprudence, au contraire, a jusqu'ici
toujours solutionné ce problème dans le sens de la pro-

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 180, n° 262 ; dans le même
sens : POUILLET, n° 298 bis, 299 ; MAIME, *Brevets*, n° 1.092.

priété divise (1). Mais on ne rencontrait que des décisions d'espèce où ne se trouvait nulle part formulée une règle générale tranchant définitivement cette question, lorsqu'un arrêt de la Cour de Rouen (1^{re} Ch., 11 août 1897) confirmé par la Cour de Cassation (C. Cass., 5 mars 1900), a comblé cette lacune en posant le principe du droit à l'exploitation isolée dans un procès en contrefaçon intenté par un copropriétaire à son cointéressé pour exploitation séparée d'un brevet commun. La Cour a décidé que, dans ce cas, il n'y avait pas contrefaçon : «... Attendu que la contrefaçon « consiste dans la violation du monopole garanti par le « brevet et dans l'usurpation du droit exclusif à la jouis- « sance de la propriété brevetée et que, manifestement le « copropriétaire d'un brevet, qui a des droits égaux et « parallèles à ceux de son copropriétaire, bien qu'exploie- « tant isolément et sans le concours de son cointéressé, « ne fait qu'user de la faculté qu'il tient du brevet, et ne « porte aucune atteinte aux droits de son co-breveté qui « peut, de son côté, exploiter comme bon lui semble.

« Attendu que la conséquence qui s'en dégage, c'est « qu'il n'est pas possible de décider, conformément aux « conclusions de Delacroix, et quels que soient les résultats « de la saisie conservatoire à laquelle il a fait procéder,

(1) Paris, 4 décembre 1845; *Gaz. Trib*, 7 décembre 1845; Lyon, 26 décembre 1857; *Requ.*, 1^{er} décembre 1858; *Annales*, 1859, p. 21; Dijon, 1^{er} mars 1865; *Annales*, 1865, p. 411.

« que Duverger a fait procéder à une contrefaçon... (1) »

Cette solution nous paraît plus juridique que celle de la doctrine.

En effet, il est de principe qu'en l'absence de règles particulières édictées par une loi ou des conventions spéciales, il faut recourir, à moins d'impossibilité, aux règles du droit commun.

La loi n'ayant pas déterminé les effets de la copropriété, ce sont les règles générales de la propriété, dont la copropriété n'est qu'une forme, qui doivent être appliquées. Or, l'article 544 du Code civil accorde au propriétaire le droit de jouir de sa chose de la manière la plus absolue.

Comme tout propriétaire, le copropriétaire possède ce droit de jouissance. La seule condition, qui lui soit imposée par le partage du droit de propriété, est de ne pas porter atteinte aux droits corrélatifs de ses cointéressés. Par conséquent, la jouissance de la chose commune sera divisée de plein droit entre tous les intéressés chaque fois que cette utilisation séparée ne portera pas atteinte aux droits réciproques des autres copropriétaires.

La Cour de cassation a, de tout temps, fait l'application de ce principe à tous les genres de propriété : « L'un des
« copropriétaires d'une chose commune, — dit un arrêt
« — peut en user librement pourvu qu'il n'en change pas
« la destination légale ou conventionnelle et qu'il ne porte

(1) Cours de Rouen, 1^{re} Ch., 11 août 1897 ; PATAILLE, 1897, n° 3.957 ; Cours de Cass., 5 mars 1900 ; *Pand. Franç.*, 1901, t. I, 503.

« pas atteinte aux droits réciproques de jouissance de « l'autre communiste (Req., 28 octobre 1891) (1) ».

Pour savoir si chaque copropriétaire a le libre usage de la chose commune, il suffit donc de rechercher si la nature de l'objet commun rend possible ou non cette division. Une terre ne pouvant être exploitée intégralement par plusieurs personnes à la fois, doit, forcément rester dans l'indivision, mais un puits, une source, un droit de pêche ou de chasse sont utilisables séparément par chacun des copropriétaires, ils peuvent donc s'en servir divisément sans l'autorisation ni le concours des autres propriétaires.

Personne ne conteste qu'une invention soit utilisable par plusieurs personnes à la fois et que l'exploitation privée par un breveté n'empêche en aucune façon l'exploitation des autres copropriétaires. Par conséquent, d'après les principes généraux, chaque cotitulaire a le droit d'exploiter séparément le brevet commun et pour son propre compte.

Pourquoi la doctrine refuse-t-elle d'appliquer les principes au brevet d'invention ? Pour un seul motif, car il ne faut pas s'arrêter à l'argument que l'on voudrait tirer de la prise en commun du brevet en disant que ceux qui se sont associés pour le prendre sont présumés s'être également associés pour l'exploiter, d'abord parce que cette

(1) *Req.*, 31 mars 1851, D. 1851, 1, 256; C. Cass, 7 avril 1875, D. 1875, 1.382; *Req.*, 14 fév. 1876, D. 1877, 1, 327; *Req.*, 28 oct. 1891, D. 1894, 1.245.

soi-disante présomption ne repose sur aucun fondement juridique, et, qu'ensuite, la copropriété a d'autres sources que la prise du brevet en commun qui resteraient alors inexpliquées. L'unique motif, qui semble sérieux est que le brevet a pour seul effet de créer un monopole auquel l'exploitation séparée préjudicie, si elle ne le détruit pas complètement, en introduisant la concurrence ; que, par conséquent, un copropriétaire ne peut utiliser séparément et sans le consentement de ses cointéressés le brevet commun, puisqu'en le faisant il porte atteinte aux droits de ses consorts dont il diminue le patrimoine en réduisant la valeur du monopole.

Cet argument serait exact si l'exploitation séparée comportait le droit de disposer du brevet tout entier et d'autoriser la concurrence d'étrangers. Mais on a vu qu'il n'en est pas ainsi ; le brevet a toujours la même valeur, qu'il soit exploité divisément ou indivisément. En effet la valeur du monopole attaché au brevet ne se trouvera pas diminuée par l'exploitation séparée, parce que le monopole n'a jamais existé en faveur de chacun des copropriétaires que sous réserve du droit des autres.

Cette division aura pour résultat très probablement de diminuer le prix des objets brevetés, mais cet inconvénient sera largement compensé pour les titulaires, par la liberté d'action qui en résulte ; mais personne ne peut se dire lésé par cette division puisque par elle et au moment où elle a lieu, chacun est exactement rempli de ses droits.

Enfin, la théorie de l'exploitation divise a pour elle des arguments de moralité de haute valeur. Elle évite le désaccord entre les cotitulaires puisqu'ils n'ont pas besoin d'être à l'unanimité d'avis d'exploiter ou de ne pas exploiter le brevet. Chacun agit pour son compte sans s'occuper du voisin, c'est le meilleur moyen de vivre en bonne intelligence.

De plus, loin de favoriser la confiscation par le copropriétaire riche, du brevet, au détriment de l'inventeur pauvre dénué de l'intelligence des affaires, elle facilite, au contraire, à ce dernier, le moyen de tirer profit, sans grand risque, de la découverte.

Lorsque l'invention aura été lancée par celui de ses cointéressés qui en avait les moyens, l'inventeur trouvera facilement des capitaux pour l'aider à exploiter la part du brevet qui lui appartient.

Il ne faut pas cependant exagérer et voir dans l'application de cette théorie un moyen d'éviter la licitation du brevet; car cette division du brevet commun n'a nullement pour effet de partager la propriété même du brevet dont la jouissance seule, à notre avis, est divisée à moins que les parties n'aient déclaré d'une façon expresse, vouloir partager la propriété même du brevet, hypothèse que nous n'avons pas à examiner. Or, d'après l'article 816 du Code civil, le partage qui n'est relatif qu'à la jouissance d'une chose commune est purement provisionnel et ne met

pas obstacle à la demande d'un partage définitif portant sur la propriété elle-même (1).

En résumé, en l'absence de convention spéciale, chaque copropriétaire d'un brevet peut l'exploiter comme bon lui semble sans avoir à se munir de l'autorisation de ses cointéressés.

Néanmoins, il arrivera bien souvent que, par suite d'une entente expresse ou tacite, le brevet ne fera l'objet que d'une seule exploitation indivise entre tous les copropriétaires.

Dans ce cas, à moins que l'on ait pensé à fixer par une convention spéciale, les règles qui présideront à cette exploitation, on devra appliquer celles que nous avons essayé de déterminer.

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 187, n° 269. V. AUBRY et RAU, t. II, p. 407.

TROISIÈME PARTIE

Fin de la copropriété.

La copropriété des brevets d'invention est essentiellement temporaire, à cause d'une part de la nature même des droits de copropriété et, d'autre part, de la durée si courte du privilège.

L'état de copropriété est, par lui-même et en dehors de toute application, appelé à cesser d'un jour à l'autre quand il se présente sous la forme de l'indivision à moins que son objet ne se trouve forcément soumis par sa nature ou sa destination à l'indivision perpétuelle. En vertu de l'article 815 du Code civil tout intéressé peut en tout temps et malgré toutes prohibitions ou conventions contraires, provoquer le partage. On ne peut le retarder que de cinq années au plus et seulement par une convention expresse et limitée. Convention qui peut, d'ailleurs, être renouvelée, les cinq années révolues.

Le partage a, pour effet, d'attribuer à chaque copro-

priétaire une part divisée de la chose à la place de la part indivise qu'il possédait. Cette part divisée doit avoir une valeur proportionnelle à la part abstraite que le copropriétaire avait primitivement. A partir du partage, les droits de chacun sont localisés ; ils portent sur des choses moindres que la chose totale, mais ils ont l'avantage de ne plus se heurter à des droits rivaux.

De prime abord, on voit que le partage ne peut être demandé lorsqu'il y a copropriété sans indivision. Mais il importe, pour que le partage soit définitif, que ce soit bien la propriété, et pas seulement la jouissance de la chose commune, qui ait fait l'objet de la division. Il faut que, sur sa part, chaque copropriétaire possède, sans aucune limite, tous les droits de jouissance et de disposition qui appartiennent au propriétaire (1).

Car on ne peut voir un partage véritable dans le fait que les copropriétaires se sont, par exemple, répartis la jouissance du brevet commun en divisant l'exploitation du brevet par régions dans chacune desquelles un seul des copropriétaires pourrait utiliser l'invention ou bien, en convenant que l'un d'eux aurait le monopole de la fabrica-

(1) V. Trib. Lyon, 8 juillet 1884 ; LA HIRE, 81. 392 ; Jugement décidant que la cession de partie d'un brevet à un tiers ne crée pas une indivision lorsque le cessionnaire est autorisé à exploiter le brevet de son côté, ainsi qu'il avisera, à ses risques et périls. V. ALLART, p. 188.

tion, tandis qu'un autre pourrait seul vendre les produits brevetés.

Dans ces cas, en effet, chaque copropriétaire a le droit de jouir de la part qui lui est attribuée, d'en percevoir les fruits et revenus, mais il reste, néanmoins, pour le fond du droit, pour la propriété, dans l'indivision avec les autres copropriétaires. On dit alors que le partage n'est que *provisionnel* puisqu'il faut un autre partage pour faire sortir complètement le copropriétaire de l'indivision.

Le partage est provisionnel, en dehors de l'hypothèse où les copropriétaires, en procédant au partage, n'ont eu l'intention de se répartir que la jouissance, dans deux cas :

1° Quand on a procédé à un partage amiable, alors qu'un incapable ou un absent était intéressé dans l'indivision ; car ceux-ci peuvent en demander l'annulation. Néanmoins, la loi (art. 466 et 840, C. civ.) attribue à ce partage la qualité de partage provisionnel jusqu'au jugement définitif, ce qui dispense les copartageants de se tenir mutuellement compte des fruits qu'ils ont perçus ;

2° L'article 818, Code civil, accorde au mari marié sous le régime de la communauté le droit de demander le partage d'une succession restant propre à la femme sans le concours de cette dernière, mais un partage provisionnel seulement.

Or, le partage provisionnel n'a qu'un seul effet, celui de rendre chaque copropriétaire définitivement propriétaire

des fruits qu'il recueille sur sa part, mais il ne met pas obstacle à une demande en partage définitif, pour mettre fin à l'indivision de la propriété.

La copropriété prend fin encore par d'autres moyens que le partage. Il existe d'autres faits qui peuvent produire le même résultat. Par exemple, la réunion de toutes les parts entre les mains d'un seul, ce qui peut arriver notamment à la suite d'un abandon général de l'objet commun ou lorsque l'un des copropriétaires achète la part des autres ou leur succède.

Enfin, la copropriété des brevets d'invention se dissout d'elle-même, faute d'objet, lorsque le brevet arrive à échéance, ou que, pour une raison ou une autre, le privilège s'éteint.

Nous allons étudier à part, chacune de ces causes de dissolution et d'extinction de la copropriété des brevets.

CHAPITRE I

Dissolution de la copropriété. — Partage et licitation — Leurs conséquences.

En cas de copropriété indivise, il suffit que l'un des copropriétaires soit las de l'indivision pour qu'il puisse la faire cesser en demandant le partage.

Le brevet est soumis aux règles de droit commun ; ce sont donc les règles relatives au partage des successions qui sont applicables au partage du brevet. En conséquence, il ne peut se faire à l'amiable que lorsque tous les intéressés sont présents, majeurs et maîtres de leurs droits, si non le partage se fait en justice, suivant les règles tracées par les articles 825 et suivants du Code civil.

La loi n'a établi aucune forme pour le partage amiable. L'article 819, Code civil, dit : « Le partage peut être fait « dans la forme et par tel acte que les parties intéressées « jugent convenables ». « Par tel acte » signifie par acte sous seings privés ou par actes notariés.

Mais on sait que l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 prescrit, à peine de nullité, l'emploi de la forme notariée pour les cessions de brevets d'invention. On peut se

demander dès lors si, lorsqu'il s'agit de partager un brevet, les copartageants peuvent opter entre l'acte sous seings privés et l'acte notarié ?

Nous avons examiné déjà cette question que nous avons tranchée dans le sens de l'affirmative en nous basant sur l'effet déclaratif du partage et sur les décisions de la jurisprudence qui limitent aux cessions proprement dites l'observation obligatoire des formalités de l'article 20 (1).

L'acte notarié et l'emploi des autres formalités prescrites par le même article, c'est-à-dire le paiement de la totalité de la taxe et l'enregistrement du partage à la Préfecture sont donc une superfétation.

Le partage même serait valable, bien qu'il n'y eut point d'écrit pour le constater, à la condition que la division ait été faite dans une intention définitive (2).

Mais les parties risquent de ne pouvoir le prouver.

Quand le partage se fait en justice, les biens meubles doivent être estimés par experts nommés directement par les parties si elles sont d'accord, alors même qu'il y aurait parmi les intéressés des incapables, car on admet que l'article 466 du Code civil a été modifié par l'article 824, ou, en cas de désaccord, choisis par le Tribunal.

L'estimation doit être « à juste prix » et « sans crue ».

(1) V. Paris, 27 mai 1856 ; PATAILLE, 56, 182 ; V. Paris, 21 juin 1866 ; PATAILLE, 67, 27.

(2) V. Paris, 23 mars 1878 ; D. 79, 5, 300 ; S. 78, 2, 256 ; V. Poitiers, 9 mars 1893 ; D. 93, 2, 121 ; S. 94, 2, 154.

Après l'estimation des biens, on procède à la formation des lots. Ceux-ci sont faits par un expert nommé par le Juge Commissaire, à moins que les copartageants ne soient tous majeurs et qu'ils s'accordent pour choisir l'un d'entre eux pour faire les parts (art. 978, C. civ.).

La personne qui répartit doit tenir compte d'une règle que l'article 832, Code civil, pose en ces termes : « Dans
« la formation et composition des lots, on doit éviter,
« autant que possible, de morceler les héritages et de divi-
« ser les exploitations ; et il convient de faire entrer dans
« chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles,
« d'immeubles, de droits ou de créances de même nature
« et valeur ».

Cette règle est bien difficile à observer, car elle contient deux dispositions contraires : l'une prescrivant de ne pas morceler ni diviser les exploitations, l'autre ordonnant de mettre dans chaque lot des parts égales et de même nature.

Mais elle a l'avantage de laisser aux juges une grande latitude et de leur permettre de juger en équité s'ils doivent ordonner le partage de la chose commune ou de la faire vendre aux enchères pour en répartir le prix entre les ayants droit.

En effet, l'article 1686, Code civil, prévoyant le cas où une chose ne peut pas être partagée commodément et sans perte dit que : «... La vente s'en fait aux enchères et le
« prix en est partagé entre les copropriétaires. »

Cette vente aux enchères ou « licitation » doit avoir lieu pour toutes les choses communes, tel le brevet d'invention, mais seulement dans les cas prévus par l'article 1686, c'est-à-dire lorsque personne ne veut de l'objet commun, ou quand le partage est difficile et ne peut se faire sans perte.

Le brevet est-il partageable en nature ? Cette question qui équivaut à celle de savoir si le tribunal saisi d'une demande en partage d'un brevet commun doit en ordonner le partage en nature ou s'il doit, préalablement au partage, en ordonner la licitation, est fort controversée.

Pour qu'elle puisse se poser, il faut nécessairement que tous les copropriétaires soient en mesure d'exploiter divisément l'invention. Si des incapables par exemple, se trouvent parmi eux, il est impossible de leur attribuer une part d'un brevet dont ils ne pourront tirer parti avant d'avoir acquis la capacité juridique et qui peut se trouver alors éteint. Sans doute, ils auraient la possibilité de vendre la part divise qui leur serait attribuée ; mais il n'est pas douteux qu'ils ne pourraient le faire qu'à vil prix. En tous cas, la nécessité même de cette vente, qui doit avoir lieu aux enchères publiques s'il s'agit d'incapables, enlève tout intérêt au partage en nature du brevet et l'on comprend que le tribunal en ordonne la licitation.

Mais cette question offre un grand intérêt lorsque les copropriétaires sont en mesure d'exploiter l'invention et

même en train de l'exploiter au moment de l'introduction de la demande en partage.

En effet, si la licitation doit être nécessairement ordonnée, avant le partage, les copropriétaires sont exposés en tout temps à se voir dépouiller à la faveur d'une demande en partage, du fruit de leur labeur et souvent par celui des leurs qui n'a collaboré que pécuniairement à la découverte, si ce n'est même au profit d'un étranger ; car il suffit de la volonté d'un seul des copropriétaires ou de la présence parmi eux d'un incapable pour que les étrangers soient appelés à la vente.

La vente aux enchères d'un brevet peut être une véritable spoliation de l'inventeur : « Il arrive, en effet, fréquemment, dit M. Pouillet, que l'inventeur, pour « achever son œuvre, est obligé de s'adresser à un tiers, « bailleur de fonds. Celui-ci, très complaisant et très doux, « d'abord, donne les fonds nécessaires aux dernières « expériences ; il ne demande en retour que d'être, au « même titre que l'inventeur, titulaire du brevet. Le « brevet est donc pris en commun puis exploité en commun ; « cela fait, et pour peu que l'invention obtienne quelque « succès, le bailleur de fonds suscite des difficultés avec « l'inventeur, son copropriétaire, et bientôt il invoque le « grand principe que nul *n'est tenu de rester dans l'indivision*. « Le brevet est licité sur sa demande ; comme il n'a pas « encore fait toutes ses preuves, il est vendu pour presque « rien. Le bailleur de fonds l'achète et, comme il est tou-

« jours créancier de l'inventeur, celui-ci n'a rien à recevoir, bien heureux s'il n'a rien à payer. » (1)

Cette comédie, qui se joue souvent sur le dos des inventeurs, est autorisée par la jurisprudence, car les tribunaux n'hésitent guère encore, à ordonner la licitation du brevet quand elle est demandée par l'un des copropriétaires.

La doctrine est unanime à condamner un tel mode de procéder.

Nous savons, en effet, que le brevet est facilement partageable, puisque chaque copropriétaire peut en jouir complètement en dehors de ses cointéressés et qu'il suffit de la volonté commune de partager la propriété et non la jouissance seule du brevet pour que ce partage soit effectué définitivement.

Le partage en nature du brevet d'invention est donc commode; de plus, il se fait sans perte.

Si les Tribunaux devaient s'en tenir à la lettre de l'article 1166 Code civil, ils n'ordonneraient la licitation que dans le cas où les copropriétaires seraient unanimes à la réclamer.

Mais nous ne leur disputons pas le droit d'apprécier l'opportunité de la licitation. Nous croyons qu'ils ne sont pas obligés d'ordonner invariablement le partage du brevet ou sa licitation; qu'au contraire, ils doivent se

(1) V. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 289, n° 301.

déterminer pour l'un ou l'autre mode de division, selon les circonstances. Ils pourront rejeter une demande en licitation, s'ils sont d'avis que la vente aux enchères publiques peut préjudicier aux intérêts de l'un des copropriétaires, ou, au contraire, l'accueillir s'ils estiment que l'exploitation divisée équivaldrait à l'anéantissement du privilège pour l'un des cointéressés (1).

M. Allart, dont nous adoptons l'avis, dans la solution que nous venons de donner, estime même que, si le moyen le plus naturel d'opérer le partage est de reconnaître à chacun des copropriétaires le droit d'exploiter le brevet pour son compte, les Tribunaux pourraient, selon les circonstances, ordonner une autre division, en assignant, par exemple, à chaque intéressé un périmètre d'exploitation (2).

Nous ne voyons aucun obstacle juridique à un tel partage, mais pratiquement il semble difficile, à moins de consacrer un état de choses antérieur à l'introduction de l'instance, de réaliser équitablement, même au moyen de soultes, une pareille division.

Si le Tribunal ordonne la licitation, devant quel officier ministériel doit-il renvoyer la vente ?

(1) V. POUILLET, p. 289, n° 301 ; RENOARD, n° 405 ; BLANC, p. 529 ; TILLIÈRE, n° 100. — Voir en ce sens : Lyon, 3 juillet 1853 ; HUARD, art. 20, n° 71 ; Lyon, 26 décembre 1857 et *Rep.*, 1^{er} décembre 1858 (Sir., 59.763) ; Dijon, 1^{er} mars 1865 (PATAILLE, 65, 414) ; *Contrà*, Paris, 5 mars 1858 (*Annales*, 58, 181).

(2) V. ALLART, p. 188, n° 270.

On sait qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 27 ventôse an IV, les Commissaires-Priseurs ont le droit exclusif de vendre les meubles et effets mobiliers. A défaut de commissaire-priseur, ces ventes sont faites concurremment par les notaires, huissiers et greffiers.

Mais il est de principe que les ventes publiques aux enchères de meubles incorporels sont exclusivement du ressort des notaires (1).

La question revient donc à rechercher la nature juridique du brevet d'invention.

Il semble établi que le brevet est un meuble incorporel. On cite dans ce sens un arrêt de la Cour de Paris, du 4 décembre 1823. Mais il a été rendu dans des circonstances et sur des motifs tels que l'on ne pourrait en tirer argument dans aucun sens.

D'ailleurs, nous croyons, bien que quelques-uns veuillent restreindre aux transactions amiables l'application de l'article 20 de la loi de 1844, qu'il doit être observé pour la vente aux enchères publiques du brevet, et que, alors même que l'on voudrait reconnaître au brevet le caractère d'effet mobilier réservé par nature aux commissaires-priseurs, leur vente serait exceptionnellement attribuée aux notaires (2).

D'ailleurs, en pratique, les notaires ne se sont, jus-

(1) V. LABORI, *Rep. Alph., Ventes publiques de meubles*, t. XII, p. 544, n° 40.

(2) V. pages 41 et 42.

qu'ici, jamais vu disputer le vente aux enchères des brevets.

Le partage est, en droit français (art. 883 Code civil), attributif de propriété, c'est-à-dire que la période de l'indivision est, en quelque sorte, effacée et que le copropriétaire qui reçoit la chose par suite du partage ou de l'adjudication prononcée à son profit, est réputé en avoir toujours été le seul propriétaire.

La conséquence de ce principe est que les actes de dispositions faits par les copropriétaires durant l'indivision ne sont valables que s'ils ont porté sur des biens qui sont plus tard attribués par le partage à leur auteur ; s'ils ont été faits sur des biens mis dans le lot d'un autre, ils sont nuls comme ayant été faits par un non-propriétaire.

Pour les brevets, le résultat de cet effet légal est qu'à la suite du partage, chaque copropriétaire est réputé avoir été dès l'origine de l'état d'indivision, propriétaire exclusif de la part du brevet qui lui est attribuée ou du brevet tout entier, s'il reçoit la totalité.

Nous avons admis que, dans l'indivision, les copropriétaires ne pouvaient séparément concéder des licences à moins que le brevet ne se trouve réparti de telle façon que le concédant ne fasse tort qu'à lui-même. Mais il est certain que, dans ce cas même, les licences consenties par d'autres que l'attributaire définitif, ne peuvent être opposées à ce dernier.

Enfin, les copartageants se doivent mutuellement garan-

tie des troubles et évictions qui procèdent d'une cause antérieure au partage (1).

Cette garantie, fondée sur l'équité qui commande de maintenir au profit de l'évincé l'égalité que les copropriétaires ont voulu établir en procédant au partage, est obligatoire. On ne peut y faire obstacle par une clause générale de non garantie. La loi autorise cependant les copartageants à exclure de la garantie qu'ils se doivent certaines causes d'éviction, mais il faut une clause particulière et expresse de l'acte de partage.

Le recours se divise entre les copartageants en proportion de leurs parts dans l'indivision.

Il faut, néanmoins, rechercher à qui est imputable le fait qui nécessite l'exercice du recours en garantie. S'il y a faute et qu'elle ait été commise par l'un des copropriétaires, c'est lui qui est responsable et doit indemniser directement l'évincé. A plus forte raison, ce dernier est-il privé d'action quand il est seul fautif.

(1) Art. 884 et suiv., C. civ.

CHAPITRE II

Extinction de la copropriété faute d'objet.

§ 1. — *Échéance du brevet*

Le brevet arrive à échéance au bout de cinq, dix ou quinze ans. Les droits privilégiés des copropriétaires sur l'invention se trouvent à ce moment éteints faute d'objet.

Tout le monde peut désormais exploiter l'invention et les anciens propriétaires n'ont sur leurs concurrents que l'avantage d'une situation acquise depuis longtemps.

Ils conservent cependant dans certaines circonstances un droit privatif, non sur l'invention elle-même, mais sur sa dénomination, ce qui est encore un privilège appréciable.

Les inventeurs donnent souvent à leur découverte une dénomination particulière sous laquelle le public la connaît. Lorsque le brevet tombe dans le domaine public, la dénomination de l'objet breveté y tombe également, si elle est vulgaire et tirée de la nature même du produit. Mais si le nom du produit breveté au lieu d'être banal et nécessaire est de pure fantaisie, il peut constituer une marque

de fabrique que la loi, les formalités nécessaires remplies, doit protéger en cette qualité.

Il ne faut pas croire que la réunion du brevet et de la marque de fabrique, pour protéger un seul objet, puisse influencer sur leur existence réciproque. La marque est indépendante du brevet. L'inventeur peut sans prendre de brevet, conserver sur l'objet de son invention, un droit privatif perpétuel en se soumettant uniquement aux prescriptions qui protègent les marques, mais il peut, en usant des mêmes moyens, et même après avoir pris un brevet, conserver des droits de propriétaire d'une marque de fabrique sur l'invention, droits qui lui resteront après l'échéance du brevet.

Lorsque la marque appartient à des copropriétaires, ceux-ci, soit qu'ils l'aient déposée collectivement, soit qu'ils l'aient acquise avec le brevet, gardent sur elle leurs droits de copropriété et seuls ils peuvent exploiter l'invention sous sa dénomination primitive.

Souvent l'objet breveté ne reçoit pas de dénomination spéciale, mais on le désigne sous le nom de l'inventeur. Dans ce cas, les tiers peuvent-ils, lorsque le privilège attaché au brevet est éteint, employer ce nom pour désigner l'objet dont la fabrication leur est maintenant permise ?

Le nom patronymique constitue une propriété privée que la loi du 24 juillet 1824 protège indépendamment de tout dépôt.

Par conséquent, comme en cas de marque de fabrique, l'usage de ce nom n'appartient pas aux tiers, même après extinction du brevet, à moins que le nom de l'inventeur ne soit devenu l'élément nécessaire de la désignation du produit. Dans ce cas, la jurisprudence en autorise l'usage, mais sous la condition que les tiers s'efforceront d'éviter toute confusion avec les objets de la fabrication de l'inventeur en faisant, par exemple, précéder son nom de certaines formules, telles que : « Système de... », « Procédé de... » (1).

Cet usage du nom de l'inventeur, si indirect soit-il, ne doit être autorisé que le plus rarement possible et seulement dans le cas où le nom s'est tellement identifié avec le produit que ce dernier ne peut plus être désigné d'une autre manière.

Les copropriétaires du brevet autre que l'inventeur, conservent-ils, à l'expiration du privilège, le droit d'utiliser le nom patronymique de l'inventeur?

La question ne peut se poser utilement que dans le cas où les étrangers ne possèdent pas ce droit et quand le nom ne peut être considéré comme une marque de fabrique.

Au jour de la dissolution de la copropriété par extinction du privilège, chaque copropriétaire devient indépendant. Il n'a plus à l'égard de ses anciens cointéressés ni

(1) V. Cass., 31 janv. 1860; Dall., Civ., 60, 3; Trib. Civ., Seine, 24 nov. 1865; *Annales*, 69, 237; Paris, 10 mars 1876; *Annales*, 76, 65.

droit ni devoir. Il semble que la situation antérieure des parties ne doive plus être considérée, qu'il ne faut voir dans les anciens copropriétaires du brevet que des étrangers qui possèdent tous concurremment le droit d'utiliser l'invention, mais qui n'ont pas le droit d'employer le nom de l'inventeur à moins de l'avoir spécialement acquis de l'inventeur en même temps que le brevet. Dans cette dernière hypothèse, en effet, cette acquisition subsisterait malgré l'échéance du brevet et continuerait à faire l'objet de la copropriété.

Mais dans tous les autres cas, l'inventeur dont le nom sert à désigner l'objet de sa découverte conserve seul le droit d'utiliser son nom pour désigner les produits de sa fabrication.

§ 2. — *Nullité du brevet.*

« Le brevet est nul quand il est affecté d'un vice originel et qu'il n'est, pour ainsi dire, pas né viable (1) ».

La loi de 1844 énumère, dans son article 30, sept cas de nullité des brevets, savoir :

« 1° Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ;

« 2° Si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ;

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 217, n° 295.

« 3° Si le brevet porte sur des principes, méthodes, sys-
« tèmes, découvertes et conditions théoriques ou pure-
« ment scientifiques dont on n'a pas indiqué les applica-
« tions industrielles ;

« 4° Si la découverte, invention ou application est
« reconnue contraire à l'ordre ou à la sûreté publique,
« aux bonnes mœurs ou aux lois du royaume, sans préju-
« dice dans ce cas et dans celui du paragraphe précé-
« dent des peines qui pourraient être encourues pour la
« fabrication ou le débit d'objets prohibés ;

« 5° Si le titre sous lequel le brevet a été demandé
« indique frauduleusement un objet autre que le véritable
« objet de l'invention ;

« 6° Si la description jointe au brevet n'est pas suffi-
« sante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique
« pas d'une manière complète et loyale les véritables
« moyens de l'inventeur ;

« 7° Si le brevet a été obtenu contrairement aux dis-
« positions de l'article 18 ;

« Seront également nuls et de nul effet les certificats
« comprenant des changements, perfectionnements ou
« additions qui ne se rattacheront pas au brevet prin-
« cipal ».

La nullité produit, à quelque époque que le Tribunal la prononce, un effet rétroactif et anéantit le brevet dans le passé.

Les propriétaires du brevet sont donc privés de tout

droit sur l'invention, aussi bien pour le passé que pour l'avenir.

Il faut, naturellement, que la nullité ait été prononcée d'une façon absolue. Si non, les droits des brevetés subsisteraient au regard de ceux qui n'auraient pas fait déclarer la nullité.

On sait, en effet, que d'après le principe posé par la loi de 1844, le Ministère public, en intentant une action en nullité ou en déchéance du brevet, le fait au nom de tous les intéressés; la nullité, si elle est prononcée à la suite de son action, profite au domaine public, c'est-à-dire même à ceux qui n'ont figuré ni de près, ni de loin au procès.

Au contraire, les instances en nullité intentées par les particuliers sont soumises aux règles ordinaires de l'autorité de la chose jugée et ne produisent d'effet qu'entre les parties qui ont figuré au procès.

L'article 21, de la loi de 1844 oblige le Ministère public, quand il veut user de son droit de faire prononcer la nullité absolue du brevet, à mettre en cause dans l'instance non seulement tous les propriétaires du brevet, mais encore tous les ayants droit, cessionnaires ou simples licenciés, dont les titres auront été enregistrés.

Les copropriétaires qui auront régulièrement observé les formalités légales pourront donc défendre leur propriété. Les autres seront exposés à voir annuler le brevet sans

avoir été appelée à l'instance, sans même souvent savoir qu'elle a été introduite.

Tant que le jugement n'est pas prononcé, les tiers intéressés, par conséquent les copropriétaires et ayants droit au brevet peuvent intervenir dans l'instance ; mais ils ne pourraient, quelque soit leur intérêt, former tierce-opposition au jugement d'annulation (1).

Les jugements prononçant la nullité absolue sont publiés dans le *Bulletin des lois*. Le défaut d'accomplissement de cette formalité ordonnée par l'article 39 et dont la charge incombe au Ministre du Commerce, ne saurait influencer sur le jugement qui a prononcé la nullité (2).

L'effet rétroactif de la nullité d'un brevet appartenant à des copropriétaires a pour conséquence qu'il n'y a jamais eu de copropriété, elle laisse place seulement à un état de fait qui doit être liquidé. Les copropriétaires ont, en effet, joui jusqu'au jour où la nullité absolue a été prononcée judiciairement, d'un monopole de fait dont les bénéfices, bien qu'illégaux, doivent être répartis entre les copropriétaires selon les règles qui auraient présidé à cette répartition si le brevet avait été valable.

§ 3. — *Déchéance.*

« Il y a déchéance du brevet, quand, valable à l'origine,

(1) BÉDARRIDE, n° 519, RENOARD, n° 204.

(2) V. *Rep.*, 25 fév. 1861 ; PATAILLE, 61, 110.

« il cesse seulement d'exister à partir d'une certaine
« époque, à la suite d'événements déterminés par la loi
« qui viennent interrompre sa durée normale (1) ».

L'article 32 de la loi de 1844, modifié par la loi du 7 avril 1902 donne l'énumération des trois cas où la déchéance est prononcée. Il est ainsi conçu : « Sera déchu de tous ses droits :

« 1^o Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant
« le commencement de chacune des années de la durée de
« son brevet ».

« L'intéressé aura toutefois un délai de trois mois au
« plus tard pour effectuer valablement le paiement de son
« annuité, mais il devra verser, en outre, une taxe supplé-
« mentaire de cinq francs, s'il effectue le paiement dans le
« premier mois; de dix francs, s'il effectue le paiement
« dans le second mois; et de quinze francs, s'il effectue le
« paiement dans le troisième mois.

« Cette taxe supplémentaire devra être acquittée en
« même temps que l'annuité en retard.

« 2^o Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa
« découverte ou invention en France dans un délai de deux
« ans, à dater du jour de la signature du brevet, ou qui
« aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécu-
« tives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie
« des causes de son inaction.

(1) V. ALLART, *Brevets d'invention*, p. 217, n^o 295.

« 3° Le breveté qui aura introduit en France des objets
« fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui
« sont garantis par son brevet.

« Néanmoins, le Ministre du Commerce et de l'Industrie
« pourra autoriser l'introduction :

« 1° Des modèles de machines ;

« 2° Des objets fabriqués à l'étranger destinés à des
« expositions publiques ou à des essais faits avec l'assen-
« timent du Gouvernement ».

Sans étudier en détail les causes de déchéance du brevet, nous devons rechercher quelles en sont les conséquences lorsque le brevet appartient à des copropriétaires.

I. — Le premier motif de déchéance est le défaut de paiement de l'annuité en temps voulu. S'il y a simple retard, une taxe supplémentaire plus ou moins élevée, selon le temps écoulé, est seulement perçue — passé trois mois, le brevet est déchu.

Lorsque le brevet appartient à une seule personne qui l'exploite elle-même, c'est elle, naturellement, qui doit en acquitter la taxe. Ordinairement, un mandataire est chargé de ce soin.

S'il néglige de payer l'annuité à son échéance et qu'il fasse encourir l'amende ou même la nullité du brevet, le propriétaire peut lui réclamer la réparation du préjudice qu'il subit, selon les principes généraux du droit.

Mais quand le brevet appartient à plusieurs personnes, qui doit payer les annuités ?

Si les copropriétaires ne se sont pas mis d'accord pour charger quelqu'un de ce soin, chacun doit veiller à l'acquiescement régulier de la taxe. Un retard ou un oubli vient-il à se produire — tous les cointéressés doivent subir les conséquences d'une faute commune.

Si l'un des copropriétaires a reçu le mandat de payer les annuités, il est seul responsable vis-à-vis des autres propriétaires, ses mandants, de l'accomplissement de son mandat, c'est-à-dire du versement exact des annuités et il doit réparer les conséquences de sa faute conformément aux articles 1150, 1151, 1382 et suivants du Code civil.

II. — La deuxième cause de déchéance du brevet prévue par l'article 32, consiste dans le non usage de l'invention pendant deux ans. La loi protège l'inventeur, mais elle veut, en échange, qu'il fasse profiter la Société de sa découverte, qu'il exploite le brevet. Cependant, le breveté peut être relevé de cette déchéance quand il justifie d'excuses légitimes. Nous venons de dire que faute par le breveté d'avoir mis son brevet en exploitation pendant deux années, il encourait la déchéance.

Bien que l'article 32 de la loi 1844, n'ait pas été modifié ni abrogé, ce délai est aujourd'hui de trois ans. En effet aux termes de l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900, un article 3 *bis* est ajouté au protocole de

clôture de la Convention internationale du 20 mars 1883 ainsi conçu : « Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance, pour cause de non exploitation, qu'après un délai minimum de trois ans à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction. »

Mais cet article ajouté à une convention internationale ne modifiait pas notre législation. De telle sorte que, en France, les étrangers jouissaient d'un avantage sur nos nationaux qui ne pouvaient se prévaloir de l'acte additionnel.

Pour mettre fin à cette situation, les chambres ont voté une loi promulguée le 1^{er} juillet 1906, accordant aux Français le droit de revendiquer l'application à leur profit en France des dispositions de la Convention de 1883 et des actes additionnels, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française notamment en ce qui concerne les délais de priorité et d'exploitation en matière de brevets d'invention.

Pour éviter la déchéance, le breveté n'est pas tenu d'exploiter lui-même son invention, il suffit qu'elle le soit par quelqu'un muni de son autorisation. Par conséquent, les propriétaires d'un même brevet n'encourent aucune déchéance lorsque l'invention est exploitée par un seul d'entre eux ou par un tiers porteur d'une licence.

III. — Le législateur a voulu que le monopole qu'il accordait à l'inventeur en lui conférant un brevet, non seulement ne nuise pas à l'industrie nationale, mais encore qu'il la favorise. Dans ce but, le paragraphe 3 de l'article 32 de la loi de 1844 défend au breveté, sous peine de déchéance, d'importer en France des objets fabriqués à l'étranger semblables à ceux garantis par le brevet.

Les tribunaux appliquent même très rigoureusement ce principe et décident que l'introduction d'un seul objet fabriqué à l'étranger suffit pour entraîner la déchéance.

Mais pour que la déchéance soit encourue, il faut que l'auteur de l'introduction soit le propriétaire du brevet lui-même, ou, au moins, que l'objet ait été introduit pour son compte et avec sa complicité.

Si le brevet a plusieurs propriétaires, on peut se demander si l'introduction opérée par un seul des copropriétaires entraîne la déchéance du brevet à l'égard de tous les autres.

Lorsqu'il n'y a qu'une seule exploitation, que tous les copropriétaires ont connu l'introduction et en ont profité, il semble évident qu'ils sont déchus du privilège, mais quand ils jouissent séparément, divisément, de l'invention, la déchéance à l'égard de tous les cotitulaires paraît, non seulement d'une extrême rigueur, mais encore d'une injustice flagrante, car ils subissent les conséquences d'un fait auquel ils sont totalement étrangers, dont ils n'auraient

pas profité s'il avait réussi, et que rien ne leur permet de prévenir.

La déchéance globale se comprend dans le cas d'omission du paiement de l'annuité, même lorsqu'un seul des copropriétaires était chargé de ce soin, car, tous les cotitulaires peuvent facilement surveiller l'échéance, et à défaut de leur mandataire, verser à temps la taxe.

Mais comment empêcher un tiers d'introduire un objet sur le territoire français ?

La doctrine, cependant, préconise la déchéance à l'égard de tous les copropriétaires, faute d'avoir trouvé un moyen pratique de priver du monopole l'auteur de l'introduction tout en réservant les droits des innocents.

Il y a, il est vrai, pour ces derniers, la possibilité d'user d'un recours contre le coupable afin d'obtenir des dommages-intérêts. Mais, ce n'est là souvent qu'une bien médiocre compensation à la perte du brevet, même quand le débiteur est solvable.

Aussi, croyons-nous que le législateur n'a pas envisagé le cas de copropriété lorsqu'il a prononcé que le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués à l'étranger « serait déchu de tous ses droits » ; qu'en tout cas, c'est par une extension du texte que l'on peut appliquer aux copropriétaires d'un brevet la déchéance encourue par un seul d'entre eux, que le législateur n'a voulu frapper que le breveté, auteur de l'introduction, et non

tous les propriétaires d'un même brevet, alors qu'un seul s'est rendu coupable de cette infraction.

S'il n'y a qu'une seule exploitation ou si le brevet est exploité divisément par les copropriétaires mais en totalité et sans division du territoire de la France en régions, les co-titulaires du brevet, bien que n'ayant pas participé à l'introduction commise par l'un d'eux, sont déchus de leur privilège, mais seulement par voie de conséquence. En effet, la part du breveté, auteur de l'introduction tombe dans le domaine public. Tout le monde peut donc exploiter le brevet, il n'y a plus de monopole.

Mais si le brevet est exploité divisément, et qu'aux termes de la convention intervenue entre les titulaires chacun d'eux ne peut exploiter qu'une partie de l'invention, les uns, par exemple, ayant le monopole de la fabrication, les autres, le monopole de la vente des produits ou que le territoire ait été réparti entre les copropriétaires, chacun conservant un monopole exclusif sur le domaine qui lui a été attribué, nous croyons que, dans ce cas si l'un des brevetés vient à introduire en France un objet de fabrication étrangère, il est seul déchu de sa part et que la libre concurrence n'a lieu que sur le territoire qui lui était réservé ou pour la part du brevet qui lui était attribuée ; les autres titulaires conservant leur monopole en tant qu'il n'est pas atteint par la chute dans le domaine public de la part de leur cointéressé.

Si, cependant, l'introduction profitait aux autres bre-

vetés ou qu'elle ait lieu au su des copropriétaires et que ceux-ci l'aient laissée se produire sans protestation ni poursuite, la déchéance totale serait, peut-être encourue, mais ce serait, alors, la peine d'une sorte de complicité.

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que le fait d'introduire en France un objet breveté, mais de fabrication étrangère, est pénalement sanctionné. L'introduction est un délit puni des mêmes peines que la contrefaçon, (art. 41 et suiv. de la loi de 1844). Les peines sont assez fortes pour empêcher toute introduction et elles protègent suffisamment notre industrie nationale pour qu'il ne soit pas besoin de recourir, en cas de propriété collective, à des mesures injustes qui punissent les innocents.

CHAPITRE III

Actions en nullité et en déchéance du brevet.

« L'action en nullité et l'action en déchéance pourront « être exercées par toutes personnes y ayant intérêt ». Tels sont les termes de l'article 34, paragraphe 1 de la loi du 5 juillet 1844. Ces actions appartiennent, en conséquence, à tous ceux qui justifient d'un intérêt quelconque, si minime soit-il, à les exercer. Le rapporteur de la loi, Dupin, avait pris le soin de préciser la raison qui imposait au législateur de réserver ces actions seulement à ceux qui ont un intérêt personnel. Il disait : « En France, on « ne connaît pas d'action publique exercée par de simples « citoyens ; ce serait le seul exemple où un particulier « serait admis dans un intérêt social et non personnel à « intenter une action devant les Tribunaux ».

L'action est recevable toutes les fois qu'elle a pour mobile un intérêt quelconque, qu'il soit présent ou futur, certain et même incertain, pourvu qu'il soit sérieux. Ainsi le consommateur, qui peut subir une gêne par suite de la cherté du produit dont il a besoin et dont le prix n'est

maintenu que par un brevet, doit être admis à en poursuivre la nullité ou la déchéance (1),

L'intérêt doit être souverainement apprécié par les tribunaux. « La loi ne peut le déterminer à l'avance, disait le rapporteur de la loi, autrement on verrait des spéculateurs d'une nouvelle espèce faire métier de plaider contre les personnes brevetées ».....

En fait, les tribunaux ne repoussent presque jamais les instances en nullité pour défaut d'intérêt — car on peut, en général, toujours justifier d'un intérêt au moins indirect. Dans certains cas, cependant, l'action en nullité ou déchéance paraît absolument contraire à l'intérêt du demandeur. Telle est l'hypothèse où un copropriétaire d'un brevet demanderait aux tribunaux de prononcer la nullité ou la déchéance du brevet commun.

Il semble bien qu'un pareil procès ne peut être motivé que par un sentiment de malveillance ou de chicane — ce que le législateur a voulu proscrire.

En faisant annuler son titre, il perd son privilège, qu'il partageait, il est vrai, avec d'autres, mais qui n'en avait pas moins une valeur dont il est privé.

Il peut, cependant, y avoir pour un copropriétaire un réel intérêt d'intenter une action en nullité ou déchéance de son propre brevet. Par exemple, en cas de copropriété divisée, lorsqu'il ne possède pas le droit d'user partout du

(1) Trib. civ., Seine, 24 mai 1878 ; PATAILLE, 78, 265.

brevet commun ou qu'il ne peut profiter que de certaines de ces applications.

Et même, lorsque le brevet est indivis, quand le co-titulaire a pris un brevet de perfectionnement, puisqu'aux termes de la jurisprudence, il doit attendre l'expiration du brevet principal pour utiliser sa nouvelle invention (1).

Mais ne pourrait-on pas repousser l'action sous prétexte que le demandeur a concouru à la prise du brevet attaqué, a profité de son exploitation et même peut-être participé aux instances auxquelles il a donné lieu ?

Le fait de la prise du brevet ne constitue pas, on le sait, une société, mais un état : la copropriété. Le copropriétaire n'est pas lié par un pacte social et n'a renoncé ni aux actions individuelles, ni à celles qui peuvent être plus ou moins nuisibles aux autres propriétaires. Il est vrai que le copropriétaire ne doit pas empêcher ses cointéressés de jouir normalement de la chose commune. Mais cette obligation ne concerne que l'usage qu'il doit faire du brevet et n'implique pas une renonciation aux droits qui appartiennent aux tiers.

Enfin, on ne saurait soutenir que le fait d'avoir participé à une action judiciaire constitue une reconnaissance de la validité du brevet (2).

(1) Trib. cor., Seine, 4 décemb. 1845; PELLERIN, *Le Droit*, n° 290.

(2) V. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 544, n° 560; Paris, 13 juin 1850; BROSSARD, VIDAL, SIREY, 51, 2, 538; Cass., 19 juin 1866; Bastia; PATAILLE, 66, 288.

D'ailleurs, la jurisprudence est maintenant fixée sur ces divers points, et elle reconnaît l'usage de ces actions aux associés, bien qu'ils soient liés par un contrat de société. A plus forte raison appartiennent-elles au simple copropriétaire.

§ 2. — *Procédure des actions en nullité et en déchéance.*

1^o Action des particuliers.

Comment les intéressés doivent-ils procéder pour intenter une action en nullité ou en déchéance d'un brevet qui leur nuit? Doivent-ils toujours agir par voie d'action principale ou peuvent-ils attendre d'être eux-mêmes poursuivis en contrefaçon par le breveté pour exciper de la nullité ou de la déchéance du brevet — et demander reconventionnellement aux tribunaux de les prononcer?

Il n'est dérogé en aucune façon sur ce point aux principes généraux du droit. Le demandeur en nullité ou déchéance ne peut agir par voie indirecte que lorsque la nullité ou la déchéance du brevet attaqué se rattache directement à l'action principale.

En cas d'action reconventionnelle, la demande est, naturellement, intentée contre celui qui se prévaut d'un brevet, qu'il en soit titulaire primitif ou simple cessionnaire.

Mais qui doit-on assigner, lorsqu'on agit par voie principale?

La demande doit être formée contre les titulaires du brevet au moment de l'action.

Si le titulaire primitif du brevet en est toujours seul propriétaire, ce sera contre lui ; s'il a vendu tout ou partie du brevet, l'action devra être intentée à ses copropriétaires et à lui.

Le demandeur peut, sans risquer lui-même aucune nullité de sa procédure, lancer sa demande contre un seul des brevetés, titulaire primitif, ou cessionnaire partiel ; mais dans ce cas, le jugement qui interviendra n'aura de force que contre celui qui aura été mis en cause et il faudra recommencer la procédure contre les autres copropriétaires pour rendre la décision judiciaire opposable à tous.

Il est évident, néanmoins, que lorsque la nullité porte sur un seul élément du brevet et que les co-titulaires se sont répartis la propriété du brevet de telle façon qu'un seul d'entre eux a la propriété de cet élément de l'invention, ce dernier peut être seul mis en cause (1).

Doit-on toujours procéder contre le titulaire primitif du brevet, même lorsqu'il a cédé son brevet en totalité?

Certains auteurs se le sont demandé. Il est certain que

(1) POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 546, n° 562 ; ALLART, *Brevets d'invention*, p. 281, n° 379.

l'amour-propre d'auteur fait que l'inventeur reste malgré la cession, intéressé au plus haut point à défendre le brevet. D'ailleurs, on a vu qu'il conserve, malgré l'aliénation du titre, le droit de revendiquer les récompenses honorifiques. Il a donc un intérêt direct au maintien du brevet. Aussi croyons-nous que c'est à bon droit que le demandeur en nullité le mettrait en cause. Mais il n'y est nullement obligé. D'autant plus que cette mise en cause entraîne une dérogation, qui peut être gênante, aux règles de la compétence des tribunaux *Ratione Loci*. En effet, l'article 37 de la loi de 1844 dit que, dans ce cas, l'action sera portée devant le tribunal du lieu du domicile du titulaire enlevant ainsi au demandeur le choix entre les tribunaux des divers domiciles des défendeurs.

Mais les titulaires primitifs, toujours exposés à un recours en garantie de la part de leurs cessionnaires, de même que tous ceux que la solution du procès en nullité ou déchéance intéresse, copropriétaires, cessionnaires ou même simples licenciés (1) peuvent intervenir dans l'instance (2).

L'intervention peut, d'autre part, se produire du côté du

(1) Cass., 25 février 1860 ; DROUIN, PATAILLE, 60, 213.

(2) L'article 466, C. pr. Civ., ne déclare recevables que les interventions émanant de personnes « qui auraient droit de former tierce-opposition ».

L'article 474 du même Code dit : « Une partie peut former tierce-opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. »

demandeur en nullité et provenir de personnes, qui, ayant intérêt à faire annuler le brevet et craignant que l'affaire ne soit mollement ou insuffisamment défendue, désirent appuyer la demande déjà introduite et verser aux débats les preuves qu'elles ont pu acquérir.

Ce mode de procéder a le grand avantage d'éviter des décisions contradictoires, ce qui peut se produire en cas d'instances concomitantes.

Quand, en effet, le breveté est en butte à plusieurs demandes en nullité émanant de diverses personnes, ou bien quand des instances sont engagées séparément contre différents titulaires d'un même brevet, tous les procès doivent subsister parallèlement, bien qu'ayant le même but. Cependant, le tribunal a la faculté de les joindre et de statuer sur elles par un seul et même jugement. De même que, si plusieurs tribunaux sont saisis de litiges concernant un même brevet, et ayant entre eux des liens étroits, s'ils concernent, par exemple, plusieurs copropriétaires d'un brevet, les tribunaux ont la faculté de renvoyer, pour connexité, les procès devant le tribunal saisi en premier lieu s'il n'a pas encore rendu sa décision (Art. 171 C. Pr. Civ.).

La procédure des actions en nullité ou déchéance est la procédure de droit commun. Notons, simplement, que le législateur, dans l'intérêt de l'industrie nationale, qui peut être tenue en suspens par un procès de ce genre, a voulu que la solution soit la plus rapide possible et a

prescrit (art. 36, l. 5 juillet 1844) que l'affaire fût instruite et jugée comme matière sommaire. Toutefois, il n'a pas expressément dispensé ces demandes du préliminaire de conciliation et il semble qu'elles doivent y être soumises, malgré leur urgence, quand elles sont introduites par voie principale.

Mais elles sont dispensées du préliminaire de conciliation quand elles sont introduites contre plus de deux parties ou formées incidemment au cours d'une autre instance.

On a vu, plus haut, que la loi régissant les brevets a dérogé, dans un cas, aux règles ordinaires de la compétence des Tribunaux. Aux termes de l'article 59 Code civil le demandeur, qui assigne plusieurs défendeurs a le droit de porter l'affaire devant le Tribunal du domicile de l'un de ces derniers, à son choix.

L'article 33 de la loi du 5 juillet 1844 dispose, au contraire, que si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs concessionnaires partiels, elle sera portée devant le Tribunal du domicile du titulaire du brevet.

Le but de cette mesure législative a été, d'après l'exposé des motifs de la loi, d'éviter aux inventeurs les difficultés et les ennuis que leur causeraient des procès à soutenir sur les points les plus éloignés de la France, et auxquels ils seraient forcément mêlés comme devant la garantie à leurs cessionnaires.

On sait que la loi prescrit à l'inventeur de faire, dans

sa demande de brevet, élection de domicile dans le département où il la dépose.

En cas de changement d'adresse du titulaire, les tiers qui veulent attaquer le brevet peuvent ignorer totalement le nouveau domicile du titulaire ; ne pourraient-ils pas valablement assigner au domicile élu ? Cette question est controversée. Un jugement du Tribunal de la Seine du 6 mars 1849 (1) a, paraît-il, admis l'affirmative, bien que cette élection de domicile n'ait eu pour but, dans la pensée du législateur, que de faciliter à l'administration la notification de l'Arrêté Ministériel statuant sur la demande de brevet.

Mais en l'absence d'un texte législatif dérogeant formellement aux principes de la compétence, ce qu'il est permis de regretter, nous ne pouvons admettre qu'une telle procédure soit valable et que les tribunaux la sanctionnent.

Les tribunaux civils sont la seule juridiction compétente pour juger les actions en nullité ou déchéance (art. 34).

Cette compétence est exclusive. Aussi les tribunaux correctionnels eux-mêmes ne peuvent-ils prononcer la nullité ni la déchéance d'un brevet bien qu'ils soient saisis d'une affaire de contrefaçon. Toutefois, ils peuvent l'apprécier pour la solution des affaires dont ils sont saisis

(1) V. NOUGUIER, n° 673 ; POUILLET, *Brevets d'invention*, n° 578, p. 557.

(art. 46) mais le jugement sur ce point n'aura pour effet que de permettre ou d'empêcher la répression du délit.

Les décisions de justice, d'après l'article 1351, Code civil, ne peuvent être invoquées que par les parties qui étaient en cause dans l'instance.

Bien plus, la partie même, qui a perdu son procès en nullité, peut renouveler sa demande en la basant sur une cause différente.

Les tiers ne pouvant invoquer les jugements rendus dans des procès similaires, sont obligés, pour utiliser en toute sécurité l'invention, de provoquer eux-mêmes un jugement, et l'on a vu, dans ce cas, lorsque les tribunaux saisis n'étaient pas les mêmes, ou que leur composition avait été modifiée, des décisions contradictoires. Cet état de choses peut créer une situation des plus préjudiciables à l'industrie, certains industriels pouvant utiliser une invention comme faisant partie du domaine public alors que d'autres ne peuvent s'en servir qu'en payant des licences au breveté.

Le législateur a voulu y porter remède en donnant au Ministère public le droit de demander la nullité ou la déchéance *absolue* du brevet.

2° Droits du Ministère public.

La loi de 1844 a innové. Elle a substitué à l'ancien principe de l'autorité *relative* de la chose jugée le droit pour le

Ministère public d'obtenir une décision judiciaire ayant envers et contre tous une autorité *absolue*. L'article 37 lui permet de se rendre partie intervenante dans toute instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet et de prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet. Il peut même se pourvoir directement par action principale, mais seulement si l'invention n'est pas susceptible d'être brevetée ou si elle est contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux lois, enfin, si le titre sous lequel le brevet a été demandé n'indique pas frauduleusement le véritable objet de l'invention.

Quand le Ministère public agit ainsi, il se substitue à tous ceux qui ont intérêt à faire déclarer la nullité ou la déchéance, il devient véritablement partie dans le litige et la décision qu'il obtient profite à tous, même à ceux qui n'ont pas été mis en cause dans le débat.

Que le Ministère public prenne l'initiative de l'action judiciaire, c'est-à-dire qu'il agisse par voie principale ou qu'il se rende seulement partie intervenante à un procès déjà engagé, il doit se conformer aux règles du Code de procédure civile pour exercer son action.

Mais il doit, de plus, agir contre tous les ayants droit au brevet, c'est-à-dire non seulement contre le breveté lui-même ou les copropriétaires du brevet, mais encore contre tous les cessionnaires ou simples licenciés dont les titres

ont été enregistrés à la Préfecture, conformément à l'article 21.

Quant à ceux qui n'auraient pas rempli cette formalité, de l'enregistrement, le Ministère public est sensé les ignorer; il n'est pas tenu de les assigner et la décision obtenue leur est opposable comme aux autres.

C'est là un danger très grand pour eux, bien qu'ils aient la faculté d'intervenir dans l'instance, mais ils peuvent ignorer le procès et se trouver, à leur insu, déchus de tous leurs droits, faute d'avoir rempli une formalité si simple.

L'obligation de mettre en cause tous les ayants droit au brevet n'est imposée qu'au Ministère public. M. Nouguier (1) a soutenu qu'elle incombait encore au simple particulier, demandeur en nullité. Mais l'article 38 ne prescrit cette mesure que pour les cas prévus par l'article 37, c'est-à-dire dans le cas d'intervention ou d'action principale du Ministère public (2). Et s'il restait un doute à cet égard, il serait levé par la lecture de l'exposé des motifs où il est dit : « Le particulier qui veut faire prononcer la « nullité ou la déchéance, peut ne mettre en cause qu'un « ou plusieurs des ayants droit au brevet; seulement il « sait qu'il ne pourra pas se prévaloir du jugement contre « ceux qu'il n'aura pas assignés. »

Le seul Tribunal compétent pour prononcer la nullité

(1) NOUGUIER. n° 632; POUILLET, n° 608, p. 576.

(2) Paris, 15 novembre 1859; BROS., PATAILLE, 60, 119.

étant le Tribunal civil, le Ministère public ne peut requérir la nullité absolue que devant cette juridiction.

Quand il n'est pas intervenu en première instance, le Ministère public n'est pas recevable à le faire en appel. En effet, l'article 37 ne lui donne pas expressément ce droit et l'article 466 du Code de Procédure civile n'autorise l'intervention en cause d'appel que de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce-opposition, ce qui n'est pas le cas pour le Ministère public.

Si le breveté perd son procès en première instance et qu'il veuille faire appel, il ne doit pas omettre de signifier l'acte d'appel au Ministère Public qui est intervenu dans l'instance. La signification au demandeur serait insuffisante et le jugement prononçant la nullité absolue deviendrait définitif, ce qui rendrait l'appel sans objet.

On discute pour savoir si, lorsque le Ministère Public échoue dans son action, le brevet a désormais une validité absolue.

L'article 37 ne parlant que de nullité ou de déchéance absolue, ce motif semble suffisant pour écarter la validité absolue; d'autant plus qu'il peut exister des causes de nullité ou de déchéance qui ont échappé à la perspicacité du Ministère public ou qui ne se sont pas encore produites et sur lesquelles la justice n'a pas encore statué.

Lorsque la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet est prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force

de chose jugée, le Ministère public en avise le Ministère du Commerce, et la nullité ou la déchéance est publiée dans le *Bulletin des Lois* dans la forme déterminée par l'article 14 pour la proclamation des brevets (article 39).

CHAPITRE IV

Action en revendication.

On sait que le législateur confère le brevet à celui qui en fait le premier la demande.

Nous avons examiné plus haut la question de savoir si l'inventeur en mesure d'établir qu'il connaissait l'invention avant qu'elle fut brevetée mais qui n'a pas pris de brevet ou qui n'en a sollicité un qu'après la prise d'un brevet par un tiers devenait copropriétaire du brevet et nous avons conclu qu'il pouvait, tout au plus, continuer à utiliser l'invention pour son compte.

Mais si le privilège appartient au plus diligent, c'est à la condition que celui-ci soit bien propriétaire de l'invention qu'il révèle le premier au public.

La date n'est qu'une présomption qui peut être détruite par une preuve contraire, car le législateur n'a pas voulu consacrer la fraude.

Le brevet doit appartenir à l'inventeur s'il n'y en a qu'un, et à tous les inventeurs, s'ils sont plusieurs, ou à leurs ayants droit, selon les règles que nous avons exposées. Si le brevet est pris par un autre ou s'il n'est pris que par

un seul de ceux qui devraient être tous copropriétaires du brevet, il y a usurpation.

Comment obtenir justice d'une usurpation?

Ce n'est pas à la loi de 1844 qu'il faut recourir pour trouver la réponse à cette question, car elle est muette à cet égard, mais au droit commun.

L'action en revendication ouverte à tout propriétaire qui se plaint d'un vol d'objet mobilier quelconque et dont le but est de remettre en possession le volé de l'objet dérobé, doit également appartenir à l'inventeur spolié du fruit de sa découverte.

L'inventeur revendique le brevet, bien qu'il ne l'ait pas sollicité lui-même. Il demande à être déclaré breveté, et à ce que l'usurpateur de l'invention soit condamné à lui restituer le titre contre remboursement de la taxe afférente au brevet.

S'il parvient à démontrer son droit de propriété et lorsque la décision judiciaire aura acquis force de chose jugée, l'Administration devra, sur la simple signification du jugement, mentionner en marge du brevet le jugement rectifiant l'arrêté ministériel et substituant au nom du titulaire celui de l'inventeur.

S'il s'agit d'un brevet pris par un seul des copropriétaires de l'invention, au mépris du droit de ses cointéressés, la rectification sera effectuée de la même manière, sauf que le nom du titulaire originaire du brevet sera respecté

et que l'on fera seulement suivre ou précéder le sien des noms des autres propriétaires.

La subrogation donne le résultat désiré quand le brevet est bien et valablement pris. Elle fait rentrer, dans sa propriété, l'inventeur, et le seul inconvénient qui puisse résulter pour ce dernier, inconvénient d'autant plus grand que la durée des brevets est limitée, mais que les tribunaux peuvent compenser par des dommages-intérêts, est la privation pendant un certain laps de temps de la jouissance du brevet.

Tout autre est le cas où le brevet, mal pris par l'usurpateur est nul. Si la nullité résulte de l'invention elle-même, comme l'inapplicabilité à un but industriel ou le défaut de nouveauté, elle aurait atteint l'inventeur lui-même et il n'a point intérêt à demander la subrogation.

Mais si la nullité provient d'une faute du demandeur, si par exemple, la description est insuffisante, l'inventeur spolié a néanmoins le droit de revendiquer le brevet, mais il risque de voir un tiers ou l'usurpateur lui-même demander ensuite la nullité de ce brevet dont il sera péniblement rentré en possession.

Or, l'action en nullité a pour résultat de faire tomber l'invention entière dans le domaine public.

On se demande si l'inventeur ou les copropriétaires de l'invention spoliés n'ont pas à leur service un autre moyen de rentrer en possession du brevet sans être exposés à recouvrer un brevet nul pour une invention réelle

en un mot, un procédé pour éviter toute spoliation autre que la demande de dommages-intérêts plus ou moins irrécouvrables ?

M. Blanc est d'avis que l'inventeur pourrait prendre un nouveau brevet, puis intenter une action en nullité du brevet pris en fraude de ses droits, mais que la nullité, si elle était prononcée, ne devrait pas avoir pour effet de faire tomber l'invention dans le domaine public et qu'elle profiterait uniquement à l'inventeur.

M. Pouillet reconnaît que toute nullité profite au domaine public, aussi propose-t-il une autre solution ; au lieu que l'inventeur soit purement et simplement subrogé dans les droits du premier brevet, ce qui constitue une charge sans compensation, le premier brevet se confondrait avec le second, il ne ferait qu'une seule et même chose avec lui et suivrait exactement sa fortune. L'administration, sur le vu de la grosse du jugement, porterait en marge du premier brevet une mention de la confusion qui se serait opérée (1).

Ce procédé aurait certes l'avantage de permettre aux inventeurs de recouvrer équitablement leurs droits, elle leur éviterait, de plus, de payer la taxe afférente à deux brevets, mais elle aurait l'inconvénient d'offrir un moyen commode de réparer les erreurs et les nullités qui ont pu se glisser lors de la prise du brevet. Le concours complai-

(1) V. BLANC, n° 609 ; POUILLET, *Brevets d'invention*, n° 620, p. 585.

sant d'un ami dévoué suffirait à l'inventeur pour lui permettre de donner, sous le couvert d'une décision judiciaire une force nouvelle au brevet nul.

D'ailleurs, ce procédé ne peut être appliqué dans l'état actuel de la législation, le brevet nul doit rester irrévocablement acquis au public. La situation de l'inventeur est évidemment déplorable, mais elle est semblable à celle de toute personne victime d'un vol ou d'un abus de confiance.

Disons à ce propos, que dans bien des cas, l'inventeur qui se plaint d'une usurpation possède l'action pénale et que le tribunal correctionnel est alors compétent pour lui accorder des dommages-intérêts.

Il peut arriver que l'usurpateur, avant de prendre le brevet, ait cherché à la perfectionner. S'il y est parvenu et qu'il ait pris un seul brevet pour le tout, l'inventeur aura-t-il le droit de se faire subroger sans distinction dans le brevet entier ou doit-il réserver à l'usurpateur la part de l'invention qui lui est due ?

Le perfectionnement constitue-t-il un accessoire, un développement naturel de l'invention ? Le revendeur doit en profiter.

Il ne faut pas oublier que l'article 18 donne à l'inventeur pendant un délai d'un an, le droit exclusif de faire breveter tout changement, perfectionnement ou addition à sa découverte déjà brevetée. Il ne faut pas que, sous prétexte que son invention elle-même lui a été dérobée pen-

dant un certain temps, il soit encore spolié et privé de ce droit privilégié.

Si, au contraire, il n'y a pas seulement perfectionnement, mais réellement invention nouvelle, complètement indépendante de l'invention primitive dont elle peut être facilement séparée, il est impossible d'accorder à l'inventeur primitif un droit exclusif sur le tout.

Cette matière, dit l'article 465 du Code civil, est entièrement subordonnée aux principes de l'équité naturelle.

Ces principes commandent que l'on restitue à chacun son œuvre, « car nul ne doit s'enrichir au dépens d'autrui ».

La difficulté consiste à opérer cette restitution. On ne peut songer à faire déclarer nul le premier brevet pour la partie qui a été usurpée, car le résultat serait de la faire tomber dans le domaine public.

Aussi faut-il se référer à l'article 572 du Code civil qui, seul, donne une solution à un cas similaire, et dire que le brevet est commun aux deux inventeurs en raison de la part que chacun y a apportée.

Il y a copropriété du brevet.

Il appartiendra aux tribunaux de prescrire la manière dont les copropriétaires devront user de leurs droits.

Nous avons vu que des copropriétaires pouvaient exploiter divisément un brevet commun. Les uns usant seulement de certains éléments, les autres utilisant le reste.

Si les deux inventions peuvent être séparées, les juges agiront équitablement en ordonnant qu'il n'y aura pas indivision, que les inventeurs devront jouir séparément de la découverte qui leur est propre.

Dans le cas où tout partage est impossible, et, seulement dans ce cas, les tribunaux devront fixer la quote-part revenant à chacun, déterminer dans quelle proportion l'invention définitive est due à l'un et à l'autre, en tenant compte, au besoin à titre de dommages et intérêts à l'inventeur primitif, de l'usurpation dont il a été victime, afin de fixer la répartition des bénéfices provenant de l'exploitation du brevet commun (1).

(1) POUILLET, n° 626, p. 590; ALLART, n° 456; Paris, 29 janvier 1859; *Droit*, 1859, n° 95; *Contrà* : PELLETIER, n° 276; Dijon, 1^{er} mars 1865; *Annales*, 65, 411.

QUATRIÈME PARTIE

De la contrefaçon.

Le brevet d'invention est délivré S. G. D. G. « Sans garantie du Gouvernement ». Cette formule qui signifie que l'État ne se fait juge, ni de la réalité de l'invention, ni de la validité du brevet, ne veut pas dire que la loi ne protège pas le breveté.

Le brevet est un titre. Il doit être respecté par tous et confère, à ceux qui l'ont obtenu, le droit de poursuivre toute exploitation concurrente et d'obtenir la juste réparation du préjudice qui leur est causé.

C'est l'exploitation illicite de l'invention brevetée que l'on nomme « contrefaçon ».

Le législateur la définit dans l'article 40 de la loi du 5 juillet 1844. « Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet ».

Pour qu'il y ait contrefaçon, il faut donc la réunion des

trois conditions que fixe cet article : 1° l'existence d'un brevet valable ; 2° la lésion des droits résultant du brevet ; 3° que cette lésion consiste dans la fabrication ou l'usage de l'objet du brevet.

Mais le législateur assimile à la contrefaçon proprement dite, certains faits qui constituent des cas de complicité et qui sont punis des mêmes peines. Ce sont le recel, la vente, l'exposition en vente, l'introduction sur le territoire français d'un ou plusieurs objets contrefaits et le fait par un ancien ouvrier ou employé du breveté de s'associer avec un contrefacteur et de révéler à ce dernier les procédés décrits au brevet.

L'article 40 fait de la contrefaçon un délit. L'article 48 autorise les propriétaires du brevet lésé à se pourvoir, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle.

La contrefaçon peut donc être poursuivie devant le tribunal correctionnel, ce qui permet de faire condamner le contrefacteur, non seulement à des dommages-intérêts, mais encore aux peines édictées par la loi.

Le Ministère public peut, dans ce cas, introduire l'action, puisqu'il est chargé de la répression des délits et que la contrefaçon en est un ; mais c'est un délit spécial, car, loin de nuire à l'ordre public, il profite plutôt à la société qui n'a, par conséquent, aucune raison de prendre la défense des intérêts privés du breveté tant qu'il ne réclame pas. Aussi, l'article 45 n'autorise-t-il le Ministère public à

exercer son droit de poursuite que sur la plainte de la partie lésée.

Lorsque le brevet fait l'objet d'un droit de copropriété, la plainte de tous les copropriétaires est inutile. Il suffit, pour que l'action publique puisse être valablement mise en marche, de la plainte d'un seul d'entre eux.

Mais, en général, l'action correctionnelle est intentée directement par la personne qui se prétend lésée. Elle choisit alors entre le tribunal correctionnel et le tribunal civil. Ce dernier a l'inconvénient de ne pouvoir appliquer les peines de la contrefaçon, mais a l'avantage considérable d'échapper à tous les effets d'audience et de soumettre l'action à des règles de procédure sévères, surtout en cas d'enquête, ce qui rend la décision moins aléatoire et lui donne plus d'autorité.

I. — *Exercice de l'action en cas de copropriété.*

Lorsque le brevet d'invention appartient à des copropriétaires, à qui la poursuite de la contrefaçon appartient-elle ?

Le droit de poursuite appartient évidemment à tous les copropriétaires agissant collectivement. Peu importe l'origine ou l'étendue des droits que les demandeurs ont sur le brevet pourvu que ces droits existent et qu'il puisse en être justifié par un titre régulier. Par conséquent, le breveté originaire, s'il est resté copropriétaire du brevet,

figure au même titre que le simple concessionnaire dont la cession est régulière dans l'instance civile ou correctionnelle.

Mais il n'est pas nécessaire que tous les copropriétaires agissent pour que l'action soit valablement intentée à l'égard des tiers.

En effet, ceux-ci sont liés vis-à-vis des brevetés par une obligation indivisible. Chaque propriétaire du brevet possède donc le droit, conformément à l'article 1224 du Code civil, d'exiger l'exécution totale de leur obligation, c'est-à-dire le respect du privilège que confère le brevet, et, par suite, en cas de violation du brevet, le droit d'intenter en son nom seul l'action pour le tout.

Le copropriétaire qui agira seul n'aura d'ailleurs droit qu'à une quote-part dans le résultat de l'action. Car, si le *vinculum juris* est indivisible, le résultat ou *commodum* est divisible et se partage entre tous les créanciers, c'est-à-dire, ici, entre tous les copropriétaires.

Il en résulte qu'aucun des copropriétaires ne peut valablement faire remise de la totalité de la dette que la contrefaçon engendre au profit des titulaires du brevet. Si l'un d'eux le faisait sans l'autorisation des autres, le débiteur ne sera libéré que de la part revenant à celui avec lequel il aurait traité et resterait tenu vis-à-vis des autres.

Il est des cas, cependant, où les copropriétaires ne peuvent agir seuls. Tel est le cas où, par une convention

spéciale, ils se sont interdit le droit de poursuivre individuellement les contrefacteurs.

Mais cette stipulation n'intéresse que les parties contractantes qui seules peuvent rappeler à son respect la partie qui la transgresse. Les tiers ne peuvent jamais l'invoquer et la poursuite en contrefaçon qui serait intentée par un seul des copropriétaires est régulière (1).

Enfin, dans certains cas, un seul copropriétaire peut, à l'exclusion de tous les autres, intenter l'action en contrefaçon.

On peut citer le cas assez rare où l'un des copropriétaires, en général le breveté originaire, s'est réservé le droit de poursuite. Mais surtout le cas où chaque copropriétaire s'est vu attribuer le droit exclusif d'exploiter le brevet dans un certain périmètre. Si la contrefaçon ne se produit que dans une localité, il est certain que l'action en contrefaçon doit être intentée par celui à qui elle cause préjudice et qui seul a droit aux réparations civiles que la loi lui accorde.

Mais si ce dernier, sans souci de ses intérêts, ne poursuit pas les contrefaçons dont il souffre seul, ses copropriétaires peuvent-ils se substituer à lui et exercer eux-mêmes les poursuites ?

Certains le croient parce qu'ils prétendent que les contrefacteurs ne pourraient pas opposer une fin de non rece-

(1) V. Nancy, 27 janvier 1875; FREZON, PATAILLE, 75, 31.

voir en leur disant : « L'usurpation que vous nous reprochez « ne vous fait aucun tort, vous n'êtes donc pas fondés à « vous en plaindre. » Car les copropriétaires du brevet ont un intérêt sérieux bien qu'indirect à faire réprimer cette contrefaçon pour assurer le respect du privilège dont ils détiennent une partie, empêcher la vulgarisation et la dépréciation des produits et arrêter des empiètements qui pourraient s'étendre demain à leurs propres domaines.

Pour nous, lorsque le brevet est divisé par régions, chaque copropriétaire possède seul l'action en contrefaçon sur le territoire qui lui est affecté. La raison est que nous lui reconnaissons le droit de concéder des licences dans ce périmètre et que celles-ci ne consistent bien souvent, qu'en une autorisation tacite d'exploiter.

On a vu qu'une Société peut posséder un brevet. Nous n'avons pas à examiner ici à qui appartient en général dans la Société le droit de poursuivre la contrefaçon.

Cependant, nous devons étudier le cas où le brevet n'a pas fait l'objet d'une cession mais d'un apport à la Société et nous demander si, dans le cas où le gérant, le donateur ou l'administrateur délégué ne poursuit pas le contrefacteur, l'associé qui a fait l'apport peut engager lui-même les poursuites ?

On sait que la jurisprudence (1) décide maintenant que l'apport d'un brevet en société n'est pas une cession véri-

(1. V. 1^{re} partie, ch. vi, p. 39.

table et que l'apporteur conserve un droit de copropriété sur le brevet.

Il paraîtrait logique qu'au point de vue des poursuites la jurisprudence continuât d'appliquer son système et autorisât l'apporteur à exercer les poursuites de la contrefaçon.

Cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 24 mars 1864, confirmant une jurisprudence antérieure, a décidé que celui qui a mis en société la propriété de son brevet devient sans qualité pour poursuivre les contrefacteurs, soit pendant la durée de la Société, soit pendant la période de liquidation (1).

Cette solution, en contradiction si flagrante avec les décisions données à propos des formalités de la cession des brevets, nous paraît injustifiable, même pour nous qui admettons que l'apport en société est une véritable cession.

En effet, un principe général en matière de société est que l'associé non administrateur peut faire lui-même, dans l'intérêt de la société, les actes que le gérant ou l'administrateur délégué néglige de faire, ces derniers n'étant considérés que comme mandataires, dont, par conséquent, on peut réparer les erreurs ou les fautes (2).

(1) V. *Rep.*, 24 mars 1864; PATAILLÉ, 64, 176; Paris, 22 avril 1853; *Le Droit*, 24 avril 1853.

(2) Art. 1.856, C. civ. *Non obstat*, car il ne prévoit pas le cas où l'administrateur n'agit pas quand il devrait agir. — V. LYON-CAEN et L. RENAULT; *Traité de droit commercial*, t. II, p. 220, n° 294.

On dit, pour justifier la solution de la Cour de cassation, qu'il est peu vraisemblable que le gérant refuse d'engager une action que l'intérêt social commande et que, d'ailleurs, en cas d'inertie injustifiable, l'apporteur pourrait, comme tout autre associé, avoir raison de cette résistance, soit en faisant révoquer les pouvoirs du gérant ou du liquidateur, soit en provoquant la dissolution de la Société; mais qu'on ne saurait permettre à un simple associé d'introduire seul une poursuite de contrefaçon dont les conséquences peuvent être si graves (1).

Remarquons, tout d'abord, que l'associé, surtout l'inventeur, a un intérêt sérieux à faire respecter le brevet et qu'il est peu probable qu'il se hasarderait seul dans une action téméraire; que, de plus, pour décider de la question dans le sens de la jurisprudence, il faudrait fournir un argument juridique prouvant que la législation en matière de brevets d'invention, fait exception aux règles générales des sociétés qui autorisent l'action directe d'un associé non gérant.

C'est le défaut d'argument en ce sens qui nous empêche de nous rallier à la solution de la Cour de cassation.

II. — *Procédure de l'action en contrefaçon.*

Le législateur a créé certaines procédures à l'usage des

(1) V. Allart, Brevets d'invention, p. 190 et suiv., n° 273; V. POUILLET, *Brevets d'invention*, p. 843, n° 913; V. Trib. correct. Seine, 26 février 1862; *Prop. ind.*, n° 248

propriétaires de brevets, pour rechercher et constater les faits de contrefaçon.

Le copropriétaire ayant le droit d'agir seul en justice possède, en conséquence, le droit de recourir à ces modes de constatation : la *description* et la *saisie-contrefaçon*.

Il est indispensable, en effet, de n'aborder l'audience qu'après s'être procuré la preuve du fait que l'on prétend être une contrefaçon.

Pour pouvoir procéder à la description ou à la saisie-contrefaçon, le breveté doit présenter requête au président du Tribunal de première instance et lui justifier de la propriété du brevet. Certains magistrats exigent la présentation du brevet lui-même pour répondre à la requête à fin de saisie. Cette exigence semble excessive et peut, surtout en cas de copropriété, car le titre est unique, empêcher le breveté de pouvoir faire respecter ses droits.

La procédure de l'action en contrefaçon une fois engagée est soumise aux règles ordinaires des affaires civiles et correctionnelles.

Au cours de l'instance introduite par un seul copropriétaire, les autres peuvent avoir intérêt à se joindre au demandeur, d'abord pour lui donner leur appui moral et aussi pour l'aider dans son action et en surveiller l'issue.

Le Code de procédure civile accorde ce droit à tous ceux qui ont un intérêt dans l'action et donne les règles que l'intervenant doit suivre en matière civile.

Si l'action en contrefaçon a été portée devant le Tribunal

civil, il n'y a donc qu'à se conformer au droit commun.

Mais les copropriétaires ont un aussi grand intérêt à intervenir devant le Tribunal correctionnel que devant le Tribunal civil pour la défense et la sauvegarde de leurs droits.

Or, les lois criminelles ne parlent nulle part de l'intervention et la loi de 1844 garde le même silence.

Nous croyons que, puisque les copropriétaires pouvaient se réunir pour introduire collectivement l'action contre le contrefacteur, celui-ci ne peut élever la moindre objection si cette réunion n'a lieu qu'au cours de l'instance.

Aucun texte ne l'autoriserait, d'ailleurs, à élever cette prétention, d'autant plus qu'il semble que, si le Code d'instruction criminelle n'a pas explicitement prévu l'intervention, elle est implicitement autorisée par la disposition qui permet à toute personne lésée par un délit de se porter partie civile en tout état de cause et jusqu'à la clôture des débats. L'intervention est, tout simplement, en effet, l'acte par lequel une personne intéressée se porte partie civile (1).

III. — *Un copropriétaire peut-il être contrefacteur ?*

Nous n'avons, jusqu'ici, envisagé l'action en contrefaçon que dans les cas où elle est intentée par les propriétaires à des personnes étrangères au brevet.

(1) C. Rouen, 1^{re} Ch., 11 août 1897; PATAILLE, 1897, n° 3937
C. Cass., 5 mars 1900; *Pand. Franç.*, 1901, t. I, 503.

Les copropriétaires peuvent, cependant, avoir à se plaindre, non seulement de la contrefaçon des tiers, mais encore, dans certains cas, de la contrefaçon provenant du fait de l'un d'entre eux.

Il en est ainsi, par exemple, lorsque le territoire ayant été partagé entre les copropriétaires du brevet, l'un d'eux ne respecte pas les limites qui lui ont été assignées et empiète sur le territoire d'autrui.

Dans ce cas et dans tous les autres cas où l'un des copropriétaires s'étant engagé à ne pas exploiter, ou à n'exploiter que dans certaines conditions le brevet commun, ne respecte pas ses engagements, peut-on dire qu'il y a contrefaçon ? Le co titulaire peut-il être poursuivi correctionnellement ou civilement pour contrefaçon de son propre brevet ?

Dans le sens de l'affirmative, on peut dire que les conventions particulières font la loi des parties ; que si l'un des titulaires s'est engagé à ne pas exploiter le brevet partout ou seulement dans certains lieux, il devient, par là même, dans les limites qu'il a fixées, un étranger au brevet, et que, s'il l'exploite, il porte par là même atteinte aux droits des autres brevetés, ce qui constitue le délit de la contrefaçon.

Mais, à notre avis, s'il y a un préjudice certain causé aux copropriétaires du brevet, il n'y a pas néanmoins, contrefaçon, car il faut remarquer que le copropriétaire, dans ces différents cas, est toujours demeuré propriétaire

du brevet; qu'il a donc des droits égaux et parallèles à ceux du plaignant.

Il peut donc opposer au copropriétaire qui l'actionne, la réponse : « *Feci, sed jure feci* ». Ce que j'ai fait, j'avais droit de le faire, et les juges ne pourront que lui donner raison s'ils limitent leur examen au brevet lui-même.

Or, le délit de contrefaçon a été institué pour protéger le brevet et non les conventions particulières.

Le bon sens, d'ailleurs, se refuse à admettre que l'on puisse être contrefacteur de son propre brevet.

Par ces hypothèses, il ne peut donc être question d'action en contrefaçon civile ou correctionnelle. La personne lésée devra se borner à introduire une instance pour rappeler son copropriétaire à ses engagements et lui demander au besoin des dommages-intérêts.

IV. — *Sanction de la contrefaçon.*

La contrefaçon est un délit (art. 40) que la loi punit d'une amende de cent à deux mille francs dans les cas ordinaires.

La loi permet, cependant, de prononcer contre le contrefacteur une peine de un mois à six mois de prison en cas de récidive ou quand l'auteur de la contrefaçon a travaillé en qualité, soit d'ouvrier, soit d'employé, dans l'établissement du breveté ou s'il s'est associé avec un ouvrier ou employé de ce dernier et a eu connaissance par

lui des procédés brevetés. Dans ce cas, le complice est puni des mêmes peines que le contrefacteur.

L'amende et l'emprisonnement sont prononcés contre chacun des prévenus pris individuellement ; ce sont les peines de la culpabilité personnelle. Il en résulte qu'il y a lieu de prononcer autant de condamnations qu'il y a de personnes compromises par la contrefaçon, bien qu'elles ne se soient rendues coupables que d'un seul et même délit.

Ces peines ne peuvent être naturellement appliquées que par le tribunal correctionnel. Mais il ne doit pas se borner à les prononcer contre le contrefacteur, il doit encore ordonner la confiscation des objets reconnus contrefaits, des instruments et ustensiles destinés spécialement à leur fabrication. L'article 49, loi du 5 juillet 1844 ajoute :
 « ...les objets confisqués seront remis au propriétaire du
 « brevet, sans préjudice de plus amples dommages-inté-
 « rêts et de l'affiche du jugement s'il y a lieu. »

La confiscation, les dommages-intérêts et l'affichage doivent être également appliqués par les tribunaux civils.

La confiscation prévue par la loi est un moyen imaginé par le législateur pour priver le contrefacteur des objets du délit et pour indemniser le breveté du préjudice qui lui a été causé.

Les objets confisqués sont ceux qui se trouvent entre les mains du défendeur à l'action en contrefaçon. On ne peut jamais confisquer les objets contrefaits qui se trouvent en

possession de détenteurs, qui n'ont pas été compris dans les poursuites.

Pour pouvoir les atteindre, il faut, si l'on n'a eu la précaution de mettre ces possesseurs en cause en les assignant en jugement commun, introduire contre eux une nouvelle instance.

Lorsque le brevet appartient à plusieurs copropriétaires dans l'indivision ou sans indivision, les objets confisqués, étant destinés à indemniser le préjudice subi par le breveté, doivent être répartis entre tous les cointéressés, ou vendus à leur profit, même dans le cas où l'instance en contrefaçon n'a été introduite que par un seul d'entre eux. En effet, le poursuivant agissait ainsi pour le compte de tous, et, puisqu'il n'a pas souffert seul de la contrefaçon, il ne peut profiter seul des compensations accordées par la loi.

Si, aux yeux du tribunal, la valeur des objets confisqués ne suffit pas à indemniser les brevetés, il peut prononcer une condamnation à des dommages-intérêts.

Ceux-ci, pour être équitables, doivent être calculés non sur le gain du contrefacteur, mais sur les dommages que la contrefaçon a fait éprouver aux propriétaires du brevet.

Il en résulte que, dans le cas où le brevet appartient à plusieurs copropriétaires, il peut arriver que le chiffre des dommages-intérêts accordés à chacun d'eux ne soit pas le même pour tous et cela indépendamment de la quotité

appartenant à chaque copropriétaire dans le brevet commun. En effet, le préjudice subi par un propriétaire varie selon une foule de circonstances ; il est, par exemple, plus ou moins grand, selon que le contrefacteur exerçait son industrie plus ou moins loin de son établissement.

Les tribunaux accordent souvent à celui qui a gagné son procès le droit de publier le jugement dans des journaux ou de le faire afficher aux frais de son adversaire. C'est là un véritable supplément aux dommages-intérêts fort coûteux.

L'article 1036, Code procédure civile, autorisait déjà les tribunaux à ordonner, même d'office, l'impression et l'affichage de leurs jugements.

La place de cet article montre qu'il ne se réfère qu'aux Tribunaux civils et qu'il ne constitue pas une peine.

L'article 49 L. 1844 ne restreint pas cette mesure de publicité à l'une ou l'autre juridiction et ses termes généraux autorisent son application par les Tribunaux Correctionnels.

Enfin, les dépens du procès sont à la charge de la partie qui succombe. Cependant, les juges ont, pour cette allocation, un pouvoir discrétionnaire. L'article 130, C., proc. civ. dispose bien que toute partie qui succombe supportera les dépens, mais l'article 134 ajoute que les juges pourront compenser les dépens en tout ou en partie si les adversaires succombent respectivement sur quelques chefs.

Dans le cas où l'action en contrefaçon a été introduite

par quelques-uns des copropriétaires seulement, s'ils gagnent leur procès au fond, mais n'obtiennent pas l'allocation des dépens, ceux-ci, ainsi que les faux-frais et honoraires des Conseils et avocats que tout procès nécessite, doivent être prélevés sur le montant des dommages-intérêts et sur le produit de la vente des objets confisqués. Car il faut, autant que possible, que la répartition en soit faite équitablement entre tous les copropriétaires du brevet qui tirent un avantage du procès.

Vu :

Le Président,
J. RENAULT.

Vu :

Le Doyen,
M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	4

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — NOTIONS GÉNÉRALES DE LA COPROPRIÉTÉ.....	9
CHAPITRE II. — BREVETS DEMANDÉS A LA FOIS PAR PLUSIEURS PERSONNES.....	15
1° Divers cas où le brevet est l'objet de copropriété.....	15
2° Effets de la possession secrète de l'invention par des tiers antérieurement à la prise du brevet.....	28
3° Formalités à remplir pour prendre le brevet en commun.....	33
CHAPITRE III. — TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ DU BREVET A PLUSIEURS.....	35
1° Cession proprement dite.....	35
2° Mutations autres que la cession	41
CHAPITRE IV. — DROITS DES ÉPOUX SUR LE BREVET.	45

Exercice de l'Usufruit.....	48
CHAPITRE V. — BREVET DÉPENDANT D'UNE SUCCESSION.	53
1° Origine du droit de copropriété.....	53
2° Formalités à remplir après le décès.. ..	55
CHAPITRE VI. — BREVET APPARTENANT A UNE SOCIÉTÉ.....	59
1° L'apporteur d'un brevet demeure-t-il copropriétaire du brevet ?	60
2° Sort du brevet après la dissolution de la société	64
3° Sort du brevet lorsque la société est déclarée nulle....	67

DEUXIÈME PARTIE

Exercice du droit de copropriété.

RÈGLES DE LA COPROPRIÉTÉ EN GÉNÉRAL.....	69
CHAPITRE I. — RÈGLES DE LA COPROPRIÉTÉ AVEC INDIVISION.....	73
a) Partage des bénéfices.....	75
b) Partage des charges.....	76
c) Faculté d'abandon.....	77
CHAPITRE II. — ÉTUDE DE QUESTIONS PARTICULIÈRES A LA COPROPRIÉTÉ INDIVISE.....	81
1° L'un des copropriétaires indivis peut-il, sans le consentement de ses cointéressés, céder ses droits dans le brevet?.....	81
2° L'un des copropriétaires indivis peut-il délivrer une licence sans le consentement de ses cointéressés ?.....	84
3° Les copropriétaires indivis profitent-ils des certificats d'addition pris <i>par l'un d'eux</i> ?.....	88
4° Les copropriétaires profitent-ils des brevets de perfectionnement ?	91

DE LA COPROPRIÉTÉ DES BREVETS D'INVENTION	199
5° Les copropriétaires profitent-ils des brevets d'importation ?.....	98
CHAPITRE III. — RÈGLES DE LA COPROPRIÉTÉ SANS INDIVISION....	107
1° Lorsque le brevet est exploité divisément, l'un des copropriétaires peut-il sans le consentement de ses cointéressés, céder ses droits dans le brevet ou concéder une licence?.....	109
2° Le copropriétaire d'un brevet exploité divisément profite-t-il des certificats d'addition, des brevets de perfectionnements et des brevets d'importation?..	116
CHAPITRE IV. — DÉTERMINATION DU RÉGIME AUQUEL EST SOUMIS LE BREVET COMMUN A DÉFAUT DE CONVENTION. — COPROPRIÉTÉ DIVISE OU INDIVISE?.....	119

TROISIÈME PARTIE

Fin de la copropriété.

CHAPITRE I. — DISSOLUTION DE LA COPROPRIÉTÉ. — PARTAGES ET LICITATION. — LEURS CONSÉQUENCES.....	133
CHAPITRE II. — EXTINCTION DE LA COPROPRIÉTÉ FAUTE D'OBJET ..	143
1° Échéance du brevet.....	143
2° Nullité.....	146
3° Déchéances.....	149
CHAPITRE III. — ACTIONS EN NULLITÉ ET EN DÉCHÉANCE.....	159
Procédure des actions en nullité ou déchéances.....	162
1° Actions des particuliers.....	162
2° Droits du Ministère public.....	168
CHAPITRE IV. — ACTION EN REVENDICATION.....	173

QUATRIÈME PARTIE**De la contrefaçon.**

1 ^o Exercice de l'action en cas de copropriété.....	183
2 ^o Procédure de l'action en contrefaçon.....	188
3 ^o Un copropriétaire peut-il être contrefacteur?.....	190
4 ^o Sanction de la contrefaçon.....	192

